

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12193

6 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08 - Tél. : 246-72-23

LA FRANCE ET LE CHOC SIDÉRURGIQUE

Le PCF au pied du mur

Le problème pour les communistes, « ce n'est pas qu'ils sortent du gouvernement, c'est qu'ils y restent », a affirmé, vendredi soir, M. Lionel Jospin. Où en sont-ils ? Toujours un pied dehors, un pied dedans. Et toujours silencieux.

Du côté du PCF, en effet, les déclarations de M. François Mitterrand, le 4 avril, sont restées sans réponse, si l'on excepte les remarques de M. André Lajoinie, membre du secrétariat, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, estimant que les propos présidentiels n'ont « pas répondu à l'attente des travailleurs ». M. Lajoinie s'est borné, en quelque sorte, à constater que les mesures annoncées par le chef de l'Etat n'ont pas satisfait les sidérurgistes lorrains. Cette observation ne peut tenir lieu de réponse politique aux déclarations de M. Mitterrand sur l'alliance PS-PCF et sur la « mise au net » qu'appelle le comportement des communistes.

Ceux-ci laissent la parole aux responsables syndicaux. S'agissant d'un conflit entre des travailleurs et le pouvoir, il revient à M. Henri Krasucki ou à M. André Sainjon, dirigeants de la CGT - et, d'autre part, membres, l'un du bureau politique, l'autre du comité central du PCF, - de faire entendre la voix des salariés dont l'emploi actuel est condamné par les décisions gouvernementales. La difficulté, pour la CGT, est qu'elle apparaît seule à défendre les positions qu'elle a adoptées dans ce conflit, et que le soutien dont elle a pu se prévaloir jusqu'à présent, reposant largement sur l'unité des organisations syndicales, pourrait être rapidement remis en cause par les divergences qui se sont exprimées au lendemain de la conférence de presse présidentielle.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 3.)

La parole est aux syndicats

Voilà M. Fabius lancé à l'épreuve du fer. On connaît maintenant quelles sont ses attributions dans la lutte pour les restructurations industrielles. Elles ont été définies par l'hôtel Matignon qui a choisi de les annoncer discrètement et hors la voie réglementaire (pas de publi-

« Si la CGC de la Lorraine ne participe pas à la préparation de la journée du 13 avril, c'est afin d'agir librement hors de la tutelle du Parti communiste et de la CGT », répliquent les responsables locaux. Toutefois, elle ne sera pas absente, la fédération de la métallurgie de ce syndicat vient

s'est interrogé sur les tâches de la dite commission : « A quoi servira-t-elle ? »

(Lire la suite page 13.)

(1) La CGT du groupe Creusot-Loire (douze mille salariés) a décidé d'organiser, elle aussi, une marche vers Paris le 13 avril.



cation au Journal officiel), ce qui cadre mal avec l'aspect solennel qu'avait donné le président de la République à la présentation des nouvelles responsabilités de M. Fabius. Sans doute s'agit-il de ménager certaines susceptibilités ministérielles.

La parole est maintenant tout autant aux syndicats, qui montrent plus que de la défiance envers les discours gouvernementaux, en attendant des réalisations concrètes. Rien ne les retient donc de manifester leur inquiétude.

Figure populaire du syndicalisme régional, M. Denis Bonvallet aimerait donner un caractère unitaire à la manifestation. A cet égard, il a déclaré le vendredi 6 avril « regretter le retrait de la direction régionale de la Confédération générale des cadres (CGC) des initiatives pour préparer la marche des sidérurgistes lorrains » vers Paris. M. Bonvallet appelle tous les travailleurs de la région à « organiser en commun » cette manifestation, d'autant que « la réponse du gouvernement n'est pas celle que la Lorraine attendait ».

de « lancer un appel à la mobilisation » le 13 avril dans la capitale pour soutenir les sidérurgistes lorrains et aussi ceux d'Ugine-Acières de Fos-sur-Mer.

Vendredi, en fin d'après-midi, la CGT annonçait qu'elle avait déjà recensé quinze mille inscriptions de personnes désireuses de participer à la marche (1).

D'une manière générale, les syndicats sont engagés dans un nouvel effort de mobilisation qui va de pair avec un certain scepticisme manifesté vis-à-vis des propositions gouvernementales. Toutes les organisations ouvrières refusent de tenir pour acquis le « plan acier » décidé par le gouvernement.

De son côté, M. Jean-Marie Rausch, président du Conseil régional de la Lorraine a rappelé qu'il fallait que la « commission des sages » qui vient d'être constituée (le Monde du 7 avril) examine le plan acier « en premier lieu » et « à l'abri de toute contrainte ». M. François Guillaume, président du Conseil économique (CES) de la Lorraine

La hausse des taux aux Etats-Unis

Le niveau élevé du coût du crédit est une conséquence de l'endettement général

Applicable à partir du lundi 9 avril, la décision prise par le Système de réserve fédéral (institut d'émission des Etats-Unis) de porter de 8,50 % à 9 % le taux de l'escompte a suivi de peu (voir page 17 notre rubrique « Crédits changes grands marchés ») la majoration par les banques américaines de leur taux de base porté en l'espace de trois semaines de 11 % à 12 %. Il y a moins de dix ans, un tel niveau aurait été considéré comme totalement exceptionnel. Les banques avaient porté leur prime rate (taux préférentiel) à 12 % en août 1974, au moment où le boom inflationniste, commencé en 1972, atteignait sa phase de paroxysme qui allait bientôt se résoudre dans sa première grande récession de l'après-guerre... Depuis lors, on a fait beaucoup mieux. Le maximum a été atteint en mai 1981, quand les banques américaines établirent leur prime rate à 20,50 %, un niveau qu'on aurait au cours des années 60 qualifié de « latino-américain » - mais, dans les pays en voie de développement, un niveau élevé du loyer de l'argent a beaucoup moins de conséquences car ils n'ont pratiquement pas de marché du capital.

Que le coût du crédit reste si élevé et soit de nouveau orienté à la hausse aux Etats-Unis, où l'inflation a été ramenée au-dessous de 4 % par an, apparaît comme un défi. Certains y voient même la preuve que les lois économiques et financières, celles qui leur sont familières en tout cas, ne s'appliquent plus dans les circonstances d'aujourd'hui. Ce n'est pas la « logique » qui est en défaut, mais le monde qui va mal, et cela malgré les impressionnants résultats enregistrés par l'économie américaine, où la reprise est plus vigoureuse encore depuis le début de l'année (le taux de croissance aurait été pour le premier trimestre de l'ordre de 7,2 % en rythme annuel), et le chômage en très net recul (bien que, pour la première fois depuis six mois, le pourcentage n'ait pas diminué en mars).

La nouvelle hausse des taux doit être interprétée à la lumière des faits suivants :

1) Le sens du mouvement est d'abord donné par le marché. Les autorités entérinent et ajustent. La Fed aurait pu par exemple, relever son taux d'escompte d'un point entier : si elle s'est contentée d'une hausse de 0,50 %, c'est pour des raisons d'opportunité (on ne

connaît pas le degré de vulnérabilité de la reprise, et on a le souci de ne pas trop aggraver la situation déjà quasi désespérée des débiteurs en dollars des pays à bas revenus).

Il ne faut jamais oublier que les autorités monétaires n'ont à leur disposition qu'un seul moyen de s'opposer à une hausse des taux en période de forte tension : racheter du « papier » (bons du Trésor, par exemple) sur le marché monétaire.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 15.)

SIX SOLDATS FRANÇAIS TUÉS AU TCHAD

Lyon, (AFP) - Six soldats français ont été tués et neuf autres blessés samedi matin au Tchad, à Oum Chaklamba (nord-est du pays), alors qu'ils dégageaient « des épaves de véhicules abandonnés par les forces du Nord », a annoncé, samedi, M. Charles Heru dans une déclaration faite à Villeurbanne.

Le ministre de la défense n'a pas précisé les circonstances de cet « accident ». Les victimes appartiennent au 17^e RGP (régiment du génie parachutiste) stationné à Montauban.

Avec ce numéro

LE MONDE
AUJOURD'HUI

Le musée de La Villette
en chantier

AMÉRIQUE CENTRALE

Big Brother et ses contradictions

(Pages 4 et 5)

ESPAGNE

Les dangers de la société permissive

(Page 7)

ZAMBIE

Les étudiants remuent

(Page 7)

CULTURE

Les mirages de la décadence

(Page 12)

Contre-offensive au Cameroun

L'armée loyaliste aurait barré la route aux mutins

Après plus de vingt-quatre heures de combats dans la capitale du Cameroun, il semble que la tentative de coup d'Etat menée par une partie de la garde républicaine - composée de mille deux cents hommes - pour renverser le président Biya a échoué, la majeure partie de l'armée étant restée fidèle au régime. Ce samedi matin 7 avril, alors que le Cameroun reste coupé du monde, l'incertitude règne sur la poursuite des combats. Le groupe de mutins, commandé par le colonel Seli, inférieur à une centaine d'hommes, disposerait d'une douzaine d'autos-mitrailleuses légères et d'autant de canons bitubes anti-aériens de fabrication chinoise, ce qui expliquerait l'ampleur des combats. Ce groupe, qui a encore attaqué dans la nuit plusieurs objectifs, notamment le domicile du chef d'état-major, le général de division Sémengue, la poudrière, la présidence, l'aéroport et le centre de télécommunications, serait essentiellement composé de capitaines et de lieutenants.

La contre-offensive gouvernementale, qui a débuté dès vendredi matin, est dirigée par le colonel de gendarmerie Obama et le lieutenant-colonel Mbomback, responsable du premier secteur militaire. Les deux officiers ont installé leur QG de crise à une quinzaine de kilomètres de Yaoundé. Des renforts ont été acheminés vers la capitale à partir de Koumba, Ebolola et Douala. Ce samedi, des rotations d'avions C-130 déposaient des unités en renfort sur l'aéroport de Yaoundé. En l'absence du président Biya, sur le sort duquel l'incertitude demeure, c'est le ministre d'Etat chargé des armées, M. André Tsoungui, qui tient les rênes du gouvernement.

Selon certaines sources, des hélicoptères Gazelle seraient également intervenus. Le palais présidentiel de Yaoundé, en raison de son emplacement sur une colline située à l'écart de la ville, se prête particulièrement bien à une défense efficace. La route qui y mène est sinieuse et les abords sont parfaitement dégagés. Entouré de solides grilles, le palais a été en partie conçu (par M. Ahidjo) pour permettre à ses occupants de faire face à une attaque. Il disposerait même d'une sortie discrète permettant au président de s'échapper sans encombre.

Dans un communiqué diffusé vendredi soir par Radio-Garoua, station gouvernementale du nord du Cameroun, annonçant l'échec du coup d'Etat, précisant : « Dès la matinée du 6 avril, une fraction dissidente de la garde républicaine a tenté de déstabiliser l'Etat. Elle a diffusé des fausses nouvelles à partir de la radio [de Yaoundé]. Les forces restées loyales ayant la situation bien en main, les populations sont appelées à rester calmes, vigilantes et à vaquer à leurs occupations habituelles. »

La radio de Yaoundé a, apparemment, été tour à tour occupée par les forces régulières et par les mutins. Ainsi, dans l'après-midi

de vendredi, dans un « appel aux Camerounais », diffusé sur un canal radio différent de celui de la radiodiffusion nationale camerounaise, les militaires insurgés ont proclamé la destitution du président Biya, la suspension de la Constitution et l'interdiction de toute activité politique. Ils ont également annoncé l'instauration d'un couvre-feu, de 19 heures à 6 heures du matin. Les auteurs de ce message, se réclamant d'un « Conseil militaire supérieur », ont reproché au président Biya l'ensemble de sa gestion et notamment d'avoir autorisé le procès de l'ancien président Ahidjo. Ils affirmaient également vouloir rendre le pouvoir aux civils.

(Lire la suite page 3.)



MATZNEFF
LA DIÉTÉTIQUE
DE LORD
BYRON

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Je paye 150

Étranger

LES TROUBLES AU CAMEROUN

Les aléas d'une société bloquée

Les affrontements de Yaoundé ne sont que la partie spectaculaire et probablement caricaturale des tensions qui agitent en profondeur la société camerounaise. Analyser celles-ci est un exercice plein d'aleas, dans la mesure où ce pays, plus que d'autres, s'offre à une « grille de décodage » simple, c'est-à-dire, eu égard à sa diversité, simpliste. Certes, on peut qualifier sur le Cameroun le prisme de la vieille rivalité Nord-Sud qui — apparemment — permet si facilement, en Afrique, d'expliquer les évolutions et les crises. Un exemple : M. Ahmadou Ahidjo, chef de l'Etat, nordiste, a, pendant tout le cours de sa présidence, privilégié les nordistes. Son successeur, M. Paul Biya, sudiste, est l'instrument — consentant ou non — de la revanche du sud. Ce n'est pas qu'il faille rejeter *a priori* cette explication. Mais elle n'est pas la seule. Ou plutôt, elle constitue davantage une conséquence qu'un point de départ.

Elle peut même, si les gouvernements camerounais choisissent la facilité, entraîner la dislocation du pays, voire la guerre civile. Il suffit pour cela de surencherir sur le problème ethnique. M. Biya ne gouvernera pas longtemps le Cameroun en installant une suprématie du Sud sur le Nord. Cela, il ne l'ignore pas. Qu'il y ait de sa part une volonté de rééquilibre n'est pas niable. Mais une telle action ne sera viable qu'à doses homéopathiques. La difficulté, pour le chef de l'Etat camerounais, est qu'en voulant réformer il se heurte à des pesanteurs qui sont autant de rentes de situation politiques, sociologiques et ethniques. On ne conduit pas sans risques une société conservatrice vers la modernité. Et les risques, on les voit à Yaoundé.

Le risque, c'était aussi d'aller dans le sens de la colère du peuple et des « conseillers », qui réclamaient, sans souci de l'avenir, et comme pour mieux se dédouaner de l'avenir si fidèlement servi, la « tête » d'Ahmadou Ahidjo. Plus qu'une erreur, le procès et la condamnation à mort de l'ancien président furent une faute politique, bien vite avouée d'ailleurs par l'abandon de toute poursuite et de toute enquête contre les autres accusés — les ministres.

Lorsque, le 6 novembre 1982, M. Biya accéda à la tête de l'Etat, il y a estimé-t-il, pour éclaircir son action, un contre-modèle : ce qui a été fait par son prédécesseur, tant

dans le domaine de la vie publique et politique que dans celui de l'organisation de la société. D'abord parce que, le premier, comme premier ministre, il a souffert du dirigisme de l'ancien président. En un sens, c'est à un véritable tour de force que s'est livré M. Ahidjo pour, tout en brisant le dynamisme individuel et collectif des Camerounais, faire du Cameroun un pays économiquement sain, auto-suffisant alimentairement et énergétiquement, et reconnaître par les investisseurs étrangers comme étant l'un des « paradis » les moins hasardeux parmi les pays situés au sud du Sahara. Mais, fondamentalement, la société camerounaise est une société bloquée. Même si, de l'extérieur, et par rapport à d'autres, elle apparaît très en avance.

L'ouverture

Ayant fait le choix du « changement », M. Biya se proclame le champion de l'« ouverture ». « Réformiste », il entend faire sauter un à un les verrous. Et d'abord celui d'une administration pléthorique, largement incapable d'initiatives, lente à prendre et à suivre des décisions, d'un nationalisme exacerbé qui frise la xénophobie, méfiance à l'égard du secteur privé, et surtout centralisation. Ce sont les pesanteurs de cette administration qui font que, depuis six mois, les entreprises camerounaises tournent à perte, à force d'attendre l'homologation de leurs prix. Et comment les industriels auraient-ils pu faire preuve de dynamisme, dès lors que tous les marchés étaient décidés au sein d'une commission de trois personnes (dont le secrétaire général de la présidence) dépendant de la présidence de la République ? M. Biya prend donc les moyens et charge des entreprises françaises spécialisées d'étudier une réforme globale de l'administration. Les premières décisions concernaient un début d'application lors du dernier remaniement ministériel, le 4 février : une déconcentration de la présidence, une restructuration et une revitalisation des tâches des ministères, la création d'un ministère de l'information et des marchés publics (qui remplace la « commission à trois »).

La chose ne se fait pas sans douleur. Le personnel politique

camerounais est divisé quant à la nécessité et à la rapidité du « changement ». Les conséquences en sont tirées : quatre ministères (dont trois « sudistes ») quittent le gouvernement. Les rancœurs et les résistances, alors, se durcissent. Des rentes de situation disparaissent, des empires administratifs sont menacés d'écroulement, des gens qui, du temps du président Ahidjo, faisaient toute leur carrière dans l'administration de la présidence de la République, se rendent brusquement compte que si la réforme et la volonté qui y préside vont jusqu'au bout de leur logique, c'en est fini d'une certaine époque.

Le choc de deux générations

C'est donc devant une certaine forme de mutation que la société camerounaise tend. Il y a dans cette attitude une constante de la société africaine, c'est-à-dire le choc de deux générations, le choc entre les « anciens » et les « modernes », les conservateurs et les réformistes. Cette clé-là ouvre bien des portes dans la compréhension de la vie camerounaise, pour peu que l'on veuille voir au-delà de la querelle Nord-Sud. Pourtant, c'est vrai que le prisme ethnique apparaît toujours à un moment ou à un autre, dans la mesure où, souvent, il sert à masquer des conflits plus essentiels. Ainsi, il y a, dans l'entourage de Paul Biya, des hommes qui veulent « casser » le « système Ahidjo ».

Sont-ils pour autant des « revancheurs sudistes » ? Sans doute y en a-t-il parmi eux. Mais les ministres ou conseillers qui ont le plus d'influence, auprès du chef de l'Etat, ne sont pas tous originaires des régions Sud. Certes, dans l'entourage immédiat du président, on trouve des « sudistes » : M. Maraga, directeur du cabinet du chef de l'Etat, qui est baka et incarne la sensibilité très nationaliste de cette ethnie du Sud ; MM. Ngando, et Doumba, ministres chargés de mission à la présidence, sont respectivement originaires du Centre-Sud et du littoral. Ce sont sans doute eux les plus chauds partisans de l'« ouverture », voire les défenseurs du multipartisme. Mais MM. Sadou Hayatou, ministre de l'Agriculture, Youssoufa Doucoule (plan et aménagement du territoire), et Oumarou Aminou (affaires étran-

gères) ont, bien que tous trois « nordistes », un rôle politique essentiel.

Ce qui se passe au Cameroun a une importance politique essentielle. D'abord pour le Cameroun, ensuite pour l'Afrique, enfin pour la France. Les événements de Yaoundé peuvent être lourds de conséquences pour l'unité du Cameroun dans la mesure où, si M. Biya rétablit la situation, il sera tenté — ou forcé — de faire « tomber des têtes », ce qui sera interprété (ou déformé), à tort ou à raison, comme une revanche de caractère ethnique. Dans ce cas, la machine répressive peut s'emballer. Si l'expérience Biya échouait, cela aurait une portée considérable sur le continent : avec le Sénégal, le Cameroun est en effet l'un des pays sur lesquels se fondait le plus d'espoirs. Un échec serait désespérant pour toute une génération d'Africains qui croient en une certaine forme de démocratie.

Pour la France, c'est notamment un partenaire économique : le deuxième dans l'Afrique subsaharienne ; un des trois principaux bénéficiaires de l'aide française, l'un des rares pays africains avec qui une coopération industrielle est possible. Sur le plan géo-politique, le Cameroun sert d'échelle (au nord) pour des avions qui assurent une partie du ravitaillement de l'opération Manta au Tchad. Avec le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Gabon, c'est l'un des maillons du camp « pro-occidental » sur qui, outre la France, les Etats-Unis comptent beaucoup. C'est aussi au Cameroun que l'influence de la culture française a laissé le plus de traces et que les élites intellectuelles sont les plus nombreuses.

Or, depuis la brouille publique entre MM. Ahidjo et Biya, la diplomatie française n'a pas marqué beaucoup de points à Yaoundé. Les Camerounais ont eu le sentiment que Paris refusait de choisir entre les deux hommes, au mépris de la « légalité républicaine » qui devait forcément faire pencher la balance en faveur du chef de l'Etat en titre. Yaoundé, ces dernières semaines, attendait un « geste » de la part de Paris.

C'est donc aussi parce que le Cameroun est porteur de tous ces enjeux externes qu'il ne peut se permettre d'user ses potentialités en des luttes fratricides.

LAURENT ZECCHINI.

L'armée loyaliste aurait barré la route aux mutins

(Suite de la première page.)

Plus tard, vers 23 h 30, la radio nationale avait diffusé un communiqué des forces restées fidèles au chef de l'Etat, invitant la population à rester chez elle « pour permettre aux forces loyales de nettoyer les derniers poches de résistance ». Selon ce message radiodiffusé, les troupes gouvernementales avaient « la situation bien en main ». Ce samedi matin, après avoir interrompu ses émissions à plusieurs reprises au cours de la nuit, la radio avait repris celles-ci.

A Paris, on suit très attentivement la situation, et M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, a réuni, vendredi après-midi, une cellule de crise. Il devait recevoir ce samedi matin le

ministre des finances du Cameroun, M. Etienne Tama, qui se trouve à Paris pour la réunion des ministres des finances francophones.

L'Elysée aurait d'ailleurs été saisi de plusieurs demandes de diplomates camerounais demandant à la France d'apporter son soutien au président Biya. Selon certaines sources, celui-ci s'attendait à des troubles à Yaoundé. Les mesures qu'il aurait prises jeudi 5 avril, destinées à se débarrasser de certains officiers de la garde républicaine, auraient fait suite à des rapports, en provenance de l'ambassade du Cameroun à Paris, évoquant le « noyautage » de la garde et invitant le chef de l'Etat à réorganiser ses services de sécurité.

Une armée bien encadrée

Fortes de sept mille cinq cents hommes environ, l'armée camerounaise est principalement équipée de matériels français et, depuis 1981, elle a sensiblement augmenté les effectifs de ses forces terrestres. A cet ensemble, il convient d'ajouter les forces paramilitaires, c'est-à-dire la garde républicaine et des groupements régionaux de sécurité qui rassemblent environ cinq mille hommes.

Avec plus de six mille six cents hommes, l'armée de terre est la force principale : quatre bataillons d'infanterie, un escadron de blindés légers de reconnaissance, une compagnie parachutiste, le tout doté de matériels français (mitrailleuses, briques, trépan et autres).

L'armée de l'air a reçu récemment six avions de combat Alpha-Jet de conception franco-allemande, pour des missions d'appui tactique au sol et anti-guérilla. Elle dispose également de plusieurs hélicoptères français (des Alouettes, des Gazelle anti-chars et des Puma). La marine a, de son côté, deux canonnières rapides lance-missiles anti-surface Exocet et des anciens patrouilleurs côtiers français.

De nombreux officiers et sous-officiers camerounais sont formés dans des écoles militaires en France (mais aussi aux Etats-Unis et en Chine) et la présence militaire française est de l'ordre de quatre-vingts assistants techniques aux termes d'un accord de défense de février 1974.

Guinée

Les syndicats sont autorisés à reprendre leurs activités

Trois jours après le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement provisoire de M. Lansana Béavogui, le régime du colonel Lansana Conté a décidé, vendredi 6 avril, la réouverture au trafic international

de l'aéroport de Conakry. Les syndicats, interdits comme toutes les organisations de masse le 3 avril, ont, d'autre part, été autorisés à reprendre leurs activités pour « défendre les intérêts des travailleurs ». L'Eglise de Guinée a exprimé, par la voix de Mgr Robert Sarah, archevêque de Conakry, sa « sincère adhésion » au programme et aux objectifs du Comité militaire de redressement national (CMRN), et donné l'assurance de sa disponibilité « pour participer à leur réalisation ». « C'est l'occasion pour notre pays de donner à l'Afrique et au monde une leçon d'humanité qui résiste à toutes les tentatives de rancune et de vengeance », a indiqué Mgr Sarah.

Le chef de l'Etat de Guinée-Bissau, le général João Bernardo Vieira, a, d'autre part, indiqué qu'il avait demandé aux nouvelles autorités de Conakry « d'épargner la vie des membres de la famille du défunt président Sekou Touré, ainsi que celle des anciens dirigeants du pays ». Cette requête a été exprimée après que les dirigeants guinéens eurent exprimé à l'ambassadeur de Guinée-Bissau à Conakry « leur désir de resserrer et de développer les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays ».

Enfin, l'association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée, présidée par M^{me} Nadine Barry, s'est également félicitée des décisions prises par le CMRN. « Elle regrette seulement que la France ait fait l'éloge sans réserve du grand dictateur disparu et s'étonne que le gouvernement français n'ait pas déjà proposé l'aide pharmaceutique de première urgence nécessaire aux rescapés des camps de la mort ». Elle a, d'autre part, demandé au Quai d'Orsay de réclamer la liste des prisonniers libérés et de diligenter l'enquête sur l'évasion présumée d'Abdoulaye Barry, époux de M^{me} Barry.

LA SITUATION AU LIBAN

Flambée de violence à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Après une folle soirée de bombardements qui, elle-même suivait un après-midi très violent, un cessez-le-feu a mis fin, le vendredi 6 avril à minuit, aux tirs d'obus qu'échangeaient les deux secteurs de Beyrouth, sans arrêter les

RAID ISRAËLIEN DE REPRÉ- SAILLES CONTRE UNE BASE DU FRONT DÉMOCRATIQUE PALESTINIEN

Tel-Aviv (Reuter). — L'aviation israélienne a bombardé, samedi matin 7 avril, un bâtiment servant de base à des fedayin palestiniens dans la ville de Bhamdoun, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth.

Un porte-parole de l'armée israélienne a précisé qu'il s'agissait d'un ancien hôtel utilisé par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawatme.

Ce groupe avait revendiqué l'attaque qui avait fait quarante-huit blessés, lundi dernier, dans le centre de Jérusalem. Selon le porte-parole, qui n'a pas précisé les résultats du raid, tous les appareils y ayant participé ont regagné leur base sans encombre.

combats le long de la ligne de front. Deux morts, deux servantes éthiopiennes, échouées ici par suite des vicissitudes de la vie, et six blessés ont été dénombrés à Beyrouth-Est ; 2 morts et 14 blessés à Beyrouth-Ouest.

L'origine directe du brusque déchaînement de violence qui a fait voler en éclats la demi-trêve en vigueur depuis une dizaine de jours est un malentendu mineur sur la voie de passage du Musée, la seule reliant les deux parties de la ville, où les forces adverses sont pourtant désengagées. Cependant, la cause profonde, estime-t-on, est le prochain sommet entre le président syrien Hafez El Assad et le président libanais Amine Gemayel, qui serait donc précédé de la classique montée des enchères.

On considère ici que le président Gemayel se comporte depuis plus d'un mois, en fait depuis sa précédente rencontre avec le président Assad fin février, d'une manière satisfaisante par Damas et n'entreprend rien sans en référer aux Syriens. Il tenterait d'obtenir de Damas la fin définitive des combats. Cela étant, personne ne s'attendait à surprendre le pouvoir de la Syrie sur les milices de Beyrouth-Ouest, où, malgré la suprématie d'Amal (chittite) et du PSP (druze), les groupements fleurissent, ni à sous-estimer l'intérêt d'Israël à relancer les troubles grâce à son alliance re-

novellée avec les Forces libanaises (milices chrétiennes) à Beyrouth-Est.

Le président Gemayel a été précédé à Damas par deux émissaires, MM. Michel Samaha et Jean Obeid ; le premier s'est entretenu vendredi avec l'un des chefs de l'opposition, M. Walid Joumblatt, en présence du médiateur saoudien, M. Rafie Hariri.

La visite du chef de l'Etat libanais à Damas est prévue, en principe, pour mardi ou mercredi prochain. Elle interviendra alors que Syriens et Israéliens concentrent des forces dans la Bekaa. Effectuant une tournée remarquée au Liban, M. Karen Brutons, membre du comité central du Parti communiste soviétique, a lancé une mise en garde à Israël en déclarant : « Israël paierait très cher une attaque contre la Syrie. Le gouvernement israélien connaît la puissance de la Syrie et sait qu'elle recevrait également de l'aide de ses alliés et amis ».

Selon les informations en provenance de la Bekaa, une unité blindée syrienne, composée de chars T-62 et T-72, serait arrivée en renfort au cours des dernières quarante-huit heures. Les forces palestiniennes pro-syriennes présentes dans la Bekaa auraient été déplacées vers la ligne de démarcation, face à l'armée israélienne. Selon les experts occidentaux, les forces syriennes dans la

Bekaa seraient composées de 25 000 hommes, face à environ 6 000 Israéliens.

Malgré tous ces préparatifs, les milieux bien informés de Beyrouth continuent à ne pas croire à un affrontement syro-israélien imminent de grande envergure.

LUCIEN GEORGE.

« La guerre du Golfe... Des artificiers israéliens ont démonté un missile Exocet qui s'était logé sans exploser dans la coque d'un pétrolier grec près du détroit d'Ormuz, a annoncé le vendredi 6 avril le Pentagone. Une équipe d'artificiers a été envoyée à la demande des propriétaires du navire, le Filikon, atteint par la chasse irakienne le 27 mars. — (Reuter.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens Directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé : S. C. des Indes PARIS-12
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications n° 37437
ISSN : 0395-2037

Étranger

Allemagne fédérale

**La visite de M. Mittag
confirme les bons rapports actuels
entre Bonn et Berlin-Est**

Correspondance

Bonn. — Le chancelier Helmut Kohl a reçu vendredi 6 avril à Bonn M. Günter Mittag, membre du bureau politique du parti communiste de RDA, pour évoquer la prochaine visite en Allemagne de l'Ouest du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, dont la venue est attendue à été confirmée par le porte-parole du gouvernement de Bonn.

Le séjour en RFA de M. Mittag, qui s'est également entretenu avec le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Lambrecht, et le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, a notamment permis d'évoquer la coopération inter-allemande dans le domaine de l'environnement et les moyens de renforcer les échanges entre les petites et moyennes entreprises. Dans un communiqué commun publié vendredi à Bonn, les deux Allemagnes ont réaf-

firmé que le développement de leurs relations constituait une « contribution importante » au maintien de la paix.

Les bonnes dispositions actuelles entre Bonn et Berlin-Est ont été confirmées par le règlement du cas des trente-cinq ressortissants est-allemands réfugiés depuis cinq semaines à l'ambassade de RFA à Prague. Ceux-ci ont regagné la RDA vendredi avec l'assurance de recevoir une autorisation d'émigrer à l'Ouest. Le porte-parole du chancelier, M. Boenisch, qui s'est félicité « des développements positifs en RDA dans le domaine humanitaire », a lancé une nouvelle mise en garde à l'encontre de ceux qui seraient tentés de « forcer leur sortie de RDA ». « Ceux qui seraient tentés de le faire », a-t-il dit, « se retrouveraient bien vite à la fin de liste d'attente. » — H. de B.

Pologne

**Accord de compromis
dans la « guerre des crucifix »**

Varsovie (AFP). — Le conflit de Mielno, à 70 kilomètres au sud-est de Varsovie, où quelque quatre cents élèves avaient occupé les 6 et 7 mars dernier leur groupe scolaire agricole pour protester contre le retrait des crucifix de leurs salles de classe, a été résolu vendredi 6 avril par un compromis, a-t-on appris de source officielle sur place.

Le directeur de l'établissement, M. Ryszard Domanski, a indiqué à l'AFP que les négociations entre l'Église et les autorités avaient abouti et que les cours pourraient reprendre lundi matin. Selon le directeur, le compromis prévoit que les crucifix ne seront pas réinstallés dans les salles de classe, mais qu'ils seront dans la salle de lecture et l'intérieur de l'école.

Deux enseignants qui avaient été licenciés pour avoir pris parti en faveur des élèves, seront réintégrés dans leurs fonctions. Aucune représaille ne sera prise contre les six cents élèves de l'établissement, a ajouté le directeur. Ceux-ci n'auront pas à signer de déclaration d'allégeance à l'État et pourront tous réintégrer leur classe, y compris ceux d'entre eux (deux cents environ) qui avaient déjà décidé de s'inscrire dans d'autres groupes scolaires.

Au cours d'une messe célébrée vendredi après-midi à Garwolin, près de Mielno, devant mille cinq cents jeunes arborant des crucifix sur la poitrine, l'évêque du diocèse et principal négociateur de l'Église dans cette affaire, Mgr Mazur, a tiré les conclusions du conflit en lançant un avertissement aux autorités : « Vous n'arriverez jamais à vaincre Dieu », a-t-il dit. A la fin de la messe, une jeune fille a lu, au nom des lycéens de Mielno, un message de remerciements « aux efforts déployés par Mgr Mazur ». Le directeur de l'école « nous a promis que nous pourrions assister aux cours en arborant des crucifix sur la poitrine », a affirmé la lycéenne.

L'armistice intervenu à Mielno ne règle pas pour autant la confrontation larvée qui oppose depuis plusieurs mois l'Église à l'État. A preuve, l'imposée des discussions sur la création d'un statut juridique de l'Église, qui ont été récemment « gelées » sine die, a-t-on appris vendredi de source sûre à Varsovie. En

revanche, le Fonds d'aide à l'agriculture privée, que l'épiscopat polonais souhaite mettre en place, dispose depuis vendredi d'un cadre juridique légal, avec l'adoption par la Diète d'une loi prévoyant que les fonds d'aide ayant leur siège en Pologne, pour « la réalisation d'objectifs sociaux ou économiques conformes aux intérêts essentiels » du pays.

Le texte assure néanmoins, au « ministre compétent », de larges prérogatives de contrôle : il pourra refuser la création d'une fondation dont les statuts ou les objectifs ne seraient pas conformes à la loi, bloquer la réalisation de projets, annuler des résolutions et, s'il le faut, suspendre la direction pour la remplacer par un administrateur.

L'épiscopat négocie depuis l'été dernier avec le gouvernement les modalités de la mise en place de ce Fonds d'aide à l'agriculture privée (80 % des terres en Pologne), doté de 5 milliards de zlotys (15 milliards de francs) qu'il pense recueillir en plusieurs étapes auprès des épiscopats occidentaux.

Une protestation de Madrid. — L'ambassade d'Espagne à Paris a remis, le vendredi 6 avril au Quai d'Orsay, une note de protestation à propos d'une séquence de l'émission « Résistances », diffusée jeudi 5 avril sur Antenne 2 et consacrée à l'organisation séparatiste basque ETA militaire. Les déclarations des militants de l'ETA recueillies par les journalistes du magazine de Bernard Langlois ont été qualifiées à Madrid, par le porte-parole du gouvernement espagnol, M. Scilla, de « claire apologie du terrorisme ».

Londres et l'UNESCO. — La Grande-Bretagne « reconsidérera son appartenance à l'UNESCO à la fin de l'année si, d'ici là, un certain nombre de réformes n'ont pas été effectuées par l'organisation », a-t-on appris jeudi 5 avril auprès du ministère britannique du développement outre-mer. Le porte-parole de ce ministère a critiqué certains programmes de l'UNESCO et « les dépenses excessives engagées au siège de l'Organisation au détriment d'actions sur le terrain ». — (AFP.)

**Deux cents Vietnamiens auraient été tués
lors des accrochages à la frontière khméro-thaïlandaise**

Les incidents vietnamo-thaïlandais de ces deux dernières semaines sur la frontière du Cambodge ont fait environ deux cents morts du côté vietnamien, a affirmé samedi 7 avril, à Bangkok, le général Chaovalit Yongchaiyuth, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre thaïlandaise, au retour d'une tournée sur le site des accrochages.

D'autre part, les maquisards khmers rouges ont admis pour la première fois, samedi, avoir perdu une de leurs bases et avoir eu des morts dans leurs rangs au cours de combats avec les forces vietnamiennes dans une autre zone du

Cambodge, en bordure de la Thaïlande.

Pour sa part, l'agence cambodgienne de presse SPK, reçue à Hanoï, a affirmé samedi que huit cents « Khmers réactionnaires » ont été mis hors de combat entre le 2 et le 29 mars. Le terme « réactionnaire », selon la terminologie de Phnom-Penh et de Hanoï, englobe aussi bien les Khmers rouges que les partisans des deux dirigeants non communistes — le prince Sihanouk et son ancien premier ministre Son Sann — de la résistance anti-vietnamienne au Cambodge. — (AFP.)

Le « Big Brother » de l'Amérique centrale

Un engagement croissant

De notre envoyé spécial.

Tegucigalpa. — Que veulent les États-Unis en Amérique centrale ? D'abord, sans doute, stopper la progression révolutionnaire, mettre en échec les mouvements de guérilla au Salvador et au Guatemala, affaiblir le plus possible le régime sandiniste du Nicaragua. M. Reagan le répète depuis janvier 1981 : l'Amérique centrale, arrière-cour des États-Unis, est devenue un lieu de confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. L'Union soviétique et Cuba s'efforcent de conquérir de nouvelles positions dans la région.

Si le Salvador tombe, dit M. Reagan — et M. Kissinger a dit la même chose en janvier dernier en présentant son rapport sur l'Amérique centrale, — le Honduras et le Guatemala tombent aussi. Le Mexique sera menacé. La crise est « aiguë » et il faut s'en occuper immédiatement en accroissant l'aide militaire et économique. Du beurre et des canons, en somme.

A voir la dure bataille livrée au Congrès par l'administration Reagan pour obtenir de nouveaux crédits militaires en faveur du gouvernement salvadorien et des organisations armées anti-sandinistes basées au Honduras, on a l'impression que les trois sont presque vides. En fait, l'accroissement de l'aide militaire et économique à l'Amérique centrale est spectaculaire depuis 1979. Elle atteint, en 1984, 500 millions de dollars pour la guerre (compte non tenu des aides « indirectes ») et près de 1 500 millions de dollars pour l'économie. Pour le seul Salvador, l'aide globale a été multipliée par quarante en six ans. La commission Kissinger recommande une assistance économique de 8 milliards de dollars pour les cinq prochaines années et un accroissement « dramatique » de l'aide militaire.

Quitté ou double au Salvador

Les États-Unis s'engagent de plus en plus. C'est évident au Salvador, où ils jouent à quitté ou double en précipitant une élection présidentielle que les dirigeants salvadoriens n'ont pas pu voter parce que les perfectionnements techniques soustraient à l'élimination toute tentative de fraude — étaient trop compliqués pour un pays en guerre, qui a six cent mille citoyens en exil alors que six cent mille autres sont des personnes « déplacées » dans leur propre patrie. En outre, le résultat n'est pas acquis. Celui que Washington considère comme le moins mauvais des deux candidats en lice, le démocrate chrétien Duarte, n'est pas certain de l'emporter au deuxième tour. Une élection démocratique de M. Roberto d'Aubuisson à la présidence accroîtrait les difficultés de M. Reagan au Congrès. Comment pourrait-il justifier, en effet, le soutien total des États-Unis au dirigeant de l'extrême

droite, qui est soupçonné de liens avec les Escadrons de la mort ?

L'engagement américain est de plus en plus net au Honduras, progressivement transformé en base d'opérations contre la guérilla salvadorienne et les sandinistes nicaraguayens. En 1983, les États-Unis ont commencé de mettre en place une infrastructure militaire solide : bases navales et aériennes à La Ceiba, à Puerto Cortes et à San Lorenzo, reliées au quartier général de Palmerola, à une centaine de kilomètres de Tegucigalpa.

Les « muscles » de l'Amérique

Ils ont installé un centre d'entraînement militaire régional, le CREM, à Puerto Castilla, sur la côte atlantique : plusieurs milliers de recrues honduriennes, mais aussi salvadoriennes, ont suivi depuis un an des cours anti-guérilla. Des unités américaines ont participé à des manœuvres combinées aux côtés de troupes



du Honduras. Le secrétaire d'État à la défense, M. Caspar Weinberger, et le général Gorman, commandant en chef du Southern Command, basé dans la zone du canal de Panama, sont venus à plusieurs reprises superviser ces exercices destinés, dans un premier temps, à montrer les « muscles » de l'Amérique et à dissuader sandinistes et guérilleros salvadoriens.

Depuis le début de l'année, on a encore monté la barre. Des appareils de reconnaissance (Mohawk et Beechcraft, basés à Palmerola, et RC-130, venant de la base Howard, près de Panama), participent directement depuis trois semaines à la guerre salvadorienne. Ils transmettent les « informations » à l'état-major de l'armée salvadorienne ou directement aux conseillers militaires américains qui assistent les unités en opération. Théoriquement, ces appareils ne sont pas armés. Mais un « incident » peut toujours se produire. De nouvelles manœuvres, plus offensives, ont commencé le 1^{er} avril. Des convois, tous phares allumés, roulaient vers Santa Rosa et Cucuyagua, dans l'ouest du Honduras et au nord du département salvadorien de Chalatenango. L'un des fiefs de la guérilla. Des bulldozers de l'armée américaine préparent une nouvelle « piste d'assaut » dans ce secteur : quatre cents GI du bataillon du génie, venant de Fort Lewis, dans l'État de Washington, transforment une simple méchante piste de terre en base capable de recevoir les C-130 géants de transport de troupes et de matériel lourd. La frontière est à une quarantaine de kilomètres : des « muchachos » salvadoriens la franchissent à l'occasion pour échapper aux opérations de rattrapage. Là aussi, des « incidents » sont possibles.

Une seconde « piste d'assaut », pour employer le vocabu-

laire du porte-parole militaire américain à Tegucigalpa, est en cours de construction à Jamastran, dans une vallée plantée de cafés, à une trentaine de kilomètres de la frontière. C'est aussi l'un des repaires des commandos de la « contra » (contre-révolution) engagés dans des actions armées au Nicaragua. Le matériel lourd pour construire la piste de Jamastran a été débarqué la semaine dernière à San Lorenzo, dans le golfe de Fonseca, et transféré aux hommes du bataillon du génie. Les deux pistes de Jamastran et de Cucuyagua seront utilisées pour les « exercices spéciaux » à proximité des frontières du Salvador et du Nicaragua, jusqu'à la fin juin. En 1983, les manœuvres Grand-Pin II s'étaient officiellement déroulées à une très grande distance des frontières. Un seul incident : un hélicoptère américain avait été mitraillé par les sandinistes, et le pilote américain avait été tué.

Cette fois, la volonté de « montrer les muscles » de très près est manifeste. Et le risque grave pour la région de Managua.

Grave, mais pas suffisant. Le déploiement militaire des États-Unis en Amérique centrale est spectaculaire, mais il ne peut, à lui seul, faire la décision. Au Salvador, l'armée est en progrès, mais la guérilla aussi. En 1981, les mesures prises par Washington contre le Nicaragua avaient un objectif précis et limité : obtenir des sandinistes qu'ils cessent tout envoi d'armes à la guérilla salvadorienne. Le radar américain sophistiqué installé sur l'île du Tigre, dans le golfe de Fonseca, est censé surveiller les mouvements de bateaux « clandestins ». A en croire les conseillers américains à San-Salvador, le trafic continue. De toute manière, la moitié du matériel militaire livré par les États-Unis à l'armée salvadorienne passe de l'autre côté, dans les mains de la guérilla. De ce point de vue, c'est bien le Vietnam, à une petite échelle. Il est clair aujourd'hui que, pour réduire la guérilla salvadorienne, il faut aller la chercher. Ses échecs politiques — en mars 1982 et en mai dernier — n'affaiblissent pas sa résolution.

L'armée salvadorienne paraît hors d'état, à court terme, de l'emporter seule. En fait, l'engagement militaire américain favorise l'escalade et peut déboucher sur une intervention directe des États-Unis. Même l'imposée au Nicaragua : les sandinistes sont affaiblis par les coups de la « contra », mais pas à genoux. S'ils tiennent jusqu'en novembre, jusqu'aux élections, ils peuvent réussir à légitimer leur pouvoir révolutionnaire et à placer ainsi l'administration américaine dans une situation délicate, et inverse de celle du Salvador : comment continuer à exercer une pression militaire tout le but est le renversement d'un régime confirmé par des élections ?

Beaucoup d'occupations
ou de « débarquements »

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ». Les « marines » ont affronté pendant cinq ans la guerre de guérilla de Sandino. Puis Somoza, le fondateur du « clan », a mis en selle par les Américains, assassiné Sandino dans un guet-apens.

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

grave pour la région de Managua.

Grave, mais pas suffisant. Le déploiement militaire des États-Unis en Amérique centrale est spectaculaire, mais il ne peut, à lui seul, faire la décision. Au Salvador, l'armée est en progrès, mais la guérilla aussi. En 1981, les mesures prises par Washington contre le Nicaragua avaient un objectif précis et limité : obtenir des sandinistes qu'ils cessent tout envoi d'armes à la guérilla salvadorienne. Le radar américain sophistiqué installé sur l'île du Tigre, dans le golfe de Fonseca, est censé surveiller les mouvements de bateaux « clandestins ». A en croire les conseillers américains à San-Salvador, le trafic continue. De toute manière, la moitié du matériel militaire livré par les États-Unis à l'armée salvadorienne passe de l'autre côté, dans les mains de la guérilla. De ce point de vue, c'est bien le Vietnam, à une petite échelle. Il est clair aujourd'hui que, pour réduire la guérilla salvadorienne, il faut aller la chercher. Ses échecs politiques — en mars 1982 et en mai dernier — n'affaiblissent pas sa résolution.

L'armée salvadorienne paraît hors d'état, à court terme, de l'emporter seule. En fait, l'engagement militaire américain favorise l'escalade et peut déboucher sur une intervention directe des États-Unis. Même l'imposée au Nicaragua : les sandinistes sont affaiblis par les coups de la « contra », mais pas à genoux. S'ils tiennent jusqu'en novembre, jusqu'aux élections, ils peuvent réussir à légitimer leur pouvoir révolutionnaire et à placer ainsi l'administration américaine dans une situation délicate, et inverse de celle du Salvador : comment continuer à exercer une pression militaire tout le but est le renversement d'un régime confirmé par des élections ?

Beaucoup d'occupations
ou de « débarquements »

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ». Les « marines » ont affronté pendant cinq ans la guerre de guérilla de Sandino. Puis Somoza, le fondateur du « clan », a mis en selle par les Américains, assassiné Sandino dans un guet-apens.

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

« Big Brother » de l'Amérique centrale. Un engagement croissant. Les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ».

Beaucoup d'occupations ou de « débarquements ». Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ».

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

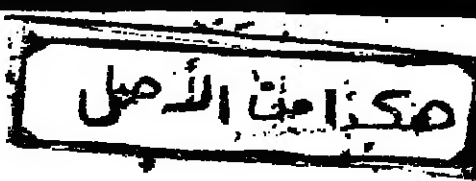
Beaucoup d'occupations ou de « débarquements ». Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ».

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

Beaucoup d'occupations ou de « débarquements ». Ce n'est pas la première fois que les États-Unis interviennent militairement en Amérique centrale. Depuis le début du siècle, ils ont occupé à plusieurs reprises le Nicaragua et débarqué au Honduras. Pour défendre leurs ressortissants et pour soutenir leurs intérêts, ou pour se porter au secours d'un président « ami ».

La tentation de l'intervention musclée n'est pas réservée aux républicains. Le clan Somoza est resté plus de quatre décennies au pouvoir à Managua, aidé par des administrations républicaines et démocrates. Même pendant l'ère Kennedy et le lancement de l'Alliance pour le progrès, rien n'a été fait à Washington pour dissuader les États-Unis des régimes militaires d'Amérique centrale. Les militaires guatémaltèques ont consolidé leur pouvoir. Des forces libérales sont apparues au Salvador et au Honduras, mais elles n'ont guère été encouragées. En 1963, Washington a approuvé la création du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, à l'instigation de Somoza. Les militaires devaient maintenir l'ordre, et éventuellement être les promoteurs du changement. Johnson, alors président, mettait l'accent sur la « sécurité » en Amérique centrale, négligeant le progrès économique et social dans la doctrine Kennedy affirmait la nécessité.

PARFUMERIE, COSMÉTIQUE, SAVONNERIE, PLASTIQUES
matériel de fabrication et de conditionnement
(neuf - occasion revêtue - installations)
Sté STUDEX
52, rue Saint-Germain
77000 EVREUX
Tél. Evreux : (32) 38-17-56 ou Paris : 585-85-86
Télex 770-581 F



Étranger

Etats-Unis

Les parlementaires démocrates accueillent froidement l'appel de M. Reagan à la coopération en politique étrangère

Correspondance

Washington. — Les sénateurs et représentants démocrates ont réagi négativement à l'appel du président Reagan qui, dans un discours prononcé vendredi 6 avril, a invité le Congrès à « rétablir un consensus des deux partis pour soutenir la politique étrangère américaine ». Le président, dit-il, sait parfaitement qu'il ne saurait obtenir la coopération du Congrès qu'il accuse de même temps d'être responsable de l'échec du Liban et d'encourager les adversaires des Etats-Unis en Amérique centrale.

Le président, dit-il, sait parfaitement qu'il ne saurait obtenir la coopération du Congrès qu'il accuse de même temps d'être responsable de l'échec du Liban et d'encourager les adversaires des Etats-Unis en Amérique centrale.

Au sujet du Liban, le speaker de la Chambre, M. O'Neill, et ses amis démocrates n'ont pas manqué de rappeler que, en octobre dernier, ils avaient approuvé une motion de compromis qui avait permis de prolonger la présence des « marines » pour dix-huit mois supplémentaires. « Le président ne peut s'excuser de ses erreurs en reprochant au Congrès d'exercer ses responsabilités constitutionnelles », a dit le sénateur Kennedy.

L'état-major de la Maison Blanche ne cache pas que le discours du président répondait à des préoccupations électorales. Il est important vis-à-vis de l'opinion publique américaine que le président se présente comme l'homme qui a mis fin au défaitisme et au pessimisme, et rétabli le rôle dirigeant des Etats-Unis dans le monde, mais aussi comme un « homme de paix » toujours prêt au dialogue avec l'adversaire. En fait, son discours n'apportait rien de nouveau sur le thème de « la paix par

la force » développé maintes fois. Néanmoins, à propos de l'Amérique centrale, il a été particulièrement ferme : « ... Croire que la pauvreté et non le communisme est à l'origine des violences régionales est une mythologie », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Ou nous aidons les amis de l'Amérique à se défendre eux-mêmes, ou nous donnons une chance à la démocratie, ou bien nous abandonnons nos responsabilités et laissons l'Union soviétique et Cuba déterminer le destin de notre hémisphère ».

Le président a donc utilisé son premier discours électoral, d'une part, pour rejeter sur le Congrès la responsabilité de la faillite du Liban, d'autre part, pour le blâmer à l'avance d'un échec éventuel en Amérique centrale s'il refusait de répondre à son appel à la coopération. Au Liban, a dit en substance le président, le Congrès a gêné l'action des diplomates américains, encouragé l'intransigeance des Syriens et prolongé la violence. En Amérique centrale, le Congrès, en hésitant à entériner les recommandations de la commission Kissinger, encourageait seulement les ennemis de la démocratie. « Les parlementaires doivent comprendre qu'ils sont des partisans du président. (...) Ils ont la responsabilité d'aller au-delà de la critique pour établir un consensus qui permette une action positive, pratique et efficace », a-t-il ajouté.

Anticipant la réaction négative des démocrates, les conseillers présidentiels estiment que l'appel du président à l'unité et au patriotisme sera bien accueilli dans le pays qui apprécie la bonne volonté d'un chef d'Etat responsable, face à des parlementaires partisans qui refusent leur coopération et portent la responsabilité des vicissitudes de la politique étrangère américaine.

HENRI PIERRE.

Chili

Quatre guérilleros réfugiés à la nonciature sont autorisés à quitter le pays

Quatre militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, organisation de guérilla) qui s'étaient réfugiés le 15 janvier à la nonciature apostolique de Santiago ont reçu, le jeudi 5 avril, des sauf-conduits pour quitter le Chili. Ils étaient attendus dans la journée de samedi à Quito, en Equateur, où ils transiteront avant de trouver refuge en Europe.

Deux d'entre eux, M^{me} Pamela del Carmen Cordero et M. José Hector Aguilera Saez, doivent partir ensuite pour la Belgique, qui leur a accordé l'asile.

A travers le monde

Japon

• DÉMENTI SOVIÉTIQUE. — L'ambassade d'Union soviétique à Tokyo a qualifié, vendredi 6 avril, d'« infondées » les accusations américaines portées contre un diplomate soviétique en poste au Japon, M. Viktor Oksunov, soupçonné d'avoir schématisé des informations à un ancien membre du contre-espionnage américain (le Monde du 7 avril). — (AFP.)

Koweït

• ULTIMATUM DES ISLAMISTES IRAKIENS. — Le mouvement El Daoua (opposition irakienne à Téhéran) a demandé au Koweït la « libération de tous les prisonniers jugés récemment » dans ce pays après les attentats de décembre, le menaçant, en cas de refus, de porter la guerre sainte (djihad) sur son territoire. El Daoua (l'appel) formule ses menaces dans un éditorial de son organe El Djihad publié en arabe dans la capitale irakienne. Ce mouvement avait été mis en cause dans un premier temps par les autorités koweïtiennes à propos de ces attentats mais son nom n'avait pas été mentionné dans le récent procès en cour de sûreté de l'Etat, qui a notamment prononcé trois peines de mort contre deux Irakiens et un Libanais. — (AFP.)

Maroc

• VISITE EN FRANCE DE M. LAMRANI. — Le premier ministre marocain, M. Mohamed Karim Lamrani, est attendu mardi 10 avril en France pour une visite de travail de quarante-huit heures au cours de laquelle il sera reçu par M^{me} Mitterrand et M^{me} Manroy. — (AFP.)

Tunisie

• VISITE DU CHEF DE LA DIPLOMATIE CHINOISE. — M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, est arrivé vendredi 6 avril à Tunis pour une visite officielle de quatre jours en Tunisie, au cours de laquelle il sera notamment reçu par le président Bourguiba. — (AFP.)

URSS

• MORT D'UN PILOTE D'ESSAI SOVIÉTIQUE. — Le général d'aviation Alexandre Fedotov, âgé de cinquante et un ans, a trouvé la mort au cours d'un vol d'essai, le 4 avril, annoncé samedi l'Estrel rouge, organe de l'armée soviétique. Il était titulaire de dix-huit records du monde de vitesse et d'altitude, dont certains sont restés inégalés à ce jour, précise le journal, qui ne fournit aucun détail sur les circonstances de sa mort. — (AFP.)

Le « Big Brother », le « Grand Frère » de l'Amérique centrale, ce sont évidemment les Etats-Unis. Mais un peu à la manière d'Orwell. Depuis des décennies, les Américains exercent sur cette région une tutelle qui souvent a été abusive et tyrannique et qui peut l'être encore. Les temps ont changé, sans doute. On ne croit plus aussi volontiers qu'avant, aux Etats-Unis aux vertus des dictatures tropicales.

Mais entre la découverte — tardive — de la démocratie et du progrès social comme remèdes contre-révolutionnaires, et les préférences de M. Reagan et de son entourage pour une politique « musclée », de plus en plus interventionniste, afin de contenir l'influence de Cuba et de Moscou, les Etats-Unis sont condamnés, pour longtemps peut-être, à se noyer dans les méandres et les contradictions.

dans l'« arrière-cour »

M. Nixon a repris cette idée que seuls les militaires locaux sont en état de promouvoir des changements sociaux constructifs. Chargé en 1969 par M. Nixon de définir une « nouvelle politique » en Amérique latine, M. Nelson Rockefeller préconisait une « solution militaire » pour rétablir l'ordre : « Pas de progrès sans ordre ». M. Carter a mis l'accent sur le respect des droits de l'homme : il voulait le changement sans révolution, mais il ne suggéra pas d'offrir une aide économique importante de nature à prévenir des explosions révolutionnaires.

M. Kissinger insiste aussi sur la « sécurité », et il estime même que, en voulant respecter de façon « trop rigide » les droits de l'homme, cela pourrait favoriser une « victoire marxiste-léniniste au Salvador ». Mais son approche a au moins le mérite d'être réaliste. Il préconise des aides massives pour tenter de stabiliser les économies des pays d'Amérique centrale, qui se dégradent rapidement. Il recommande une accélération de la

lutte contre la faim, la maladie et l'analphabétisme (dont le taux est de 45 % au Guatemala, de 63 % au Salvador et de 60 % au Honduras). Il suggère des négociations, au Salvador, entre le gouvernement et les représentants du Front Farabundo-Martí de libération nationale. Enfin, et c'est nouveau, le rapport Kissinger affirme qu'il ne peut y avoir de développement économique sans « réformes politiques ».

C'est une évolution intéressante. Les Etats-Unis veulent la sécurité en Amérique centrale. Ils veulent aussi l'instauration de régimes démocratiques, la mise en route de réformes économiques et sociales, et le respect des droits de l'homme. Jusqu'à présent, les Etats-Unis avaient pratiqué, dans leur arrière-cour turbutante, une politique de grande puissance préoccupée de défendre en priorité ses intérêts stratégiques, politiques et économiques. La gravité des conflits d'Amérique centrale les contraint d'affronter tous les aspects de la crise. C'est un pro-

grès, mais ils continuent apparemment de penser que la démocratie *made in USA* est applicable immédiatement en Amérique centrale. C'est une illusion. Sauf au Costa-Rica, les conditions n'existent pas dans cette région pour la construction de régimes démocratiques.

L'« égalité des conditions » dont parlait Tocqueville pour faire l'éloge de la démocratie nord-américaine n'est pas pour demain. Il y a un abîme entre les masses misérables et une minorité de possédants. Les classes moyennes émergent à peine. L'industrialisation est balbutiante. L'idée américaine qu'une révolution victorieuse peut entraîner la liberté et la démocratie n'est pas davantage réaliste en Amérique centrale. On le voit bien au Nicaragua.

L'aide économique n'est pas négligeable. En volume, elle est plus importante que l'aide militaire, ainsi que le répète l'ambassadeur américain au Honduras, M. Negro Ponte. Mais elle se dilue dans la corruption, la bureaucratie locale et la paperasse-

rie américaine. L'aide au Honduras de l'agence pour le développement international (AID) est de 100 millions de dollars. L'Agence avait prévu, en 1980, de construire deux mille cent classes d'école dans tout le pays. En mars 1984, trois cents seulement l'ont été, et elles sont sans fournitures. Un exemple parmi des milliers d'autres.

En Amérique centrale, les Etats-Unis ont confié l'application de la réforme agraire à des dirigeants ou à des classes sociales qui sont en fait partisans du *status quo*. S'ils admettent, comme le recommande incidemment le rapport Kissinger, que les réformes sociales indispensables ne peuvent s'accomplir sans réformes politiques, alors quelque chose, peut-être, bougera. « Dans ce cas », dit M. Jorge Reina, dirigeant du parti libéral hondurien, le *bourgeois* comptera plus que les *canons*. Et nous n'aurons peut-être plus besoin des *canons*. Mais c'est une longue patience... »

MARCEL NIEDERGAUG.

Les coups de clairon de M. Reagan

Correspondance

Washington. — Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle au Salvador ont sensiblement renforcé la position du gouvernement dans le débat en cours au Congrès, et dans l'opinion publique, sur l'Amérique centrale.

L'ampleur relative de la participation électorale, la bonne performance de Napoléon Duarte, démentent, dit-on à la Maison-Blanche, les appréciations négatives et pessimistes exprimées au Congrès. Le scrutin du Salvador renforce les milieux officiels dans leur conviction que les peuples d'Amérique centrale, une fois à l'abri des pressions des extrémistes, préfèrent un gouvernement du centre.

Ainsi, les quelque 3,5 millions de dollars affectés par les Américains à l'organisation des élections n'ont pas été gaspillés... En outre, la consultation du Salvador semble avoir fait fléchir le Congrès, où une majorité s'est finalement ralliée au contre-projet négocié entre la Maison Blanche et les leaders parlementaires et assurant au Salvador une aide militaire de 62 millions de dollars (le gouvernement avait demandé 93 millions), et 21 millions pour les « contras » en lutte contre le gouvernement du Nicaragua.

Seuls une poignée de démocrates libéraux entraînés par le sénateur Kennedy, ont mené jusqu'au bout le combat contre la politique de la Maison Blanche, en agitant la menace d'un « nouveau Vietnam ».

Des « irresponsables »

En quelques semaines, le président Reagan et son secrétaire d'Etat Shultz ont retourné une situation qui paraissait compromise (le Monde du 10 mars 1984), et cela à la suite d'intenses pressions. Jamais M. Shultz n'avait manifesté une telle pugnacité en qualifiant ses adversaires démocrates « d'irresponsables, ignorant les intérêts vitaux des Etats-Unis ». M. Ikle, secrétaire adjoint à la défense, faisait écho en assimilant à des Ponce-Pilate ceux qui « sous prétexte de défendre les

droits de l'homme font le jeu de ceux qui les ont violés par tout ».

Malgré leurs inquiétudes un grand nombre de parlementaires ne veulent pas courir le risque, en cette année électorale, de paraître favoriser les « ennemis marxistes » des Etats-Unis.

Certes, il faut s'attendre à de sérieux affrontements à la Chambre des représentants, mais il semble bien que le président va gagner la « bataille du Salvador » du moins au Capitole. Le débat reste ouvert sur les objectifs et les moyens de la politique officielle. Le rapport Kissinger n'a pas créé le consensus souhaité par le gouvernement. Les services du département d'Etat font des réserves à l'égard de la politique de la Maison-Blanche, et beaucoup de leurs analyses rejoignent celles faites par divers leaders européens en visite à Washington (le dernier en date étant le président Mitterrand) sur les raisons profondes des tensions en Amérique centrale.

Les derniers événements du Honduras fournissent des arguments supplémentaires à ceux qui recommandent que les problèmes de l'Amérique centrale ne soient pas considérés exclusivement sous l'angle de l'affrontement Est-Ouest. Etant donné le vieux antagonisme entre le Salvador et le Honduras, l'entraînement des troupes salvadoriennes sur le territoire hondurien ne peut, disent-ils, qu'encourager l'anti-américanisme et compromettre à long terme les positions américaines de la région. En revanche, comme l'a souligné le New York Times, l'élimination du général Alvarez et de ses collègues a pu être interprétée par le ministre hondurien des affaires étrangères comme étant de nature à favoriser « la coexistence pacifique entre Etats d'Amérique centrale ». Une telle coexistence serait également facilitée, selon le journal de New York et le Washington Post, si cessaient les activités des « contras » au Nicaragua.

Dans l'immédiat, des doutes et les réserves ressenties par certains éléments de l'administration, du département d'Etat notamment, ne s'expriment ni

clairement ni ouvertement. Leurs sentiments sont imperceptibles, inaudibles, couverts par les coups de clairon du président Reagan, qui, à sa dernière conférence de presse, confirmait son intention de harceler le gouvernement du Nicaragua tant que celui-ci continuerait « d'exporter la révolution et d'aider les guérillas du Salvador ».

Pas d'abîme à la violence

Comment des positions plus nuancées du département d'Etat pourraient-elles se faire entendre, alors que leur chef, M. Shultz, pour justifier l'usage de la force comme moyen diplomatique, dénigrait ceux qui trouvent des « abîmes » ou des excuses à la violence, comme « les fautes morales des alliés des Etats-Unis », ou « les profondes origines sociales et économiques des tensions » en Amérique centrale, par exemple ? « Ce sont là des affirmations qui permettent aux ennemis de la liberté de l'emporter », a dit M. Shultz.

A dire vrai, le secrétaire d'Etat, passablement épuisé par l'échec au Liban, veut rétablir son autorité au sein du gouvernement. Il est maintenant l'artisan le plus déterminé d'une politique musclée qui bénéficie de l'approbation ambivalente de l'opposition. Le public, en effet, n'est pas convaincu de la nécessité d'une présence militaire dans la région, mais est satisfait des démonstrations de force, surtout quand elles ne provoquent pas de pertes, comme ce fut le cas avec l'intervention à la Grenade.

D'autre part, le secrétaire d'Etat ne peut paraître moins déterminé que le Pentagone. Dans l'affaire du Liban, les chefs militaires avaient exprimé leurs réserves à l'égard de l'engagement américain. Pour l'Amérique centrale, le Pentagone, tout en se déclarant contre une implantation militaire permanente, favorise l'intervention sous la forme de manœuvres, de constructions de bases d'entraînement des troupes des pays amis. Le général Gorman, responsable du commandement américain du Sud, basé à Panama, est devenu un person-

HENRI PIERRE.

Étranger

ÉTATS-UNIS

Le « chemin de fer clandestin » des réfugiés du Salvador

L'administration Reagan n'accueille pas à bras ouverts les réfugiés salvadoriens qui fuient un régime ami. Les églises prennent le relais...

A 500 mètres de la Maison Blanche, la petite église du Luther Place Memorial est un véritable défi au président Reagan. Là sont accueillis, aidés, logés, nourris, des réfugiés du Salvador dont l'administration républicaine voudrait nier l'existence. Et pourtant, ces réfugiés, qui vivent dans la plus complète illégalité, sont estimés, dans tous les États-Unis, à près de cinq cent mille par les services de l'immigration. Pris chez eux entre les organisations paramilitaires, les Escadrons de la mort et la guérilla, les Salvadoriens qui veulent fuir ne peuvent compter que sur l'aide des églises.

Les demandes d'asile politique, dans leur sécheresse, sont des résumés de la situation.

Alicia : « Mon mari, docteur à San Miguel, a été enlevé par la guérilla en février 1982. Terrifiée, j'ai quitté le pays avec mes deux enfants... En juin, j'ai reçu une lettre de mon frère disant que mon mari avait été identifié parmi des cadavres. Mon beau-frère a été tué par la guérilla en novembre 1982, mon frère, en juin 1983. »

M. Angel : « J'étais maire adjoint d'une petite ville et membre de l'ORDEN, organisation gouvernementale chargée d'aider les fonctionnaires. Donc, la guérilla en veut à ma vie et à celle de ma femme et de mes quatre enfants. »

Saul : « J'étais membre de l'ORDEN, organisation composée de personnes militaires. Si je retournais, je serais persécuté comme traître par l'ORDEN, pour avoir quitté le pays et par la population, comme ancien membre de l'ORDEN. »

Genaro : « J'ai vu des irrégularités dans le décompte des votes, en faveur du parti gouvernemental. Je suis donc menacé par la garde nationale, car ce que je fais implique que je mets en doute la légitimité du gouvernement. Mais comme je suis membre du parti officiel, je suis aussi menacé par

la gauche. Comme, en outre, je suis syndiqué, je suis également menacé par la droite. »

Les demandes d'asile confiées au service des réfugiés de la Conférence catholique des États-Unis ont un point commun : elles sont toutes rejetées par les bureaux d'immigration. Pour obtenir le statut de réfugié politique, explique M^{me} Lydia Savoyka, responsable du service, il faut faire la preuve « de persécution en cas de retour ». Or, l'immigration refuse toutes les preuves. « Même les assassinats de membres de la famille ne sont pas pris en compte », dit M^{me} Savoyka, en montrant les registres où attendent dix mille requêtes. Depuis 1981, seulement deux de ces requêtes ont été acceptées. C'est pourquoi la plupart des Salvadoriens renoncent à entamer des démarches vouées à un échec quasi certain.

Pour justifier les refus de l'administration, M. Elliot Abrams, secrétaire d'État adjoint aux droits de l'homme, et les res-

ponsables des services d'immigration, affirment que les Salvadoriens sont en réalité des réfugiés économiques. Leur démonstration est imparfaite : pour la plupart, les réfugiés passent par le Guatemala et le Mexique où, selon l'immigration, ils sont en sécurité. S'ils étaient vraiment des réfugiés politiques, ils y resteraient. Ils viennent donc aux États-Unis pour profiter de la richesse du pays. Réponse de M^{me} Lydia Savoyka : en fait, le Mexique coopère avec le Salvador et n'hésite pas à refouler les réfugiés. Quant aux camps de réfugiés du Guatemala, ils sont à la merci de raids en provenance du Salvador.

La crainte d'un déferlement

Le département d'État a peur qu'en reconnaissant légalement l'existence de réfugiés du Salvador trois cent cinquante mille à cinq cent mille autres Salvadoriens n'arrivent immédiatement. Et des masses humaines à leur suite. Selon les estimations du

département d'État, un million cinq cent mille à deux millions cinq cent mille habitants d'Amérique centrale, soit 8 à 10 % de la population de cette région, sont prêts à déferler aux États-Unis. Le président Reagan a lancé à leur sujet l'expression péjorative de *foot-people* (ceux qui fuient en marchant) par opposition aux *boat-people* vietnamiens, qui sont les bons réfugiés, puisqu'ils fuient le communisme.

A l'évidence, le blocage est avant tout politique : l'administration ne peut pas reconnaître l'existence de réfugiés venant d'un pays où les droits de l'homme sont censés être en constants progrès et que les États-Unis aident militairement. Pourtant, il existerait un moyen légal de contourner la difficulté, grâce au statut du « départ volontaire prolongé » qui donne le droit de rester et de travailler aux États-Unis tant que les conditions dans le pays d'origine ne s'améliorent pas. C'est de ce statut que bénéficient les Polonais, les Afghans ou les Ougandais.

Devant l'impuissance ou la mauvaise volonté du monde politique, des associations se sont mobilisées ou créées pour venir en aide aux réfugiés. Presque toutes sont d'inspiration religieuse - catholique, luthérienne, méthodiste, quaker, voire interconfessionnelle. « Même un criminel a droit à un refuge. C'est dans la tradition biblique d'offrir un sanctuaire. Mais c'est aussi dans la tradition américaine. Avant, tous les États-Unis étaient un refuge. Je suis donc meilleur patriote que M. Reagan. » C'est ainsi que le pasteur Steinbrück explique pourquoi il a transformé son église, la Luther Place Memorial Church à Washington, en sanctuaire pour les réfugiés, défiant ainsi ouvertement la Maison Blanche. Il n'est pas le seul. Tout un réseau d'églises-sanctuaires s'est constitué dans le pays. Mais, avant d'arriver dans un sanctuaire, un nombre croissant de réfugiés bénéficient d'un autre mouvement, celui du « chemin de fer clandestin ».

Ce nom rappelle les années 1850, lorsque les quakers faisaient passer clandestinement des esclaves noirs du Sud vers le

Nord. Aujourd'hui, se sont les réfugiés salvadoriens que l'on fait passer à travers la frontière du Mexique jusqu'à un refuge sûr aux États-Unis.

Le Ku Klux Klan

Le plus souvent, les réfugiés quittant le Salvador passent par le Guatemala. A la frontière mexicaine, ils obtiennent un visa pour trente jours, s'ils en font la demande. Mais peu le font, de peur d'être refoulés vers le Salvador. Les plus fortunés se payent ensuite les services d'un passeur, un « coyote », pour traverser la frontière américaine. Les coyotes font souvent passer les clandestins, les « polos », par le Dead Men's Canyon, si dangereux que ni les patrouilles frontalières ni le Ku Klux Klan ne s'y risquent. Selon un témoignage, le Klan aurait au Texas des groupes agissant en toute impunité contre les Salvadoriens. Ceux qui ne peuvent se payer le coyote doivent traverser le désert seuls.

Devant l'ampleur du mouvement de réfugiés salvadoriens, un ancien fermier quaker de Tucson (Arizona) M. Jim Corbett, a décidé un jour d'agir. Ainsi a commencé en 1981 le chemin de fer clandestin. M. Corbett va en voiture au Mexique, où il rencontre des réfugiés d'accord pour partir avec lui. Puis, en passant par des relais sûrs, il traverse la frontière. Il lui faut toujours changer de route, car il est maintenant connu. De nombreux autres passeurs participent au mouvement. Une fois aux États-Unis, les réfugiés sont remis à des groupes de volontaires qui les prennent en charge pour quelque temps. Certains d'entre eux sont accueillis dans des églises-sanctuaires.

Le Mouvement national des sanctuaires est devenu public lorsque, pendant l'été 1981, le révérend Fife a annoncé que son église de Tucson s'ouvrait aux réfugiés. Il fut rapidement suivi par des églises du Texas, de Californie, d'Oregon, de l'État de Washington, de Chicago : au total soixante-quinze églises qui offrent ou vont offrir un sanctuaire.

Les risques encourus pour héberger des « étrangers illégaux » sont réels : cinq ans de prison et 2000 dollars d'amende. Les ser-

vices de l'immigration exercent leur surveillance, mais s'interviennent pas.

Pendant leur séjour dans les églises (il dure en général deux semaines), les réfugiés participent à des messes, racontent leurs souvenirs, et font part de leurs expériences, en général le visage masqué. N'est pas accueilli dans un sanctuaire qui veut : les candidats sont sélectionnés en fonction de leur capacité à parler en public, à donner une conférence de presse. Il leur faut également être prêts à couvrir les risques de la publicité. Les participants au mouvement des sanctuaires insistent d'ailleurs sur son caractère volontairement spectaculaire : il s'agit avant tout de faire connaître le problème des réfugiés, de faire pression sur le monde politique et, surtout, l'opinion publique.

Les sanctuaires sont la partie émergée de l'iceberg. De nombreuses associations et communautés religieuses, même celles qui n'ont pas de sanctuaire déclaré, fournissent un énorme travail. Tout est à faire pour les réfugiés.

Ces derniers, pour la plupart, vont d'abord sur la côte ouest, où une nombreuse communauté hispanique les accueille. Mais, de plus en plus, il gagnent la côte est, où ils se sentent plus en sécurité, car plus éloignés de la frontière du Mexique.

Les relations avec la population noire sont difficiles. Les Noirs, touchés par la crise, admettent mal la présence de réfugiés prêts à travailler pour n'importe quel salaire. Les relations avec les Américains blancs sont beaucoup plus complexes. Ainsi, dans le nord de la Virginie où les étrangers sont peu nombreux et la population plutôt conservatrice, les réfugiés sont vus avec beaucoup de suspicion. En revanche, dans les grandes villes comme New-York et Washington, il est plus facile pour eux de se fondre dans la foule. « Les Américains sont des gens bien, dit Carlos. Ils ne sont pas comme leur gouvernement. Mais ils ne savent pas grand-chose sur la situation au Salvador. Il faut leur expliquer ce qui se passe. »

MARTINE KIS.



SUISSE

La « grande inquisitrice » au banc des accusés

Même une journaliste BC-BG risque quelques ennuis avec la justice si elle trouble l'atmosphère feutrée du monde suisse des affaires. A bon entendeur...

De notre correspondante

Genève. — Pour avoir réussi à prouver que l'on pouvait se procurer de la diosmine aussi facilement que de la laine à tricoter, la plus originale des journalistes de la Suisse romande, productrice de télévision, a été condamnée à dix jours de prison et à 1500 francs d'amende, le tout pour infraction à la loi fédérale sur le commerce des toxiques. Le sursis s'accompagne d'un délai d'épreuve d'un an, soit l'invitation à une véritable autocensure.

Depuis neuf ans, le lundi soir, Catherine Wahli, avec son équipe de l'émission « A bon entendeur » — le plus fort taux d'écoute avec « Temps présent » de la télévision suisse romande, — informe son public sur la façon dont il est trop régulièrement dupé. Elle le fait en appelant un chat un chat, de manière parfois grave, toujours spectaculaire, parfois teintée d'une touche d'humour.

Dans ce domaine, informer équivaut souvent à dénoncer. Dénonciation qui apparaît d'autant plus impitoyable que l'équipe s'est livrée à une enquête minutieuse par les moyens les plus divers.

Exemple : le Coca-Cola light, qui ne contient pas de sucre, a été mis sur le marché suisse avec un gigantesque effort de publicité tendant à prouver que ce produit est sain, parce que non sucré, et ne contenant qu'une calorie et demi au litre. Or après avoir précisé que le sucre contenu dans le Coca-Cola normal (105 grammes au litre, ce qui équivaut à 400 calories) a été remplacé par des cyclamates (interdits en France lorsqu'ils sont utilisés en tant que produit diététique), Catherine Wahli nous apprend que « l'Organisation mondiale de la santé a fixé une dose journalière admissible pour les cyclamates : elle se situe à 11 milligrammes par kilo de poids corporel. »

« Provocation »

Alors faisons un rapide calcul : un enfant de dix ans pèse environ 30 kilos. Sa dose quotidienne admissible de cyclamates est donc de 330 milligrammes. Eh bien ! lorsqu'il a avec deux boîtes de Coca-Cola light, un enfant de dix ans dépasse les limites tolérables. Catherine Wahli ne donne aucun

conseil et ajoute un seul mot, « Bonsoir ».

La journaliste, qui est aussi crainte que jalouse, se voit traitée par une association de téléspectateurs de « grande inquisitrice » du seul fait que son style s'écarte des traditions helvétiques de discrétion et de mesure. Et pourtant, aucune décision politique n'est à l'origine de ses émissions où sens sont cités des faits bruts sans commentaires et sans indignation grandiloquente. Mais les faits dérangent le confort mental d'une partie du public et de certains organes de presse qui accusent Catherine Wahli de « provocation ».

Là où les choses se sont vraiment gâtées, c'est quand elle a décidé de produire des émissions mensuelles d'une heure, contradictoires et publiques. La première, qui a eu lieu le 23 février 1983, a traité de la mystérieuse destination des déchets toxiques de Seveso. Bien avant tout le monde, l'équipe de « A bon entendeur » a révélé ce soir-là qu'un certain nombre de flûtes de diosmine se trouvaient dans le nord de la France, quelque part non loin de Saint-Quentin.

Au cours de ce débat télévisé, auquel participaient les représentants de l'industrie chimique et pharmaceutique (notamment ceux de la société Hoffmann-Laroche), des autorités helvé-

ques ainsi que des journalistes, se produisit un coup de théâtre : un des membres de l'équipe télévisée, le professeur Neyrink présente un tube contenant de la diosmine, substance dont personne ne peut ignorer le danger depuis le drame qui s'est produit en Italie. On ne tarda pas à apprendre que se procurer ce poison était un jeu d'enfant.

M. Marek Wolf-Laniewski, un autre collaborateur de Catherine Wahli, en déclarant sa propre identité et son adresse exacte, ainsi que son numéro de téléphone, mais se réclamant d'une maison fictive (dont la non-existence était facile à vérifier), avait passé commande à une entreprise vaudoise et reçu en échange de la somme de 170 F un échantillon de diosmine. Cet envoi lui avait été adressé en toute simplicité, par la poste, dans un emballage au surplus non conforme à la réglementation, c'est-à-dire ne présentant pas les garanties indispensables.

« Stratagème illégal », crient les bonnes gens, on trompe d'honorables commerçants en usant de ruses de Sioux. Pas du tout, rétorque en substance la productrice de télévision. Le public a droit à l'information. Il est adulte. J'ai cherché à savoir dans quelle mesure le contrôle de la circulation d'un produit dangereux était satisfaisant, et j'ai constaté qu'il y

avait pour le moins des failles. Je n'ai cherché à nuire à personne, ni à flatter les amateurs de sensationnel. Et j'en veux pour preuve que nous n'avons pas divulgué le nom de l'entreprise concernée, ni celui de l'employé qui nous a imprudemment fourni de la diosmine.

Un juste châtiment

Cette protestation de bonne foi n'a pas calmé la campagne de presse déclenchée contre Catherine Wahli. Une bonne partie de l'opinion y voit le juste châtiment du ciel contre une journaliste qui depuis neuf ans démontre avec calme et rigueur qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume du commerce. Quelques exceptions mises à part, les signes de solidarité confraternelle ont été rares et lents à se manifester.

Des semaines et des mois de grogne contre « A bon entendeur » passent. Deux plaintes sont déposées auprès de la commission Reck, instance chargée d'examiner les plaintes dans le domaine de l'audiovisuel, qui les rejette toutes deux. Puis on apprend que, sans qu'il y ait eu d'autres plaintes, l'affaire a été inscrite d'office par un juge et que les condamnations ont été prononcées (1).

D'autres peines sont infligées à deux collaborateurs de Catherine Wahli. M. Wolf-Laniewski a été



VIOLETTE LE QUÈRE

condamné à cinq jours de prison avec sursis pour s'être procuré l'échantillon (notons que le juge ne semble pas avoir pris en compte le stratagème utilisé) et le professeur Neyrink à une amende pour « violation de la loi par négligence » : l'employé imprudent qui a vendu l'échantillon sans exiger d'autorisation de la part de l'acheteur se voit également infliger une amende pour le même motif.

En dépit des attaques de ceux pour qui la bonne réputation du monde commercial a plus de prix que la liberté d'expression, Catherine Wahli est soutenue par la hiérarchie de la télévision suisse romande, dont l'instance suprême, la Société suisse de radiodiffusion, a déposé un recours. Affaire à suivre, comme on dit dans le prétoire.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Aux termes de la législation vaudoise concernant ce genre d'affaires, les peines proposées par le juge d'instruction deviennent exécutoires sans que les intéressés soient déférés devant un tribunal.

ZAMBIE

Les « enfants gâtés » des campus

Jaloux de l'autonomie universitaire, les étudiants n'apprécient guère les tentatives de mise au pas entreprises par le pouvoir. La Zambie n'est pas le seul exemple de relations difficiles entre les gouvernements et les futures élites.

De notre envoyé spécial

Lusaka. — A quand le prochain incident, serait-on tenté de dire, alors que, le lundi 9 avril, les étudiants représentent le chemin du campus de Lusaka, fermé le 16 février dernier pour cause de troubles graves. Bien sûr, ces 3 750 boursiers du gouvernement devront payer un droit d'inscription de 10 kwachas (50 F), comme s'il s'agissait d'une rentrée normale, verser 25 autres kwachas (130 F) à titre de dommages-intérêts — ce qui n'est pas rien comparé au salaire mensuel d'un ouvrier : 60 kwachas — et s'engager par écrit à ne plus recommencer, à respecter la loi et l'ordre. Mais, les fois précédentes, n'avaient-ils pas déjà fait amende honorable ?

Faut-il admettre que l'application plus stricte de la discipline à l'intérieur du campus, rendue nécessaire par l'augmentation des effectifs, en clair l'obligation de présenter un ticket à l'entrée du « Resto U » et l'interdiction des visites féminines dans les chambres après 22 heures, ait enflammé l'université au point que les désordres aient tourné à l'émeute ? Certes, l'intervention des forces paramilitaires, chargées de se saisir des « meneurs », a cristallisé la colère de la gent étudiante, qui s'est mise à brûler plusieurs voitures et a même poussé l'audace jusqu'à brûler des slogans antigouvernementaux ! D'aucuns pensent, cependant, sans pouvoir en apporter les preuves formelles, que des pé-

cheurs en eau trouble, des agents provocateurs, ont quelque peu attisé le feu.

En 1971 les étudiants s'étaient déjà mobilisés contre la vente, par la France, de Mirage à l'Afrique du Sud. En février 1976, ils étaient descendus dans la rue pour apporter leur soutien au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), alors que M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, affichait ses sympathies pour l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). En 1978, ils avaient pris fait et cause pour le personnel universitaire en grève.

Au printemps 1982, l'affaire avait été plus sérieuse. La prétention de M. Kaunda de créer une chaire destinée à enseigner la doctrine de l'Etat, un humanisme aux couleurs de la Zambie, avait mis le monde universitaire en émoi, qui soupçonnait là une manœuvre du parti unique United National Independence Party (UNIP) pour s'infiltrer sur le campus de Lusaka. Celui-ci fut fermé du 21 avril au 21 juin. Le pouvoir dut finalement battre en retraite et se contenter de la formation d'un vague Institut des relations humaines. En décembre dernier, enfin, le gouvernement avait avancé de deux jours les vacances de Noël pour se rendre maître d'une agitation, née de sa décision de supprimer les bourses par mesure d'économie, décision sur laquelle il avait été contraint, malgré tout, de revenir presque aussitôt.

La corruption des cercles dirigeants

Aujourd'hui, les étudiants concentrent davantage leur attention sur les problèmes intérieurs du pays que sur les événements extérieurs. Peut-être parce qu'ils n'ont pas été mêlés de près à la lutte pour l'indépendance, ne se sentent-ils pas tenus de faire leurs griefs à l'encontre de ceux qui l'ont conduite, d'excuser leurs er-

reurs et leurs faux pas ? Et ce d'autant moins que le gouvernement, le temps et la crise économique aidant, semble se raidir, supporter de plus en plus mal la contradiction.

Impossible pour le gouvernement de faire gober n'importe quoi aux étudiants, de les traiter comme des villageois sans instruction et sans importance. Par leurs parents qui occupent souvent un poste, même modeste, dans l'appareil de l'Etat, ils deviennent ce qui se trame dans les contre-allées, si ce sont les allées, du pouvoir. Comment, par exemple, pourraient-ils fermer les yeux sur les déficiences du système éducatif d'un pays qui compte encore 35 % d'illettrés, accepter sans rechigner les appels à l'effort et à la discipline, alors que la corruption va bon train dans les cercles dirigeants ?

La prétention de ces intellectuels à juger de tout, à se placer au-dessus de la mêlée, exaspère le pouvoir et, singulièrement, l'UNIP, dont les membres se prévalent des idées. « Les responsables du Parti se méfient de l'université », a récemment reconnu M. Kaunda. A son avis, il y a une fossé entre la communauté nationale et les étudiants, car ceux-ci ont tendance à penser qu'ils ne font pas partie de la société.

Fortes de leur savoir, les étudiants tiendraient-ils leurs compatriotes en piètre estime, même si certains d'entre eux se croient autorisés à parler en leur nom ? « Ils ne sont ni plus ni moins arrogants à l'égard de la population que ne le sont les gens au pouvoir », assure un professeur.

A la vérité, entend-on dire ici et là, « ce sont des enfants gâtés et qui se comportent comme tels ». Après cinq ans de séparation, ils ne sont pas plus de 10 % à franchir le barrage du « supérieur ». Quatre années durant, ces « happy few » fréquentaient le campus, pratiquement tous frais payés, en tant que boursiers du gouvernement. Outre qu'il les

loge et les nourrit gratuitement, celui-ci verse aux étudiants une allocation trimestrielle d'environ 700 francs — achat de fournitures, indemnité de transport et argent de poche, — dont ils cherchent à distraire une partie pour l'envoyer à leur famille.

Les étudiants partagent une chambre à deux, disposent d'équipements sportifs, gymnase et tennis entre autres. Chaque pavillon a sa salle de réunions où les « locataires » peuvent regarder la télévision ou la vidéo, emprunter des disques et des cassettes. Ce sont toutes ces facilités-là, financières et matérielles, qui leur valent d'être considérés, par beaucoup, comme des « privilégiés ». Mais l'avantage, de loin le plus appréciable, n'était-il pas la garantie de trouver automatiquement un emploi dans la fonction publique, au sortir de l'université ?

Mauvaises fréquentations

Or, cela est de moins en moins vrai, surtout si l'on sort dans un mauvais rang : les choix se réduisent et les délais s'allongent. Au reste, d'aucuns se demandent si, au stade actuel de développement de la Zambie, il ne conviendrait pas de mettre en priorité l'accent sur la formation de techniciens qui font cruellement défaut. « Un universitaire n'est pas un homme de terrain, remarquent-ils, et le pays a d'abord besoin de praticiens. » 40 % des étudiants donnent encore la préférence aux disciplines littéraires et juridiques.

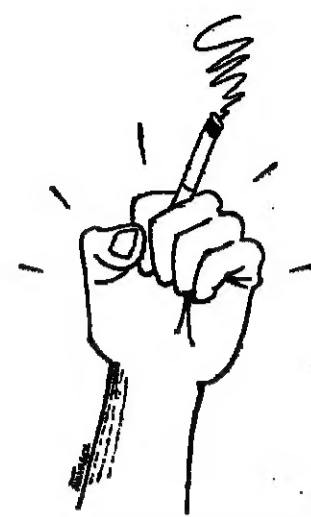
Ce sont justement ces étudiants-là qui, ici comme ailleurs, se montrent les plus remuants, forment l'ailé marchante et radicale — pour ne pas dire marxiste — de la contestation universitaire. « Il n'y a pas vraiment de solidarité », constate un professeur. « C'est le plus souvent une minorité, dans laquelle se retrouvent les mauvais élèves, qui entraînent la majorité dans des débordements. » Lors des désordres de février dernier, une dizaine d'élèves modérés qui avaient fait circuler un appel au calme — peut-être à l'instigation du principal du campus — ont dû prestement disparaître pour échapper à la colère de certains de leurs camarades.

Le corps professoral tente de prendre ses distances avec les étudiants, de ne pas trop les fréquenter en dehors des cours. Le gouvernement, qui n'a pas l'air de tenir les enseignants en très haute estime — « Nous avons appris par la télévision la fermeture de l'université », précise l'un de ses représentants, — redoute plus que tout une sorte d'alliance sacrée entre enseignants et enseignants. « Nous sommes obligés de nous tenir sur la réserve, car toute autre attitude serait suicidaire, aurait pour nous des conséquences très graves, l'expulsion et le chômage », insiste un Zambien.

En revanche, pour les étrangers, qui composent environ 40 % du corps professoral, principalement dans les disciplines scientifiques et techniques, il y a toujours moyen de se « recaser » ailleurs, en cas de coup dur. Aussi, certains d'entre eux, notamment des Britanniques, ne se sont-ils pas privés, dans le passé, de jeter de l'huile sur le feu. Le gouvernement a toujours sanctionné les désordres universitaires par le renvoi de plusieurs enseignants dans leur pays d'origine. C'est la première fois, lors des récents événements, que les punitions — expulsions, suspensions — frappent uniquement des étudiants.

L'autonomie en question ?

Est-ce à dire que les étudiants sont, peu ou prou, manipulés ? L'hypothèse n'est pas absurde, même si elle est évidemment difficile à vérifier. Par qui ? Le gouvernement ? Il a probablement des hommes à lui au sein de l'université, peut-être pas assez au goût de certains. Des enseignants du bloc socialiste ? Beaucoup en



FRANÇOISE MÉNAGER

doutent, car, raconte-t-on ici, « ils ne parlent pas anglais et sont obligés d'apprendre par cœur leur cours et de l'annoncer ensuite en public... ». Des ambassades étrangères ? Il s'est avéré, semble-t-il, que, lors des troubles de février 1976, des diplomates soviétiques ont joué un rôle non négligeable. D'aucuns soulignent, en outre, l'étrange coïncidence qui a voulu que les tout récents désordres aient démarré au moment même où, à proximité immédiate du campus, s'engageaient les conversations entre Angolais et Sud-Africains.

A force de faire parler d'eux, les étudiants ne vont-ils pas donner l'envie au gouvernement de revenir sur le sacro-saint principe de l'autonomie universitaire ? Depuis les troubles du printemps 1982, l'idée est en discussion dans les instances dirigeantes de l'Etat et du Parti. Celles-ci s'interrogent sur l'utilité qu'il y aurait à adapter aux réalités locales des structures de type européen héritées de l'âge colonial. Un avertissement de M. Kaunda : « Nous respectons cette autonomie aussi longtemps qu'elle répondra aux aspirations de la nation... »

JACQUES DE BARRIN.

ESPAGNE

Les socialistes débordés par la « chienlit »

Les socialistes espagnols ont fait de leur pays une société permissive. Depuis qu'ils sont au pouvoir, l'usage de la drogue, par exemple, n'est plus un délit. Mais la montée spectaculaire de la délinquance, et les campagnes de la droite, les obligent aujourd'hui à faire marche arrière, et c'est une véritable « contre-réforme » qu'ils sont en train de préparer.

De notre correspondant.

Madrid. — « Nous assistons à une décomposition progressive de la société et les lois ne sont plus respectées. Les hommes et les femmes de bien ont peur dans les rues de nos villes et même dans nos foyers. Si cela continue, une explosion de colère se produira dans la population et emportera tout sur son passage comme un ouragan. On ne peut pas vivre ainsi ! »

C'est le primat d'Espagne, le cardinal Marcelo González Martín, archevêque de Tolède, qui s'est exprimé ainsi en chaire, il y a quelques jours. Certes, le cardinal ne passe pas pour un prêtre progressiste. Mais en prononçant ces mots lors de l'enterrement d'un industriel de la ville, enlevé et assassiné par des délinquants de droit commun, il a exprimé l'exaspération et l'angoisse d'un secteur croissant de l'opinion.

Une véritable psychose collective, en effet, s'est emparée de l'Espagne. Les récits d'attaques à main armée occupent désormais la première page des journaux et donnent matière à des éditoriaux de plus en plus agressifs. « Une attaque à main armée toutes les vingt minutes en Espagne », titre un grand quotidien de Madrid sur

toute la largeur de sa « une ». Un jour, c'est un commerçant qui est froidement abattu dans sa boutique dans un quartier populaire de la capitale, le lendemain, c'est un autre qui est tué d'une balle dans la tête, à 18 heures, en plein centre de Madrid, par un jeune qui voulait voler sa voiture.

Pour l'opposition conservatrice, c'est la société permissive qui est en cause. Les lois libérales votées par les socialistes, dit-elle, ont provoqué la « chienlit ». Certains conservateurs parlent même de complot contre l'Occident. Dans un récent éditorial, le quotidien ABC (droite), un des plus importants du pays, affirmait : « Les réformes du gouvernement en matière pénale obéissent à un objectif précis : provoquer un tel désordre que la société exige le rétablissement de l'ordre, de n'importe quel ordre. Lequel ? L'ordre totalitaire, bien sûr. »

Quand tous les hétérodoxes tombaient sous le coup de la loi

En fait, c'est surtout la droite « pure et dure » qui réclame, actuellement, un gouvernement à poigne pour « rétablir l'ordre ». Les nostalgiques du franquisme rappellent à longueur de colonne, dans le quotidien El Alcazar (80 000 exemplaires, très lu dans les casernes), qu'à l'époque du Caudillo les honnêtes gens pouvaient arpenter sans danger les rues des grandes villes. Ils ont sans doute une certaine audience puisque la chambre de commerce de Madrid et plusieurs journaux conservateurs ont demandé que la « loi sur les menaces sociales », soit de nouveau appliquée. Cette loi, qui date du régime antérieur, et qui était tombée en désuétude sans être abrogée, menaçait pélo-

dialement les proxénètes, les toxicomanes, les homosexuels et les mineurs « abandonnés et pervertis ». Tous ceux qui avaient une conduite hétérodoxe pouvaient être poursuivis, même s'ils n'avaient pas commis de délit.

Sans doute l'opposition est-elle outrancière dans ses critiques. Il n'empêche que le gouvernement est inquiet. Son porte-parole, M. Solís, a reconnu que l'insécurité était devenue « le problème numéro un » dans les villes. Un conseil des ministres extraordinaire lui a été consacré le 4 avril. « En Espagne, l'ordre public peut

être le talon d'Achille d'un gouvernement de gauche », déclarait-il y a peu, le chef de l'exécutif, M. Felipe González. Il est vrai qu'il y a eu des précédents fustes en Espagne.

Les socialistes sont divisés sur le sujet. Comme en France, le dilemme sécurité-liberté a provoqué des frictions entre le ministre de l'Intérieur, M. Barriomuevo, et son collègue de la justice, M. Ledesma. La dégradation de l'ordre public a fait pencher la balance en faveur du premier : son collègue de la justice a dû accepter de « retoucher » certaines lois votées

par les socialistes en 1983. L'Espagne, qui aime les rappels historiques fâcheux, parle déjà de « contre-réforme ».

Barcelone, plaque tournante de la drogue

Les statistiques sont alarmantes. En 1983, le nombre de vols a augmenté de 45 % par rapport à l'année antérieure. Même chose pour les attaques à main armée : il y en a eu 92 % de plus contre les établissements commerciaux, soit une vingtaine par jour. Les homicides ont augmenté de 19 % et ont fait 688 victimes.

« Les trois-quarts de ces délits ont été commis par des consommateurs de drogue dure en quête d'argent », affirme M. Barriomuevo. Ce ne sont pas seulement les cigarettes de hachich qui circulent à la sauvette dans les grandes villes : en 1983, la police a saisi 91 kilos d'héroïne et 239 kilos de cocaïne, « les quantités les plus élevées d'Europe », affirme-t-on au ministère de l'Intérieur. Depuis le début de l'année, treize personnes sont mortes d'overdoses à Madrid (77 en 1983 dans toute l'Espagne). Barcelone, plaque tournante du commerce des drogues dures, compterait 12 000 consommateurs habituels d'héroïne.

Le gouvernement a mis au point un « plan antidroge » incluant la nomination d'un procureur spécial et une sensible aggravation des peines pour le trafic de drogue dure. En 1983, les socialistes avaient modifié le code pénal pour faire une distinction entre consommation et trafic de stupéfiants, en ne considérant pas la consommation comme un délit. Dorénavant, ce sera l'inverse : les détenteurs de drogue dure, même si c'est en faible quantité, seront présumés trafiquants et arrêtés.

Le juge continuera toutefois d'avoir le dernier mot.

Toutes les réformes pénales de M. Ledesma sont aujourd'hui en cause. La plus importante concernait la détention préventive. Etant donnée la lenteur proverbiale de la justice espagnole, les prévenus passaient de long mois en prison avant d'être jugés. Ceux qui n'étaient pas délinquants avaient ainsi toutes les chances de le devenir. Les socialistes ont rendu obligatoire la mise en liberté provisoire pour les délits passibles de moins de six mois de prison. Ils l'ont facilitée dans les autres cas, et fixé une durée maximale pour la prison préventive.

Comme cette réforme n'a pas été accompagnée d'une accélération dans le fonctionnement de la justice, elle a eu des effets désastreux : elle a renvoyé à la rue, pêle-mêle, innocents et coupables. « Les délinquants entrent en prison par une porte et sortent immédiatement par l'autre », affirment les responsables de la police. Aussi le gouvernement a-t-il été obligé de changer ses batteries et de préparer une « réforme de la réforme », qui vient d'être soumise aux députés. Le projet de loi prévoit un allongement et une extension de la prison préventive qui pourra être décrétée, entre autres considérations, « au vu de l'insécurité sociale » provoquée par le délit.

Des socialistes — mais ils sont minoritaires — crient casse-cou. Le problème, disent-ils, n'est pas de maintenir les suspects en prison mais de les juger plus vite. Ils rappellent que dans un pays où la population active est pour 19,4 % sans emploi (le taux le plus élevé des pays industrialisés) les facteurs sociaux jouent leur rôle dans l'accroissement de la délinquance.

THIERRY MALINIAK.



L'écriture à la main (dessin de Gustave Doré, « Le tour du monde », 1865).

France

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ÉCRIVAIN, ÉDITORIALISTE A « L'HUMANITÉ »

M. JOSPIN A FR 3

Le problème du PC ce n'est pas qu'il sorte du gouvernement, c'est qu'il y rentre

M. Jospin a estimé qu'il y a une situation nouvelle dans la majorité dans la mesure où le PC va trop loin dans ses critiques et « risque d'affaiblir la majorité », tout en se plaçant dans une « situation illogique ». M. Jospin a ajouté : « La gauche doit s'identifier à une réussite économique, pas à un feu de paille social, et c'est ça que les communistes doivent comprendre ». M. Jospin, qui a réitéré la comparaison de l'attitude du PC avec celle du RPR à la fin du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a rappelé que les communistes ne peuvent pas « représenter une alternative » et ne peuvent que s'associer à la réussite. « Un échec de la gauche, a-t-il poursuivi, serait un échec plus grave pour le PC ».

Interrogé sur la tentation, pour le PC, de retourner dans l'opposition pour se « rempaler », le premier secrétaire du PS a répondu : « Se rempaler, oui, mais pour quoi faire ? Le problème pour les communistes, c'est-il de sortir du gouvernement, c'est qu'ils y rentrent ».

A propos du PS, M. Jospin a reconnu qu'il existe au sein de son parti un débat sur la politique économique, ajoutant qu'il « éprouve du pouvoir » les socialistes doivent modifier certaines de leurs analyses et avoir un débat entre la pratique et la théorie, mais il a réitéré l'opposition entre « modernisation et transformation sociale », qui reviendrait à confondre « le moyen et la fin ».

M. Jospin a affirmé : « Il n'y a pas eu en France, depuis Pompidou, de gouvernement plus industrialiste », mais, a-t-il ajouté, « on ne peut réduire le socialisme à l'industrialisme ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité vendredi 6 avril, de l'émission « Rencontre avec... » sur FR 3, a, notamment, évoqué, après la conférence de presse du président de la République, la question de la cohésion de la majorité.

M. Jospin a affirmé que l'idée d'une « nouvelle alliance » relève de la « rhétorique » et qu'il « n'y a pas eu de tournant dans la politique de la gauche ». M. Jospin a réaffirmé qu'il y a un problème de modernisation des analyses du Parti communiste. Sa vision de la crise est une vision qui date. Ses solutions économiques ne sont pas applicables dans « le type de société dans laquelle nous vivons », a poursuivi le premier secrétaire du PS.

M. Jospin ne s'est pas étonné que

la politique de la majorité soit « impopulaire », dans la mesure où c'est une politique dure et difficile, mais il a ajouté : « Je ne crois pas qu'il y ait de problème de la masse du salariat par rapport au gouvernement ».

A propos de l'Europe, M. Jospin a affirmé : « Nous ne faisons pas le débat de politique intérieure ». Il a de nouveau souligné les divisions de l'opposition sur la question européenne, et récusé la proposition de M. Jacques Chirac de mettre la Grande-Bretagne en congé du marché agricole. A propos des propositions d'Europe à deux vitesses du président du RPR, le premier secrétaire du PS a estimé que, dans une machine, « les engrenages peuvent tourner à des vitesses différentes », mais pas le « moteur ». Or, a-t-il ajouté, la politique agricole commune est « un des moteurs » de l'Europe.

Interrogé, d'autre part, sur les possibilités d'action de la CEE, M. Jospin s'est demandé si la CEE ne devrait pas s'interroger sur les liens entre l'immigration et le développement d'Afrique noire et le développement de la recherche sur ce continent depuis plusieurs années, dans ce domaine.

Le PCF au pied du mur

(Suite de la première page.)

La CGT a-t-elle les épaules assez larges pour susciter, dans le pays, un mouvement de protestation contre la politique économique de M. Mitterrand ?

Les dirigeants communistes paraissent décidés, pour le moment, à tenter leur chance de ce côté, mais leur tactique ne semble pas définitivement fixée. Au-delà des assurances données par M. Charles Fiterman à M. Pierre Mauroy sur la volonté des communistes de rester au gouvernement, le PCF doit, à présent, répondre à l'interpellation du président de la République : les communistes, a dit M. Jospin, doivent changer leur analyse de la crise, faute de quoi ils ne « rentreront » jamais au gouvernement.

Dans l'Humanité du samedi 7 avril, M. Jacques Couhard, sous couvert d'une réponse à l'article de M. Maurice Duverger publié dans le Monde du 7 avril, main-

Les deux cibles de M. Chirac

Interrogé par TF1, vendredi soir 6 avril, M. Jacques Chirac a fait remarquer que l'on avait surtout retenu de son communiqué publié après la conférence de presse de M. Mitterrand le paragraphe dans lequel il demandait que l'opposition « ne complique pas encore davantage la tâche du gouvernement » (le Monde du 7 avril). Le président du RPR a tenu à lever toute ambiguïté, et il s'est appliqué à ne pas laisser croire qu'il approuvait totalement les nouvelles orientations du chef de l'Etat.

Il a donc rappelé que, selon lui, « la politique socialiste est totalement inadaptée aux besoins de notre pays », qu'elle est « erronée et inadaptée », et que seul « un changement complet » de politique économique permettra le redressement du pays, car « c'est le système socialiste lui-même qui est en soi une erreur ». Les électeurs de l'opposition et les militants du RPR peuvent donc être rassurés : le maire de Paris condamne toujours avec la même vigueur la « coalition socialo-communiste » et la politique globale mise en œuvre par le gouvernement. Le chef du RPR ne pouvait en effet pas se réjouir ouvertement de voir la gauche, selon lui, faire, en matière de « dégraissage », des efforts et de conversion industrielle, la politique que la droite au pouvoir n'avait pu mener à terme.

Toutefois, pour justifier ce qui est, malgré tout, une attitude de

neutralité et d'expectative, il a jugé que si le gouvernement avait dû changer de politique à l'égard de la Lorraine, c'est parce qu'il avait été « pris à la gorge ». Mais, en voyant dans les décisions présidentielles « un petit pas vers le changement nécessaire », le président du RPR s'est également adressé, quoique de façon courtoise, aux électeurs de la majorité. En apportant ne serait-ce qu'un début de caution, qu'une caquasse de soutien, qu'une acceptation sous bénéfice d'inventaire à la politique industrielle de M. Mitterrand telle qu'elle a été définie le 4 avril, M. Chirac peut chercher à compromettre le chef de l'Etat aux yeux de l'électorat de gauche.

M. Chirac avait dit, le 2 septembre 1982, à Nouméa, que « l'expérience socialiste ne durait pas deux ans ». Il tenait aujourd'hui de suggérer que la pratique présidentielle pourrait bien donner raison à sa prédiction. Mais il se garde d'aller trop loin dans l'affirmation d'un revirement de la doctrine d'Etat.

Ce n'est pas la première fois que M. Jacques Chirac, utilisant un langage un peu trop stérile et des formules volontairement contradictoires, trouve le moyen de faire passer un double message et de toucher deux cibles et d'aliéner les controverses.

ANDRÉ PASSERON.

● M. Bérgovoy : Chirac contre Giscard. — Interrogé, le vendredi 6 avril à RMC, M. Pierre Bérgovoy a opposé, à propos du plan pour la sécheresse, les réactions de M. Giscard d'Estaing à celles de M. Chirac. Le ministre des affaires sociales a affirmé : « Valéry Giscard d'Estaing, dans les circonstances où nous sommes, et compte tenu des graves problèmes auxquels la France est confrontée comme la plupart des grands pays industriels, manifeste un esprit partisan, rebrousse le nez du débat politique, et le fait convaincant que M. Giscard d'Estaing se tromperait comme il s'était trompé en 1979, en 1980 et en 1981 ». En revanche, il a expliqué : « M. Chirac s'est exprimé avec responsabilité sur ce dossier difficile, à la différence de ses lieutenants et de ses partisans ».

● Les Français « mécontents » de la conférence de presse de M. Mitterrand. — 46 % des Français sont « mécontents » de la conférence de presse présidentielle, 31 % sont « satisfaits » et 23 % « indifférents ». D'après le sondage réalisé les 5 et 6 avril par l'IFRES auprès de huit cent trente-sept personnes et publié par France-Soir du 7 avril, les Français ont jugé M. Mitterrand moins « convaincant » le 4 avril que lors de ses deux précédentes conférences de presse, moins « sincère », plus « flou », moins « compétent », plus « hésitant » et moins « sûr de lui », plus « sectaire » et moins « ouvert », moins « rassurant » et plus « inquiet » ; 48 % donnent raison à M. Marchais, contre 25 % à M. Mitterrand, sur le non-respect des engagements par le PCF (contre 33 %) souhaitent le départ des communistes du gouvernement, 59 % estiment que M. Mitterrand ne souhaite pas ce départ (contre 27 % d'un avis contraire).

● M. Barre : « Le rêve que M. Mitterrand nous a fait faire tourne au cauchemar ». — M. Raymond Barre estime que « le rêve que M. Mitterrand a fait faire aux Français — et notamment aux Lorrains — est en train de tourner au cauchemar ». « Il me semble, dit-il dans un entretien que publie samedi 7 avril le Figaro-Magazine, que ses propos sont de plus en plus caractérisés par un égoïsme qui ne cède en rien à celui que certains ne reprochent ».

M. Barre ajoute que « les idées qu'il a défendues entre 1976 et 1981 ont fait leur chemin » et que « la cure de désintoxication des Français est engagée ». Ceux-ci, selon lui, n'ont cependant pas encore « entièrement compris que le monde avait changé, que le bon temps du passé était vraiment terminé, que la France serait confrontée, dans les années à venir, à une compétition inévitable, et que c'est seulement par un effort continu qu'ils pourraient retrouver la croissance économique et le progrès du niveau de vie ».

PATRICK JARREAU.

André Wurmser est mort

André Wurmser, écrivain, éditeur, à l'Humanité, est mort le vendredi 6 avril en fin de matinée des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Né le 27 avril 1899 à Paris, André Wurmser avait dirigé dans la clandestinité, puis à la libération, le Patriote de Toulouse. Critique littéraire aux Lettres françaises de 1947 à 1972, il était éditorialiste à l'Humanité depuis 1954. Il signait quasi quotidiennement, en première page du journal du PCF, un billet intitulé : « Mais... » et rédigeait, avec des éditoriaux politiques touchant aux débats idéologiques entre les communistes et leurs adversaires ou leurs alliés.

voire entre les communistes eux-mêmes. Ainsi avait-il publié, le 5 janvier 1983, un article intitulé « La rogne, la grogne et le parti », dans lequel il défendait la participation du PCF au gouvernement.

Écrivain, André Wurmser avait publié depuis Changement de propriété (Gallimard, 1928), plusieurs romans, recueils de nouvelles, essais et chroniques, ainsi qu'une étude sur Balzac, la Comédie humaine (Gallimard, 1966), et un volume de Mémoires, Fidélement votre (Grasset, 1979). Il avait rédigé, l'an dernier, dans une version remaniée en deux tomes Un homme vient au monde (éditions Temps actuels ; voir le Monde du 15 avril 1983).

« Ne pas juger ce que nous avons pensé d'après ce que nous avons dit »

Écrivain, André Wurmser avait été, en 1934, l'un des quatre secrétaires du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il avait fait, la même année, un voyage en Union soviétique, à la suite duquel il était devenu rédacteur en chef de Russie d'aujourd'hui, organe de l'Association des amis de l'Union soviétique, tout en collaborant à l'hebdomadaire Vendredi et à l'Humanité.

André Wurmser avait adhéré au Parti communiste pendant la guerre et il avait dirigé, dans la clandestinité puis à la libération, le Patriote de Toulouse. Billetiste à son tour, à partir de 1954, à l'Humanité, il avait été en même temps critique littéraire aux Lettres françaises, l'hebdomadaire que dirigeait Aragon, jusqu'à sa disparition en 1972.

Indéfectiblement attaché à l'Union soviétique, André Wurmser avait pris part avec violence dans les polémiques du temps de la guerre froide. Ainsi avait-il publié, en 1950, un pamphlet contre son beau-frère, Jean Cassou, coupable d'avoir mis en cause la condamnation de Tito par l'Union soviétique et affirmé que le dirigeant yougoslave n'était pas le dictateur décrit par la propagande communiste officielle, notamment celle du PCF.

André Wurmser s'était notamment illustré dans les attaques contre Victor Kravchenko, ancien diplomate soviétique, auteur de l'ai

P. J.

La passion de la vie quotidienne

D'autres diront, avec sympathie ou sévérité, ce que fut le partisan et l'homme toujours fidèle au Parti communiste. Le choix de Wurmser était fait depuis sa jeunesse, et il ne s'est jamais déjugué, sans le moindre aveuglement et sans éviter les douleurs. Il avait de la loyauté la plus haute idée, et il connaissait les affres de la lucidité. Il refusait de se montrer byzantin, florentin, trop subtil ; il était responsable et il y mettait de l'élégance.

Chaleureux, compréhensif et ouvert, André Wurmser l'aura été jusqu'au dernier jour. Il jouissait de la littérature en fonction du plaisir esthétique qu'elle lui procurait, sans se demander si elle correspondait à ses critères. Il aimait admirer, car il possédait une culture immense, un goût infatigable et une curiosité de tous les instants. A quatre-vingt-quatre ans, il n'était guère rassasié ni pessimiste : toute tentative de renouvellement le stimulait. Comme Jean Cassou, son beau-frère, il avait pour l'écriture des autres un respect instinctif.

Son œuvre de romancier et de critique a tout de suite trouvé un public, mais on l'a classé parmi les « écrivains communistes », sans se demander si un homme comme lui avait ou non assez d'indépendance d'esprit et de cœur. Wurmser n'en souffrait que modérément. Cette injustice, on va enfin pouvoir la réparer. Car il est l'un des créateurs les plus indisciplinés de notre époque, si l'on veut bien considérer ses livres de fiction avec quelque objectivité. D'abord, il possède une écriture, un style, une parole de plume, une mélodie à la fois nerveuse et juste, de la plus grande rareté.

Quant à son univers, on peut en découvrir la variété dans les nou-

ALAIN BOSQUET.

ILS ONT TOUT LAISSÉ EN POLOGNE SAUF L'ENVIE D'ÉTUDIER

Rien ne doit empêcher un homme ou une femme de mener à terme les études qu'ils ont entreprises.

Aujourd'hui, 500 étudiants polonais déracinés par la crise de leur pays demandent le droit de poursuivre les leurs en France.

Ils sont seuls, sans ressources, hors du cadre des bourses officielles.

Le Comité de Soutien aux Polonais en France, agréé par la Fondation de France, vous invite à les parrainer en prenant en charge tous les mois une partie de leurs dépenses.

Grâce à vos dons, ils leur accorderont un prêt sur l'honneur, que chacun d'eux s'est engagé à rembourser dans les années à venir, alimentant ainsi une chaîne de solidarité.

Ils ont entre dix-huit et vingt-cinq ans. Ils aiment la France. Leur avenir est entre vos mains.

OUI JE VEUX PARRAINER UN JEUNE ÉTUDIANT POLONAIS

en prenant en charge, pendant douze mois, un ou plusieurs postes de son budget :

Déplacements (carte orange)	122 F
Livres et documents	300 F
Nourriture (60 tickets restaurant)	480 F
Logement	600 F

En faisant un don unique de F

Nom
Adresse

VOUS DONS BÉNÉFICIER DU DÉGREVEMENT FISCAL

Libellés vos chèques à l'ordre de la Fondation de France compte n° 403 et faites-les parvenir au Comité de Soutien aux Polonais en France 49, rue Marius-Aufay - 92300 Levallois-Perret - Tél. : 758.51.56 ou au CCP Paris 3.6.9. G. Avec la mention Compte n° 403

COMITÉ DE SOUTIEN AUX POLONAIS EN FRANCE

LA LOI DU 5 AVRIL 1884

Le compromis municipal des républicains

Le 5 avril 1884, les républicains faisaient voter la loi qui devait fixer, pour un siècle, les grands traits de l'organisation des communes françaises. Si nombre de modifications amendent ce texte sous les III^e, IV^e et V^e Républiques, les principes fondamentaux qui prévalent alors demeurent intangibles jusqu'aux récentes mesures de décentralisation et peuvent permettre de caractériser l'esprit qui préside au vote de 1884. Un esprit qui dépend étroitement de l'équilibre politique établi au début de la III^e République.

Depuis 1879, la défaite des monarchistes qui ont gouverné la République naissante est un fait acquis. Vaincus par le suffrage universel après la crise du 16 mai 1877, ils ont successivement abandonné aux républicains la majorité dans les deux Assemblées et la direction du gouvernement. Dernier bastion de leur pouvoir, la présidence de la République est tombée lorsque le vieux maréchal de Mac-Mahon a préféré démissionner plutôt que d'entériner les changements dans le haut commandement que lui proposait le gouvernement. Désormais installés aux postes stratégiques, les républicains procèdent à une vaste épuration de l'armée et de l'administration. Mais ils sont parfaitement conscients que le changement des hommes ne saurait suffire à satisfaire une opinion qui attend d'eux des mesures d'une tout autre portée.

Au nom de l'opposition de gauche, l'éloquent Charles Floquet se charge de le rappeler aux nouveaux maîtres du pouvoir : « Il ne suffit pas que les républicains entrent dans les places, il faut surtout que les grands principes entrent dans les lois ».

Les grands principes ? Issues de la Révolution française, remises à jour par l'opposition républicaine au Second Empire et tout particulièrement par Léon Gambetta dans son programme de Belleville de 1869, ils ont pour libé et démocratie. Et aux côtés des libertés de presse, de réunion, d'association, de la démocratisation de l'armée et de la magistrature, de l'établissement du divorce, de l'impôt sur le revenu et de la laïcisation de l'enseignement figurent en bonne place « les libertés communales », élément-clé de la décentralisation.

C'est qu'en la matière, aux traditions centralisatrices héritées de l'histoire administrative française et renforcées par les vingt années du Second Empire, se sont ajoutées les pratiques du gouvernement de l'ordre moral des années 1873-1875, durant lesquelles les monarchistes au pouvoir ont entendu préparer la France au retour du roi en rétablissant, dans les institutions comme dans les esprits, les notions de hiérarchie et de respect des autorités. Pour les communes, cette politique s'est soldée par une très étroite sujétion aux préfets ou aux sous-préfets, le symbole de cette mise en tutelle étant le vote de la loi du 20 janvier 1874 qui enlève aux conseils municipaux le droit d'être les maires et confie la nomination de ceux-ci au chef de l'Etat ou à l'autorité préfectorale, selon l'importance de la commune.

Nul doute, par conséquent, pour l'opinion publique : l'arrivée des républicains au pouvoir va se traduire par un vaste train de réformes dont l'octroi des libertés municipales doit représenter un élément capital. Toutefois, si la nécessité des réformes apparaît à tous les partisans de la République, des désaccords surgissent entre eux quant à l'ampleur et au rythme qu'il convient de donner au mouvement envisagé.

Les plus déterminés sont les radicaux, dont le principal inspirateur est Georges Clemenceau, depuis que Gambetta a abandonné, en 1874, l'extrémisme pour la modération. Ecartés des responsabilités du pouvoir, ils ré-

clament avec ardeur l'application immédiate de la totalité du programme républicain, prompts à dénoncer les retards et les atermoiements du gouvernement. Mais, depuis 1879, ce sont les modérés, ceux qu'on appelle les « républicains de gouvernement », qui dirigent le pays. Soucieux de ménager les transitions, de n'engager les réformes que progressivement, lorsqu'ils estiment les conditions favorables réunies (ce qui leur vaut le qualificatif d'« opportunistes »), ils considèrent que l'enracinement de la République nécessite la prudence si on veut provoquer l'adhésion de la masse de la société française, les paysans et la bourgeoisie des villes de province, méfiants envers toute aventure.

Le souvenir de la Commune

Or le thème des libertés communales est loin d'être neutre à cet égard. Si, en 1881, les républicains ont amassé les condamnés de la Commune, le souvenir de l'insurrection parisienne de 1871 est présent dans toutes les mémoires, et le spectre de la révolution rouge fait encore passer un frisson sur la France profonde des années 1880. Et c'est précisément en brandissant le drapeau de l'autonomie des communes que les insurgés parisiens ont tenté d'étendre au pays tout entier le mouvement de la capitale, non sans un début de succès dans certaines villes françaises, en particulier dans la Midi. Représentants de la France provinciale éprise d'ordre et de stabilité, les gouvernements des débuts de la III^e République ont partagé les craintes et les aspirations. Jules Ferry, président du conseil depuis 1883, son ministre de l'Intérieur, l'avocat nantais Waldeck-Rousseau, sont des républicains sincères, résolus à ancrer le régime dans la société française, en évitant toute décision qui pourrait effaroucher.

La loi municipale du 5 avril 1884 qu'ils mettent en œuvre porte la marque de cette double volonté de promouvoir les réformes républicaines tout en conservant la maîtrise des évolutions et en évitant d'effrayer la majorité des Français. Les gouvernements la conçoivent en fait comme une loi « technique » destinée à rassembler dans un texte unique les éléments épars qui régissent l'organisation communale. C'est si vrai que le ministre de l'Intérieur, Waldeck-Rousseau, semble s'être désintéressé du sort de la loi, négligeant même d'aller soutenir la discussion en commission et laissant à son sous-secrétaire d'Etat, Margue, le soin d'en suivre le cheminement en commission. Mais c'est le président du conseil Jules Ferry lui-même qui devait en défendre l'inspiration à la tribune contre les critiques de l'extrême gauche radicale.

C'est que, depuis la loi de mars 1882, votée sous le ministre Freycinet, une grande partie du chemin a été accompli dans la voie de la démocratisation municipale : les conseils municipaux (sauf celui de Paris) ont retrouvé le droit d'être leur maire, et une vieille disposition, datant de la monarchie consulaire, qui prescrivait l'adjonction au conseil municipal des citoyens les plus imposés de la commune, pour le vote des emprunts et des contributions extraordinaires, a été abrogée.

Contre la gauche

Toutefois, la loi du 5 avril 1884 est autre chose qu'une simple mise en ordre législative. L'extrême gauche radicale réclame du gouvernement la poursuite de la réforme municipale : l'octroi à Paris du droit d'être son maire comme les autres villes de France et surtout l'autonomie financière des municipalités, seule susceptible à ses yeux de fonder une véritable décentralisation. Or, sur aucun des deux points, Ferry n'accepte de transiger et, contre la gauche, il fait

adopter par la majorité modérée des deux Assemblées une loi qui préserve le contrôle de l'Etat sur la capitale et la tutelle préfectorale sur les administrations communales.

Sur le premier point, les méfiances nées du souvenir de la Commune ne sont pas seules en cause. Depuis 1879 les relations sont tendues entre la majorité du conseil municipal de Paris, animée par les radicaux, toujours présents dans la capitale, et le gouvernement républicain. A l'exigence des élus parisiens d'une mairie centrale pour la capitale et de la subordination de la préfecture de police à l'Hôtel de Ville, Jules Ferry et Waldeck-Rousseau répondent par une fin de non-recevoir systématique.

A leurs yeux, la représentation municipale, dominée par l'extrême gauche « n'est pas l'expression fidèle des idées, des sentiments de la population », selon les termes mêmes du ministre de l'Intérieur. Et celui-ci médite de réduire l'assemblée parisienne à un rôle purement administratif, ce qui conduirait les extrémistes à s'en désintéresser pour laisser la place aux gestionnaires, aux industriels, aux hommes d'affaires. Contre l'extrémisme parisien, Waldeck-Rousseau entend s'appuyer sur « le pays vrai, le pays laborieux, celui que l'on n'entend pas assez, parce qu'il ne parle pas assez, dont il faut surprendre l'opinion dans ses manifestations toutes intimes ».

A cette hostilité déclarée du gouvernement à son égard, le conseil municipal de Paris répond en refusant chaque année le vote des crédits nécessaires à la préfecture de police, que le ministre doit inscrire d'office. Rien de surprenant dans ce contexte que la loi du 5 avril 1884 maintienne pour Paris un régime d'exception. A tous les niveaux, c'est l'administration qui tient la décision : le préfet de la Seine exerce les pouvoirs du maire ; le préfet de police a autorité sur la police municipale. Quant au président du conseil municipal, son rôle n'est qu'honorifique. Dans les autres communes, les problèmes sont sensiblement différents, et la véritable question est de savoir jusqu'où les républicains de gouvernement sont disposés à aller dans la voie de la décentralisation.

Une liberté surveillée

Les dispositions de la loi de mars 1882 sont étendues et généralisées. Les conseils municipaux élisent les maires et les adjoints, et les séances des conseils, jusqu'alors tenues à huis clos, sont dorénavant publiques. Le maire reçoit des pouvoirs réels : il est à la fois agent de l'Etat dans la commune et exerce à ce titre des attributions administratives et judiciaires et agent d'exécution des délibérations du conseil municipal. L'article 91 de la loi du

5 avril 1884 précise ses prérogatives en même temps qu'elle en circonscrit étroitement les limites. Il est chargé « sous la surveillance de l'administration supérieure » de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs. Les conseils municipaux issus de la loi de 1884 vont devenir, de fait, des foyers actifs de vie démocratique où sont débattus tous les problèmes des communes et où nombre d'élus vont faire l'apprentissage de la politique, au contact des réalités locales. De même, les pouvoirs des conseils municipaux en matière financière sont en apparence accrus puisque la loi de 1884 leur donne le droit capital de voter le budget de la commune.

Mais la liberté municipale accordée par Ferry n'est qu'une liberté surveillée. L'administration préfectorale continue à exercer une étroite tutelle sur les délibérations, en particulier financières des assemblées communales. Le préfet, dans les grandes villes, le sous-préfet, pour les petites et moyennes communes, peuvent, comme ils l'ont fait, annuler les délibérations des conseils municipaux. Les décisions financières, en particulier le budget municipal, les aliénations, échanges ou changement d'affectation des propriétés communales, les concessions de services municipaux, les participations financières à des entreprises industrielles et commerciales exigent l'approbation préalable des autorités administratives. Enfin, le pouvoir peut faire inscrire d'office au budget municipal les dépenses obligatoires si le conseil municipal ne l'a pas fait, et il peut établir lui-même le budget si celui-ci a été voté par les élus fait apparaître un déficit.

C'est donc une décentralisation très limitée marquée par l'octroi aux communes d'une liberté sous surveillance quinquennale : la loi du 5 avril 1884. Après son adoption, la France de la III^e République demeure un Etat centralisé. La loi municipale qui porte la marque du compromis républicain des années 1880 laisse un goût amer à l'extrême gauche radicale dont l'intransigence idéologique attendait sans nul doute une réforme plus profonde. Mais elle correspond incontestablement à la nature du changement qu'était disposée à accepter la société française de la fin du dix-neuvième siècle, dont les républicains de gouvernement expriment les aspirations et les craintes. Et son adéquation aux conditions du temps explique sans doute une longévité de près d'un siècle.

SERGE BERSTEIN.
Historien,
auteur de l'histoire
du parti radical,
publié aux Presses
de la Fondation nationale
des sciences politiques.

VIENT DE PARAÎTRE
dans la collection du
GRAL

Juris-Classeur
COLLECTIVITÉS LOCALES

1 volume sur fascicules mobiles
périodiquement tenu à jour

complément du Juris-Classeur Administratif
destiné aux élus et aux gestionnaires des
collectivités territoriales.

pour tout renseignement s'adresser à :
EDITIONS TECHNIQUES S.A. (Juris-Classeurs)
123, rue d'Alsie 75678 PARIS CEDEX 14
Tél. : (1) 539-22-91

LES NOUVEAUX VENUS

Michel Barnier : patience, tolérance, distance

De notre correspondant
régional

Lyon. — « Je vis une période d'apprentissage » : ce n'est pas de la modestie, plutôt du réalisme. M. Michel Barnier (RPR), trente-trois ans — il est né le 9 janvier 1951 à La Tronche (Isère) — collectionne les titres de « benjamin politique ». Plus jeune élu dans un conseil général à vingt-deux ans, puis plus jeune député à vingt-cinq ans, il est depuis l'an dernier le plus jeune président d'une assemblée départementale. A Chambéry, il dirige « son » département de Savoie, « une gestion comparable, dit-il, à celle d'une ville de trois cent quarante mille habitants ». Très impliqué dans cette tâche à l'heure de la décentralisation, il est moins présent au Palais-Bourbon que certains de ses collègues de l'opposition. Même s'il est « admiratif » pour la bataille menée à Paris, par exemple par M. Jacques Toubon, il dit tout haut son manque de goût pour « la guerre de tranchées parlementaire ». La Savoie qui, selon lui, a « un fond de démocratie chrétienne et un fond de radicalisme », est son champ d'expérience. Pas au point d'être un carcan, mais plutôt une nouvelle étape pour un homme qui peut assurer tranquillement : « Dans ma vie publique, j'ai franchi beaucoup d'étapes sans en laisser une ».

Famille savoyarde, études secondaires à Albertville au lycée public Jean-Moulin, engagement politique très précoce : tout part simple dans le parcours de Michel Barnier. Fils d'un gendarme — fabricant de coffres —, le futur député de Savoie sera très influencé par le géniteur de la mère. Une femme « très engagée dans la vie sociale », active dans des associations diverses et qui « a souvent voté à gauche ». L'enfant, puis l'adolescent sera un très bon élève. Son aspect toujours actuel de premier de la classe coïncide avec une réalité d'étudiant doué : double bachelier (philos et mathématiques), l'intégrera l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

Le secteur privé semblait lui ouvrir les bras. Ce sont les cabinets ministériels qui l'accueillirent. Il travaillera notamment avec M. Robert Poujade au premier ministère de l'environnement, puis avec M. Pierre Mazeaud à la jeunesse et aux sports. Adhérent à l'UNR à quinze ans, Michel Barnier fonde en 1967 la section UJF (Union des jeunes pour le progrès), de son lycée d'Albertville, vit les événements de 1968 à l'intérieur d'un comité d'action lycéen où déjà il parvient à faire respecter le mouvement des jeunes gauchistes, tout en confortant sa foi militante : « Il était possible dès cette époque de faire de la politique dignement en écoutant et en respectant les gens ».

Son modèle, c'est bien sûr le Général : « Ma plus grande fierté, c'est d'avoir soutenu cet homme. A l'époque, ce n'était pas facile. Aujourd'hui, on voit beaucoup de gens, qui le contestent, tenter de le récupérer ». La découverte, à l'âge de treize ans, des *Mémoires de guerre* lus comme un roman, est loin de suffire à sa curiosité intellectuelle. Le lycéen Barnier aura toujours beaucoup d'attrait pour l'histoire, notamment celle de la III^e République. Il apprend des discours de Jean Jaurès ou de Joseph Caillaux, dialogue d'une façon parfois vive avec un prof gauchiste qui lui attribue de très bonnes notes !

Aujourd'hui, les exigences morales demeurent. Dans son département, il veille à ce que la gestion de l'argent public ne soit pas « partielle ». Aussi est-il « très attentif » au niveau national pour distinguer parmi ses adversaires politiques entre « ceux qui ont le sens de l'Etat » et « ceux qui ont l'esprit de

parti ». Il avoue : « Je me souviendrai des gens qui ont eu une attitude partisane ». On peut aimer les contacts directs avec les autres, prendre du plaisir à dialoguer avec tous sans pour autant tolérer l'intolérance.

La démarche du député savoyard au cœur de sa circonscription « fondamentalement agricole » d'Albertville-Ugine et de la vallée de la Tarentaise a rencontré un succès électoral impressionnant. élu à vingt-deux ans conseiller général (« il fallait être un peu fou »), il devient député en 1978 alors que l'assemblée départementale avait basculé à gauche deux ans auparavant et que la principale ville du département, Chambéry, signait en 1977 un bail de six ans avec le PS et ses alliés. En 1981, il est écarté par « le



CAGNIAT

veuve rose » : il sera même un des trois députés de la nouvelle opposition — avec MM. Léotard (Var) et Séguin (Vosges) — à améliorer son score législatif antérieur.

Bref, la méthode Barnier est efficace. Au lieu de ferrailler à tout propos et hors de propos avec ses adversaires socialistes, il creuse un sillon profond sur ses terres sans chercher à brûler les récoltes voisines. Une fois ses victoires acquies, Michel Barnier essaie de se souvenir que « si on n'est pas élu par tout le monde, on l'est pour tout le monde ».

A trente-trois ans, le premier des élus savoyards ne veut pas griller les étapes : « J'ai du temps », aime-t-il à répéter. Et le temps, c'est aussi, hors la vie publique, le sport qu'il pratique dans de multiples disciplines : le ski — sa circonscription est celle du premier domaine skiable français — le tennis, la planche à voile et la course à pied. La culture, avec des goûts éclectiques, notamment en matière de théâtre.

Il a deux jardins secrets. D'abord un vie privé. Il est marié depuis deux ans avec une jeune avocate. Puis un jardin sans frontière : Michel Barnier est un globe-trotter, les Etats-Unis l'impressionnent sans pour autant le transformer en partisan du « modèle US ou japonais ». Il a parcouru l'Asie du Sud-Est en « jean et sac au dos ». Au Laos, en Birmanie ou au Cambodge, il apprend à mesurer la relativité des problèmes. A l'Assemblée nationale, il préside un groupe très cosmopolite chargé des actions en faveur des pays sous-développés. Il a déposé une proposition de loi pour renforcer la force d'intervention humanitaire.

Rien d'étonnant donc à constater son peu de goût pour les querelles de parti ou pour la guerre des chefs. Il est certes « naturellement et sans réticence » derrière Jacques Chirac mais ne refuse pas d'interviewer à la télévision l'ancien président Giscard d'Estaing entre les deux tours de 1981 et ne voit pas pourquoi aujourd'hui « il n'écouterait pas un homme comme Raymond Barre ». Le dossier qui lui tient à cœur ? Celui des Jeux olympiques de l'hiver 1992 qu'il aimerait voir se dérouler à Albertville et dans toute la Tarentaise. Car, selon lui, « une région, tout comme un pays, a besoin d'un projet et d'une ambition ».

CLAUDE RÉGENT.

France / société

CINQ AMÉRICAINS, CINQ SOVIÉTIQUES, UN INDIEN

Boom démographique dans l'espace

Les succès répétés ont ceci de surprenant qu'ils finissent - presque - par lasser l'admiration. Et pourtant, c'est encore un exploit que la navette spatiale américaine Challenger a accompli en quittant, vendredi 6 avril, le pas de tir de Cap Canaveral en Floride à 15 h 58 (heure française), respectant à la seconde près l'horaire prévu.

Trois quarts d'heure après son lancement, la navette s'est inscrite sur une orbite inclinée de 28,5 degrés par rapport à l'équateur, à une altitude d'environ 400 kilomètres au-dessus de la Terre, cependant que son équipage procédait aux vérifications d'usage. Celles-ci terminées, le commandant de bord Robert Crippen et le pilote Francis Scobee ont commencé à manoeuvrer Challenger pour l'approche du satellite astronomique Solar Max, situé sur une orbite plus haute (497 kilomètres), à 18 400 kilomètres de là. Ces premières opérations devaient aboutir, le dimanche 9 avril jour « J » de la mission, au rendez-vous de la navette avec le satellite et permettre aux astronautes de tenter le premier sauvetage de satellite de l'histoire spatiale.

Après, au cours de leur première journée en orbite, les astronautes devaient déployer la plateforme scientifique Long Duration Exposure Facility, qui restera quel que dix mois dans le cosmos, avec, à son bord, cinquante-sept expériences. Ils auront ainsi libéré la suite de la navette, qui pourra, le lendemain, recevoir Solar Max.

Depuis le départ de Challenger, ce sont maintenant onze hommes qui gravitent autour de la Terre - cinq Américains dans la navette, cinq Soviétiques et un Indien à bord de Salout-7 - et qui battent le record de l'occupation humaine de

l'espace, puisque, en février dernier, lors du précédent vol de Challenger, il n'y avait « que » huit astronautes et deux cosmonautes en activité. Toutefois, les équipages américain et soviéto-indien ne se rencontreront pas, les États-Unis et l'Union soviétique ayant convenu de ne pas faire évoluer leurs véhicules spatiaux à moins de 320 kilomètres l'un de l'autre.

Ceintures et bracelets

L'activité déployée à bord de la station orbitale soviétique Salout-7 est certes beaucoup moins spectaculaire que les opérations délicates et très attendues que devraient accomplir les Américains. Et ce ne sont pas les quelques exercices de yoga auxquels s'est livré le cosmonaute indien Rakesh Sharma qui pourront détourner l'attention du vol libre de l'Américain George Nelson et de sa tentative de capture d'un satellite. Mais les expériences de médecine spatiale auxquelles se livre l'équipage de Salout-7 - en s'équipant notamment de ceintures et de bracelets spéciaux destinés à régulariser la circulation sanguine afin d'éviter l'afflux de sang dans le cerveau - devraient contribuer à mieux faire comprendre le comportement de l'homme en apesanteur.

Ces études intéressent, en premier lieu, les cosmonautes soviétiques, qui sont familiers des vols de longue durée (plusieurs mois). Mais elles concernent aussi les autres puissances spatiales. A terme, elles visent, en effet, à combattre efficacement le « mal de l'espace », condition nécessaire à toute banalisation des vols habités.

ELISABETH GORDON.

Un vaccin français contre la brucellose humaine sera prochainement commercialisé

Tours. - Un vaccin français contre la brucellose humaine sera prochainement commercialisé. Telle est la principale conclusion du colloque Symposium national de médecine agricole réuni vendredi 6 avril à Tours.

De notre envoyé spécial

La brucellose est à la fois fréquente et mal connue. Il s'agit d'une maladie infectieuse due à différents bactéries du genre *Brucella*. On connaît de nombreux types de brucelles rencontrés chez les ovins, les caprins, les bovins, les porcins et différents animaux sauvages. L'homme est contaminé au contact de l'animal. Certaines professions sont très exposées : notamment les vétérinaires, le personnel des abattoirs, des boucheries et des laiteries ainsi que les trayeurs et les bergers. Dans certains cas, la contamination peut aussi se faire de manière indirecte par consommation de fromages frais de vache, de brebis ou de chèvre, fabriqués à partir de lait infecté.

Une maladie tenace

En France, le professeur Jacques Roux, spécialiste international de cette maladie et directeur général de la Santé, estime que le nombre de nouveaux cas survenant chaque année oscille entre deux mille et quatre mille. La brucellose est à l'origine de lourdes pertes financières pour l'économie agricole.

EN BREF

Pas d'aide judiciaire pour Klaus Barbie

Klaus Barbie, qui estime trop lourdes les charges financières imposées par les besoins de sa défense et notamment la consignation d'une somme de 25 000 francs qui lui a été demandée après son dépôt de plainte en fait contre une pièce de l'instruction, avait demandé à bénéficier de l'aide judiciaire. Sa demande a été refusée. Barbie se présente comme ressortissant bolivien et aucune convention d'aide judiciaire n'existe entre la France et la Bolivie.

Gilles Perrault et Henri Curjel et Georges Sufferit

Gilles Perrault, auteur du livre *Un homme à part* consacré à Henri Curjel (*Le Monde* du 6 avril), et les éditions Bernard Barraud, qui ont publié cet ouvrage, devront insérer une note mentionnant que Georges Sufferit, journaliste au *Point*, considère comme diffamatoire une phrase de cet ouvrage.

Georges Sufferit avait saisi en référé le tribunal civil de Paris après avoir constaté qu'un passage du livre faisait référence à deux articles publiés par lui dans le *Point*, en 1976 et présentant Henri Curjel comme un agent du KGB. Après l'assassinat de Curjel, Sufferit avait renouvelé publiquement ses accusations. Poursuivi par les héritiers d'Henri Curjel, il avait été mis hors de cause par la justice (*Le Monde* du 5 novembre 1981).

Dans sa décision concernant *Un homme à part*, le tribunal relève que, si Gilles Perrault n'a pas mentionné expressément que Georges Sufferit a été mis hors de cause dans cet affaire, il y fait une brève référence. Toutefois, le tribunal a estimé que la phrase selon laquelle « les amis d'Henri Curjel tiennent Georges Sufferit pour responsable d'une agression organisée de sang-froid avec le concours officieux d'un service secret français » était « de nature à porter atteinte à l'honneur » du journaliste.

HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE



Historien du scoutisme voudrait acquiescer pour un bon prix le badge représentatif ci-dessus, ainsi que d'autres souvenirs de jeunesse. Envoyer : Michel Faugeron, 1520 First Ave - New York NY 10021 - États-Unis.

Fabrique par l'Institut Mérieux à partir des travaux du professeur Jacques Roux (Montpellier), ce vaccin devrait être l'une des premières méthodes préventives efficaces et sans danger contre une maladie qui touche, à la fois, l'homme et l'animal.

Chez l'homme, la maladie prend différentes formes. La plus connue se traduit par un état fébrile accompagné de sueurs abondantes et de douleurs diffuses, évoluant par poussées d'une vingtaine de jours. Maladie tenace, la brucellose est fréquemment à l'origine d'une infection chronique. Il s'agit, par exemple, de foyers infectieux osseux, nerveux ou glandulaires. Parfois s'installe un état dit de « paratuberculose », qui, outre les sueurs et les douleurs, se caractérise par un état de fatigue et un syndrome dépressif.

Retombées commerciales

Le diagnostic de la maladie est souvent difficile et méconnu. C'est dire l'importance d'une thérapeutique préventive par vaccination spécifique.

Jusqu'à présent, plusieurs cas avaient été testés à travers le monde, aux États-Unis, en Union soviétique et en Israël, notamment. Il s'agissait de vaccins fabriqués à partir de germes vivants. Les résultats furent décevants et plusieurs accidents ont été signalés. L'originalité du vaccin français vient du fait qu'il n'est constitué, pour la première fois, que de fractions antigéniques de bactéries et qu'il est dépourvu de

toxicité. Mise au point depuis plusieurs années par le professeur Roux, sa fabrication à l'échelle industrielle a été développée par l'Institut Mérieux.

An total, mille deux cents personnes ont, à ce jour, été vaccinées avec des résultats (efficacité et innocuité) tout à fait satisfaisants. Seules les personnes n'ayant jamais été infectées par les germes brucellaires peuvent être vaccinées (les autres pourraient, en effet, présenter de violentes réactions immunologiques). C'est pourquoi l'Institut Mérieux a également mis au point et développé un test immunologique qui assure le dépistage des sujets pouvant bénéficier de la vaccination. La commercialisation d'un tel test était un préalable indispensable à celle du vaccin qui avait déjà reçu, il y a quelque temps, son autorisation de mise sur le marché.

« Selon toute vraisemblance, le vaccin pourra être proposé au public dans quelques mois », nous a indiqué le professeur Roux. Compte tenu des caractéristiques de la maladie et de l'absence sur le marché de thérapeutique préventive, un tel résultat est un événement médical qui pourrait connaître d'importantes retombées commerciales.

JEAN-YVES NAU.

Le commissaire Tourne s'installe à Bayonne

Le commissaire Alain Tourne, sous-préfet chargé de la coordination des différents services de police dans le département des Pyrénées-Atlantiques, jusqu'à présent basé à Pau, va s'installer à Bayonne. M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a pris cette décision le 3 avril, lors d'une réunion en présence du préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Bernard Landouzy, et « de tous les fonctionnaires compétents de ce département ».

D'autre part, quatre réfugiés basques espagnols ont été condamnés, le 3 avril, à des peines de prison, en partie assorties de sursis, par le tribunal de grande instance de Bayonne pour délit de port d'armes. L'un d'entre eux, M. Jean-Ricardo Uribeaga Repulle, était un compagnon de travail de Jean-Pierre Leiba, assassiné par meurtre le 1^{er} mars par un commando.

« La fermeture du bureau de presse de la police judiciaire. - Une délégation du bureau de l'Association des journalistes d'information sur la police a été reçue jeudi 5 avril par M. Robert Bouchery, procureur général près la cour d'appel de Paris. Elle lui a exprimé ses inquiétudes après la décision de fermeture par le préfet de police de la salle de presse de la police judiciaire et lui a demandé d'intervenir auprès des officiers de police judiciaire qui sont placés sous l'autorité du parquet général pour que ceux-ci puissent permettre aux journalistes de contrôler et de vérifier leurs informations.

« Mort du journaliste Jean Marvier. - Le journaliste Jean Marvier, apprenant le 7 avril, est mort à l'âge de cinquante-huit ans. Entré dans la profession en 1954, Jean Marvier a collaboré à plusieurs hebdomadaires : *Jours de France*, *Minute*, et *Paris-Match*. Il fut également rédacteur en chef du mensuel *Le Cri des bêtes* auquel devaient collaborer Georges Figon, l'un des principaux témoins de l'affaire Ben Barka, dont il recueillit le récit publié par *L'Express* en janvier 1966.

Les obsèques de Jean Marvier seront célébrées, le lundi 9 avril, en l'église de Saint-Thomas d'Aquin, où une messe sera dite à 10 h 30.

Un centre de recherches sur la moelle à Montpellier

Montpellier. - Un centre de recherches sur la moelle, le premier en Europe, sera construit à Montpellier avant la fin de l'année. Il sera situé à proximité de la clinique Propara, spécialisée dans l'accueil des handicapés physiques et qui a permis, à la suite des travaux du professeur Rabichon (INSERM), d'améliorer mécaniquement les conditions de motricité des paraplégiques et tétraplégiques.

Le nouveau centre orientera ses recherches sur la greffe de moelle. Cette initiative résulte de la rencontre entre le professeur Claude Gros, chef de clinique neurochirurgicale, et M. Michel Gilbert, lui-même paraplégique, fondateur et président du Mouvement des victimes d'accidents de la vie. Le financement de ce projet, dû à une initiative privée, s'élève à 9 millions de francs. (Corresp.)

« Une compagnie privée américaine achète deux Airbus A-300. - Northeastern International Airways va acquérir en juin deux nouveaux Airbus A-300, d'occasion comme les deux premiers A-300 achetés par cette même compagnie à Airbus Industrie en février dernier. Northeastern International Airways, créée il y a deux ans environ, emploie mille deux cents personnes, et exploite une douzaine d'appareils (A-300, Boeing-737, DC-8).

« RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous affirmions (*Le Monde* du 15 mars), le professeur d'espagnol tué par son élève dans un lycée de Castres, Vincent André, n'avait pas d'enfant. M. André nous demande de rétablir cette vérité - pour le respect de notre respect de son mari, pour le respect de ceux qui nous aiment ».

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

différent.

A l'école Américaine du Tassin ou en Angleterre.

Swiss - Quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou espagnol. Plus de 120 heures de cours pour les jeunes, entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

Anglais - Quatre semaines de cours intensifs de 60 heures pour les jeunes, entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

En Suisse comme en Angleterre, activités sportives, sports, musique, théâtre, excursions, excursions.

Demandes prospectus gratuits à :
21010, Villeneuve-la-Garenne, France. Tél. 01 47 02 00 00. Tél. 01 47 02 00 00.

21010, Villeneuve-la-Garenne, France. Tél. 01 47 02 00 00. Tél. 01 47 02 00 00.

The American School in Switzerland

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

M. Badinter

n'a pas été plébiscité

Le plébiscite de M. Badinter, mardi 3 avril aux « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, n'en était pas un. Dans un communiqué publié vendredi 6, la présidence de la chaîne explique qu'il y a eu « des erreurs dans l'interprétation des appels des téléspectateurs ». Au cours de l'émission, M^{me} Anne-Marie Lamory, rédactrice en chef adjointe de l'émission, avait annoncé que 9 téléspectateurs sur 10 étaient favorables à la politique du garde des sceaux (le Monde du 5 avril). M^{me} Lamory se fonde, affirmait-elle, sur les appels reçus par les standards de SVP.

Les responsables d'Antenne 2 confirment l'information publiée par le *Figaro* du 5 avril : les indications données par M^{me} Lamory étaient partielles. A l'ouverture du débat, SVP avait recensé 76 appels approuvant la politique de M. Badinter, 12 s'exprimaient en termes injurieux à son égard. C'est à partir de ces chiffres qu'on a parlé de plébiscite. En réalité, il y a eu, au cours de l'émission, 7 500 appels en tout. Mais il s'agit, pour la plupart, de questions techniques sur la justice qui ne furent pas retenues par M^{me} Lamory dans son compte rendu, car, à ses yeux, elles n'exprimaient pas d'opinions tranchées à l'égard du ministre de la justice. A la fin de l'émission, le bilan des appels « personnalisés » était le suivant : 325 pour et 80 contre.

La présidence d'Antenne 2 a annoncé une enquête. « Au vu des résultats, précise la communication, des mesures seront prises pour éviter qu'une situation comparable se reproduise ».

L'Association professionnelle des magistrats (droite) a fait part de son intention de saisir le Haute Autorité de la communication audiovisuelle. M. Joseph Pasteur, délégué du président d'Antenne 2 pour l'information et les programmes, a déclaré : « Si il y a eu une erreur ou une dérive, il n'y a certainement pas eu de manipulation. » Pour M. Armand Journot, le producteur de l'émission, « SVP reste un instrument fiable (pour mesure) une tendance, et, à notre propre surprise, nous n'avons pas rencontré de majorité hostile au garde des sceaux (...) Nous n'avons à aucun moment retrouvé le reflet de cette haine qui s'élève dans certains articles où l'on rend Robert Badinter responsable de la criminalité et de la délinquance ».

[Le dernier sondage sur la popularité de M. Badinter (IFOP, mars 1984) fait apparaître 58 % d'opinions défavorables et 24 % de favorables. Le meilleur score obtenu par le garde des sceaux est celui enregistré par l'IFOP en septembre 1981 : 35 % d'opinions défavorables et 16 % de défavorables. Le plus mauvais score obtenu à juin 1983 : 45 % d'opinions défavorables et 28 % de favorables (BVA).]

LE PARQUET DE CRÉTEL EST SAISI SUR L'AFFAIRE DU FICHIER DE SKF

La commission nationale de l'information et des libertés, qui a la charge de protéger les atteintes à la vie privée causées par l'information, a décidé de transmettre au parquet de Créteil le dossier relatif à l'entreprise SKF d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). L'existence de ce fichier, constitué en vue de l'embauche de salariés, avait été révélée le 22 mars par *L'Humanité* après sa découverte par des grévistes de la CGT qui occupaient les locaux (*Le Monde* du 23 mars). Les pièces produites montraient que des enquêtes étaient menées sur la vie syndicale et même privée des candidats.

La commission de l'information et des libertés, que préside M. Jean Rosenwald, avait décidé de se saisir de cette affaire, comme l'y autorise la loi. Mais c'est la première fois depuis sa création, le 6 janvier 1978, qu'elle donne une suite judiciaire à un dossier de sa compétence. La direction de la société SKF soutient que le fichier incriminé faisait d'« enquêtes de moralité et traitait de courants » motivés par des raisons de sécurité dans l'entreprise où s'étaient produits divers incidents depuis 1970.

Postes en baisse concours de l'agrégation et du CAPES

Le nombre des postes ouverts aux concours de recrutement des professeurs certifiés du second degré (CAPES-CAPET) baisse, en 1984 par rapport à 1983, de 4 626 postes à 4 050. Il en est de même pour les concours d'agrégation qui recrutent 1 111 professeurs contre 1 200 l'année dernière.

Les arrêtés du ministre de l'éducation nationale fixant ces quotas ont été publiés au *Journal officiel* du jeudi 5 avril et précisent la répartition des postes par discipline.

Pour l'agrégation, les diminutions affectent la majorité des matières. Seuls, la grammaire, le génie électri-

que et le génie civil enregistrent une augmentation des postes d'agrégés. En ce qui concerne le CAPES, les diminutions touchent les lettres classiques (200 postes au lieu de 274), l'histoire (265 au lieu de 320), l'anglais (266 au lieu de 340), les sciences économiques et sociales (90 au lieu de 135), l'administration des entreprises et des collectivités (170 au lieu de 240) et la gestion (295 au lieu de 430).

Cette évolution reflète les tendances budgétaires qui réduisent, d'année en année, le nombre des postes nouveaux d'enseignants : 31 000 en 1981 et 1982, 8 368 en 1983 et 2 531 en 1984.

Société

DEMI-VACANCES AU PALAIS

Les misères de la correctionnelle

Du côté cour, monte le bruit des moteurs des fourgons cellulaires. Du côté coulir, un ouvrier manie quelque part une perceuse. Entre ces nuisances, la seizième chambre correctionnelle juge. Avec la vingt-troisième, sa voisine de palier, toujours encombrée des infractions à la législation sur les étrangers, elle est la seule à maintenir, du 2 au 14 avril, une activité d'audience pénale. C'est le temps au Palais de justice de Paris du « service allégé » depuis que le mot de « vacances » judiciaires a été banni du vocabulaire officiel. Du même coup, c'est la période des présidences inhabituelles, des compositions de juridictions surprenantes amenant à siéger ici des magistrats qui ont normalement ailleurs leurs activités.

Voici, par exemple, M. Emile Cabié, le président attitré de la dix-septième chambre, arraché à ses affaires de presse et de diffamation pour examiner un vol de manteau dans une voiture par un malfaiteur en chômage, ancien de la guerre d'Algérie, et dont son avocat dira que, après cinq ans de baroud dans les djebels, il n'a jamais pu retrouver dans l'ordinaire de la vie civile. Six mois de prison pour ce « dérivé ». Voici encore, le lendemain, M. Jean-Jacques Gomez, le jeune président de l'Union syndicale des magistrats, assesseur aux côtés de M. Bernard Poignard, pour écouter le Camerounais Henri Chapel, qui ne convaincra pas de sa qualité d'innocent touriste, mécanicien en Espagne, car les policiers l'ont bel et bien vu refléter à un autre, du côté de la place Clichy, une enveloppe avec 1 g d'héroïne. Six mois encore, assortis d'une interdiction définitive du territoire français.

Mains gonflées

Ce sont ces affaires, les misères du quotidien. Elles sont tristes et grises, comme ceux qui ont à répondre. Visages et silhouettes d'ombre, comme marqués par l'ombre de la prison. On les amène par fourgon de quatre ou cinq. Ils ont tous ce geste, devenu automatique, de tendre, dès l'entrée dans le box, leurs mains menottées, pour être délivrés de

ces entraves et qu'ainsi soit respectée la disposition du code de procédure pénale qui veut que le prévenu comparaisse « libre ». Ironie du mot... Tout aussi machinalement, les gardes délivrent, avec leurs petites clés, ces mains prisonnières et toujours marquées par cette congestion des prisons qui les gonfle et les viole.

Des avocats stagiaires

C'est l'instant bref où les regards se portent vers la salle, vers l'épouse, la compagne, l'amie, qui, peut-être, seront là, et avec lesquels, s'ils sont là, s'échange un sourire, s'esquisse un geste. Rites de toujours. Après, c'est le temps de l'interrogatoire, avec ses rituels, lui aussi. « Vous vous appelez ? » Ils ont chacun leur façon de répondre. Les chevronnés, qui ont déjà connu la musique, savent que le nom se donne avant le prénom. « Vous habitez où ? » « J'habite... » Le tribunal exige de la précision. Le domicile fixe vaut mieux que l'incertitude, que l'indication d'un hôtel vaguement situé et dont on imagine, de toute façon, qu'il est de la sinistre classe de ceux de la Goutte d'Or ou d'une banlieue lointaine.

Et puis, non moins rituelle et importante, la demande sur les ressources. « Profession ? » Ils en ont tous une à déclarer : peintre, menuisier. Mais l'employeur fait défaut. Et, pour le tribunal, c'est plutôt fâcheux. Car la simple raison incite déjà à penser que, s'il n'y a pas d'employeur, il n'y a pas preuve de ressources et que le trafic de drogue a son mobile. Alors, que dire, sinon qu'on travaille au noir.

Suit l'épreuve du casier judiciaire. Les délinquants primaires sont rares en ces jours de « service allégé ». « Vous avez déjà été condamné ? » De toute façon, le casier, le fameux et redoutable casier, est dans le dossier. Ils le savent bien tous. Alors, ils se tendent la lecture, sachant trop bien ce qu'il en sera.

Ces préambules finis, on aborde l'affaire. C'est un vol « à l'arraché » sur la voie publique, une effraction de voiture pour s'emparer d'un auto-radio et des

cassettes qui traînent. Une ronde de police passait par là, et l'on s'est fait prendre après quelques minutes de course-poursuite. On peut toujours nier. Le gardien de la paix qui vous a surpris est là, de l'autre côté de la porte, attendant de témoigner. Le moment venu, son képi sous le bras et serment prêt, il fera son récit de la nuit, il reconnaîtra l'homme du box.

« Vous avez entendu ? Qu'avez-vous à dire ? » Ils n'ont rien à dire. C'est en même temps. Ce sera à l'avocat de tenter de trouver dans le mince dossier la « contradiction », le « fait troublant autorisant le doute ». Ils se battent bien ces avocats stagiaires, le plus souvent commis d'office, même s'il arrive que le président les oblige et puisse parfois annoncer l'impressionnisme d'une mise en délibéré croyant qu'il n'y a pas de défendeur... Il faut alors réparer la bêtise avec une souris d'excuse. Au pupitre du ministère public, le représentant du parquet est, lui, à l'abri des ces « accidents ».

Dans la salle, le public des habitués — des abonnés, pourrait-on dire — ne s'ennuie guère de ce genre de « comas ». Il y trouve plutôt sujet de distraction. Car le temps du « service allégé » déconcerte cette petite troupe de fidèles qui ont lié ici, au fil des ans, amitiés et complicités.

Chacun a sa petite idée sur la façon de présider de tel ou tel. De toute évidence, on veut du piquant, du plaisant. On goûte les traits du président X avec qui, « au moins, on s'amuse », mais qui « ne veut pas quand même son collègue des années 70. Oh ! oui ça doit bien faire dix ans qu'il est parti ». Ils ne sont pas racistes non plus les fidèles, c'est juré. Mais, tout de même, il faut bien dire ce qui est. Alors ils le disent, et quand ils le voient paraître la « fourde » suivante, où les Algériens, les Tunisiens, côtoient les Noirs, ils ne peuvent se retenir d'ironiser : « Rien que des visages pâles. Rien que des Bretons... » Quand on vient pour s'amuser, il faut bien s'amuser comme on peut, aujourd'hui comme hier et comme demain.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Les arrière-boutiques du recel

Curieuse prise d'otage, le 6 mars dernier, à la bijouterie Ferron de l'avenue Victor-Hugo (Paris-16). Après avoir séquestré une vendeuse durant deux heures, un jeune malfaiteur yougoslave, Mervudin Hasimbegovic, se rend aux policiers de la brigade de répression du banditisme. Il venait tout simplement se faire payer des bijoux volés remis quelques jours auparavant à M. Pierre Ferron, propriétaire de deux bijouteries parisiennes. Ce dernier commença par nier orgueilleusement connaître le petit voleur. Mais il est confondu par le témoignage du personnel d'un grand hôtel où il avait effectivement rencontré son « fournisseur ».

Et d'un ! ont dit les policiers. L'inculpation le 30 mars, pour recel de vol aggravé, de M. Ferron, donne un coup de projecteur sur l'arrière-boutique de certains commerçants au-dessus de tout soupçon. Combien d'antiquaires, marchands d'art, bijoutiers continuent-ils à proposer de la marchandise volée ?

En toute bonne ou mauvaise foi, c'est selon. Mais quel assure de l'impunité. Depuis 1981, la jurisprudence de la Cour de cassation oblige le ministère public à prouver la mauvaise foi des recuteurs. Une mission presque impossible : « Ces gens ont du bagout, ils sont bien habillés et peuvent se payer les meilleurs avocats, déplore un magistrat. Ils s'en tirent toujours ! »

La contre-exemple le plus illustre reste le célèbre marchand de tableaux Paul Pétrosidis, condamné à quatre ans d'emprisonnement en 1980. Jusqu'au bout, il persista à nier avoir acheté des toiles provenant d'un cambriolage chez le PDG de Benetton, M. Albert Lupatini. Mais, le plus souvent, faute de preuves, les tribunaux relaxent. Un marchand spécialisé, — candidat à un poste d'expert auprès des tribunaux — a été acheté 3 000 F une statuette volée du Croissant fertile de l'époque d'Abraham, d'une valeur inestimable. Ecroué par le

juge d'instruction, il fut relaxé. Impossible de faire la moindre preuve. Dans la chaîne des recuteurs succède d'un objet volé, à quel maître s'arrête la mauvaise foi ? Au petit « fourgon », brocanteur de seconde zone qui souvent, dans les heures qui suivent le vol, rachète la marchandise au « braqueur » au dixième de son prix estimé ? Au second brocanteur à qui cette marchandise est ensuite revendue ? A l'antiquaire, au joellier cooeu chez qui l'objet commence une seconde carrière ?

« Au bout du fil »

Une chose est sûre : les réseaux de recel sont remarquablement structurés. L'aventure de Jean-Claude en témoigne. Educateur, il reçoit fréquemment chez lui de jeunes toxicomanes. « Un jour, je trouve ma porte fracturée : on m'avait dérobé un Marie Laurencin. J'ai demandé à un de mes toxicos à qui il fourguait d'habitude les toiles anciennes. Il m'a donné un nom. Je suis allé voir le fourgon. Je l'ai attrapé au bout du fil et je lui ai fait un peu peur. Il n'avait pas ma toile, mais trois jours plus tard, il l'avait retrouvée. C'était un petit mec minable mais un professionnel : il avait la Gazette de l'Hôtel Drouot. »

Pour dissuader les malfaiteurs de s'adresser aux bijoutiers, le législateur oblige ces derniers à se rendre au domicile de leurs fournisseurs pour les payer. Le bijoutier peut ainsi apprécier théoriquement si le confort de l'appartement de son fournisseur est en rapport avec la valeur des bijoux vendus. Dans la pratique, rares sont les bijoutiers qui se conforment à cette obligation. Pour brouiller encore les pistes, il est exceptionnel que les objets volés en France demeurent sur le territoire. « La plupart des œuvres d'art ou des bijoux arrivent en Belgique dans les heures qui suivent le casse », estime un magistrat.

SPORTS

GOLF

Gery Watine remporte la première épreuve de la saison

De notre envoyé spécial

Canes. — Le Français Gery Watine a gagné, vendredi 6 avril, à Canes-Maudouze, l'Open Jean-Desprez, première épreuve de la saison du circuit professionnel français. Il réalisait un total de 276, soit moins 8 au-dessous du par, le champion de France 1981 à battu l'Italien Aldo Casera et le Français Jean Garabide, qui ont réussi pour leur part un total de 281.

Le golf français a peut-être trouvé la « locomotive » qu'il cherche désespérément depuis près de dix ans. Avec un physique d'acteur de cinéma et une personnalité attachante, Gery Watine est probablement le joueur le plus populaire du golf français. Réussira-t-il pour autant à devenir un jour l'incontestable numéro 1 ? La question est posée. Watine qui, en 1981, est devenu champion de France, s'a pas confirmé, les années suivantes, les espoirs placés en lui. Certains disent même que sa saison 1983 a été catastrophique. Le jeune homme ne conçoit, semble-t-il, pas avec de temps à l'entraînement. Gery ne fait pas la même analyse. Il attribue la responsabilité de

ses contre-performances à son manque au bras gauche. Le champion n'a toutefois pas été étonné de recevoir une leçon de Jean Garabide, qui, à cinquante ans, tient toujours son rang sur les greens.

Après avoir indiqué qu'il ne dispenserait pas en juillet l'Open britannique, réunion des plus grandes stars mondiales du golf — parce qu'il préfère organiser des stages de golf rémunérateurs — Gery Watine s'est attiré la réplique cinglante de son aîné : « Si les jeunes Français veulent progresser, il faut qu'ils s'agrippent au contact des meilleurs étrangers ». En clair, il serait préférable que les jeunes participants du jeune champion ne prennent pas le pas sur la haute compétition.

Gery Watine s'est contenté de sourire : il avait parfaitement compris la leçon. Reste à savoir s'il mettra en pratique le conseil du vieux champion : « Si d'ici au mois de juillet je constate que je joue bien, je changerai peut-être d'avis ». A trente ans, le champion a prouvé, en tout cas, à Canes, qu'il avait suffisamment de nerfs pour affronter désormais le circuit européen. Tous les jeunes étrangers en ont fait les frais.

GILLES MARTINEAU.

L'heure d'été contestée

De notre correspondant

Bordeaux. — En France, la contestation de l'heure d'été est partie de Libourne, en Gironde, après la communication d'un pédiatre dans une revue médicale. En moins d'un an, l'Association contre l'heure d'été a recueilli deux mille adhésions et douze mille signatures.

Alois pédiatre à l'hôpital de Libourne, le docteur Boris Sandler s'est alarmé, à partir de 1979, du nombre d'enfants amenés par leurs mères pour troubles du sommeil : « Le soir, il ne veut pas s'endormir. Le matin, impossible de le tirer du lit pour aller à l'école », disent-elles. « J'ai d'abord fait comme tout le monde, prescrit des médicaments, puis j'ai établi le rapport avec la mise en place de l'heure d'été », explique le docteur Sandler, aujourd'hui professeur à l'université Bordeaux-II et chef du service de pédiatrie de l'hôpital Pellegrin. « J'ai alors été obligé de leur conseiller de coucher les enfants plus tôt. Facile à dire. Pas facile à faire dans un système où l'habitat collectif prédomine. »

Une première publication dans une revue de praticiens sur les effets cliniques de l'adoption de l'heure d'été a entraîné des réactions immédiates : d'abord des médecins, puis des enseignants et des parents d'élèves. Les bases de l'Association contre l'heure d'été (1) étaient jetées.

Le docteur Sandler et son association s'élèvent, tout particulièrement, contre l'affirmation selon laquelle les deux tiers des gens sont favorables à l'heure d'été : « Je ne sais pas sur quelles données on s'appuie. Je ne pense pas, par exemple, qu'on ait tenu compte des enfants, qui représentent 30 % de la population. »

Le professeur Sandler cite aussi les agriculteurs, les travail-



PESSIER.

leurs postés qui font les trois huit, le personnel des centres de tri, enfin les pensionnaires des maisons de retraite et les personnes hospitalisées qui voient s'écouler d'interminables soirées après le dîner.

Et ce au nom d'économies d'énergie dont, selon lui, la réalité n'est pas prouvée : « On nous parle d'une économie d'énergie de 300 000 Twp (tonne équivalente pétrole). Ce chiffre dérisoire ne représente que la consommation d'une journée et, surtout, il n'est nullement établi. C'est ainsi par exemple que l'Institut de l'éclairage est persuadé du contraire. Ne parlons pas des effets pervers, qui ne sont pas pris en compte : de ces gens qui vont à la plage ou sortent davantage le soir. Ils brûlent en essence ce qu'ils économisent en électricité. »

Engagé presque par hasard dans la contestation de cette as-

sociation, le professeur Sandler dit recevoir, encore à l'heure actuelle, une cinquantaine de lettres par jour. Les contestations servent à financer le secrétariat, à lancer les pétitions. Son association a recueilli douze mille signatures. Il espère atteindre rapidement les cent mille et convaincre les pouvoirs publics d'abandonner cette heure d'été dans laquelle il voyait « un gadget typiquement giscardien » et qui a pourtant été maintenue sous M. Mitterrand. Les inconvénients de ce système touchent à la qualité de la vie de millions dont le docteur Sandler pense qu'ils pourraient faire une majorité si on en faisait l'adoption.

PIERRE CHENRIAU.

(1) 21, chemin de la Toussaint, 33500 Libourne.

LUNETTES DU NOUVEAU!

LES VERRES STUDIO 200

- reflets supprimés
- luminosité accrue
- rayons ultra-violet filtrés
- toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES! COUREZ CHEZ LEROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus:

104, Champs-Élysées AO 147, rue de Rennes AO 127, St-Ambroise 11, bd du Palais 5, place des Terres AO 30, bd Barbès 188, rue de Lyon A

27, bd St-Michel OM

Rayons spécialisés: - A: optométriste - C: opticien de contact - B: travaux plastiques

Un haut fonctionnaire suisse, en visite à Paris, a ainsi eu la surprise de découvrir, chez un antiquaire des environs du Palais-Royal, le salon de sa mère décédée trois mois auparavant. Dérobé grâce à la complicité de l'artisan chargé de poser un système d'alarme sur la porte de l'appartement de la défunte, les meubles avaient aussitôt franchi la frontière.

Autre moyen de « blanchir » le fruit d'un larcin : le faire changer de main au cours d'une vente publique. Dément répertorié sur un catalogue officiel, il bénéficie ainsi d'une nouvelle « virginité ». Autant de « ficelles » qui entravent la répression. Selon certaines estimations — officiellement vérifiables, — un objet d'art sur deux en vente aujourd'hui aurait été dérobé à un moment ou à un autre de sa carrière.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

CARNET

Décès

M^{me} Louise Wurmsier, née M^{me} Jean Marcori, Frédéric et Thérèse Marcori, M. et M^{me} Frédéric (Frédéric Robert) Wurmsier. Les familles Eisenmann, Voirel et Arles-Chaun. Le comité central de Parti communiste français. Le journal l'Humanité. La fédération de Paris du Parti communiste français. La cellule Georges, ont la tristesse de faire part du décès de

André WURMSIER, écrivain et journaliste, survenu le 6 avril 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Un hommage lui sera rendu le mardi 10 avril, à 11 heures, à l'Humanité, 6, boulevard Poissonnière, à Paris-9.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Père-Lachaise.

Selon la volonté du défunt, prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes. (Voir page 8.)

Remerciements

— Simone Weibel Richard, profondément touchée par les marques d'affection qui lui ont été adressées lors du décès de son époux,

Robert WEIBEL RICHARD,

mercure tous ses amis.

Leurs témoignages d'affection et de reconnaissance envers son mari lui sont une aide en cette cruelle épreuve.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Bordeaux-III, vendredi 13 avril, à 14 h 30, salle des Actes, M. Jean-Baptiste Orsman : « Nom et statut de la maison baroque au Moyen Age, étude sur la toponymie d'habitat et l'histoire médiévale au Basque-Navarre, Labourd et Soule. »

— Université Paris-III, mercredi 18 avril, à 14 heures, salle Gréard, M. Yves Vade : « Les enchantements : écriture imaginaire et magie dans la littérature française de Chateaubriand à Rimbaud. »

— Université Paris-V, mercredi 18 avril, à 14 heures, salle Liard, M^{me} Ruth Mannheim (née Milgram) : « Langage et folie. Essai de psychorhetorique. »

— Université Paris-V, jeudi 19 avril, salle Gréard, à 13 heures, M. Bakary Coulibaly : « Le jula, véhicule de l'histoire de l'écriture phonétique, morphologie, syntaxe et règles de transcription orthographique. »

— Université Paris-IV, jeudi 19 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Christian Hermann : « L'Eglise d'Espagne sous le patronage royal (1476-1834). Essai d'écologie politique. »

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 AVRIL

« La montagne Sainte-Gervaise », 14 h 30, devant Saint-Etienne-du-Mont, M^{me} Dubern.

« Exposition Trémois », 15 heures, 11, quai Conti, M^{me} Hulot.

« Musée de l'Armée », 15 heures, entrée, cour d'honneur, M^{me} Hulot. (Caisse nationale des monuments historiques).

« Autour du Luxembourg », 15 heures, 1, rue de Valenciennes, (B. Czorny).

« L'Inventaire de Paris », 15 heures, métro Sully-Morland, M^{me} Haller.

« La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

MARDI 10 AVRIL

« La montagne présente aux enfants », 14 h 30, entrée place du Palais-de-Justice, M^{me} Hulot.

« Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M^{me} Legrégois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris sur le fil).

Culture

Mirages de la décadence

« Habille ton âme d'une robe magique et, pour un instant, sois un acteur... » recommande Jean Voigt, scénographe danois, créateur de costumes, qui a fait ses classes en haute couture, à Paris, chez Balenciaga. Il expose quelques œuvres à la Maison du Danemark, sous le titre « Mirages de la décadence ».

Le jour du vernissage, un fantôme en crinoline noire hantait la foule, de longues filles emprisonnées dans de longues tuniques alourdies d'énormes cabochons remuaient les bras et le cou avec des lenteurs d'aigle, face à des troubadours aux visages entièrement verts. Une femme, nue sous une robe de

tulle, avançait, sa cheville serrée dans une bottine à lacets.

La décadence, selon Jean Voigt, est une affaire de dentelles décapotées, de couleurs malades, de bijoux métalliques, de caillottes hérissées qui travestissent les humains, les métamorphosent en insectes, en fleurs carnivores. Jean Voigt évoque parfois Pierre Loti, et se réfère à Jean Cocteau. On trouve là les traces du château de la Belle et la Bête, ou devant un dessin au trait ou la photo d'un beau macho, les fantasmes d'un bar SM.

C.G.

« L'ANGE », UN FILM DE PATRICK BOKANOWSKI

Métamorphoses de la lumière

DANS une chambre, l'homme au sabre perce cent fois la poupée suspendue au plafond par une ficelle. Dans une autre, la servante hollandaise ne cesse de porter des cruches de lait sur une table, d'où elles tombent en un désastre toujours recommencé, tandis qu'immobile, impuissant, l'homme sans mains contemple la scène. Ailleurs, dans le désordre de la bibliothèque, une douzaine de bibliothécaires s'agitent, déplaçant les amas de livres : ils sont identiques les uns aux autres, jumeaux monstrueusement interchangeables. Ailleurs encore (et cette fois la chambre est devenue une plage), la femme nue est enfermée dans une cage de verre que viennent vainement heurter de leurs armes les guerriers sans ombre. En une autre pièce, le peintre regarde son modèle à travers l'étrange « porillon » que dessina jadis Albrecht Dürer. Dans sa baignoire, l'homme au bain n'a d'autre tâche que de se laver éternellement. Existait aussi l'homme qui joue avec des pierres précieuses, la femme qui coud, sorte de dentellière. Se rencontrent aussi l'ange qui l'on n'est jamais sûr d'avoir bien vu, dont on n'est pas sûr qu'il existe, l'ange dont les ailes semblent formées d'une lumière fragmentée.

L'ange est là et n'est pas là. On l'entrevoit sur des escaliers qui évoquent ceux des gravures de Piranesi. Il ne règne pas sur le monde dispersé dans lequel on croit parfois le percevoir. Il n'annonce rien. Il n'est sans doute le message de personne, sinon de l'épigramme lumineuse, sinon d'un feu caché. Il ne vient pas donner un sens à l'univers. Il est présent (en une présence d'ailleurs fugitive, incertaine) pour désigner d'irréductibles absences, pour écartier toute interprétation trop simple. Il est l'ennemi des dictionnaires et des clés des songes. Il est peut-être celui sur qui les bibliothécaires jumeaux cherchent vainement des renseignements dans les livres qu'ils bouleversent. Il est peut-être celui que l'homme au sabre ne cesse de tuer en perçant la poupée qui, insaisissable, le défie. Il est aussi difficile à atteindre que le lait répandu sur le sol, que la femme nue enfermée dans sa cage de verre, à la fois protégée et prisonnière, intouchable. Il est l'impossible : celui qui rend vains les pouvoirs, les désirs de maîtrise.

(*) Philosophe, écrivain, professeur d'esthétique à Nanterre.

Le monde où, équivoque, l'ange circule, ce monde que construit le film de Patrick Bokanowski, est sans doute le nôtre. Mais il ne ressemble pas à celui que la plupart des films et des livres veulent nous faire croire le seul vrai. Il est un monde neuf, refusant celui dont les parcelles de l'œil et de la pensée nous imposent les caractères stéréotypés. Patrick Bokanowski lutte en particulier pour des « optiques subjectives », contre les pellicules standardisées, contre les « objectifs » photographiques qui imposent (sans l'avouer) des modes de vision uniformisés. « L'idée, dit-il à Michel Chion, de l'objectivité est folle ! Dans deux ou trois cents ans, je suis sûr que ça les fera rire. » Dans son film, des espaces étranges se succèdent tout autour de l'escalier tourbillonnant. On passe d'un espace strié (voisin de celui des gravures) à un espace de taches lumineuses et d'ombres, on à une étendue désertique qui succède aux mirages. A des univers colorés succèdent divers univers monochromes. A chaque instant, les points de vue changent et les chambres révèlent des éléments jusqu'alors dissimulés. Parfois, des moments successifs apparaissent simultanément dans le même lieu. Parfois (comme dans les films de Méliès, comme dans certains dessins animés), les objets changent de place d'une seconde à l'autre, comme si les décisions des magiciens avaient aboli toute stabilité du monde.

Dans les lieux hantés par l'ange, les métamorphoses de la lumière et les transformations des espaces ne sont ni plus ni moins importantes que les actes humains. Ni plus ni moins importants : également essentiels.

Et les actes humains sont nombreux. Les lieux ouverts à l'ange ne sont ni serres ni ascétiques. On y travaille. On y utilise sabre et autres armes. Des femmes nues y sont désirées. Des fruits et du lait y sont à la fois offerts et dérobés. Les individus s'y définissent par leurs actes, non par leur nom. Ils se parlent pas et ne cessent d'agir, marionnettes systématiques : celui qui se lave ; celui qui porte la cruche ; celui qui manie son sabre ; ceux qui se heurtent aux obstacles qui s'interposent es-

tre eux et la nudité de la femme ; ceux qui déplacent, lient, empiètent, classent et déclassent les livres... Leurs têtes sont des masques qui transforment les jeux de la lumière, et nulle émotion ne s'y lit. Ils ne parlent pas, mais ils ne se meuvent pas dans le silence. Les lieux hantés par l'ange le sont également par la musique (une musique de Michèle Bokanowski, qui a été l'élève de Pierre Schaeffer). L'ange, sans doute, est aussi bien son qu'éblouissement, musique que visibilité. Il mène le jeu par les éclats lumineux de ses ailes, par les vertiges de l'escalier qu'il parcourt, par les accords et dissonances de la musique.

L'ange apporte la guerre et non la paix. Il est du côté des désirs et non des renoncements. Il organise et désorganise des récits. Il incite aux répétitions et non aux satisfactions. Il apparaît sous les figures du sabre et de la poupée, du lait renversé et de la cruche qui se brise, sous celle de l'éblouissement final, dans la blancheur éclatante de l'écran.



« FRAULEIN BERLIN » UN FILM DE LOTHAR LAMBERT

Un cœur pur

Fraulein Berlin : un Berlin de grisaille sur pellicule noir et blanc. Une fraulein désespérée à la poursuite du grand amour et qui cherche l'illusion de l'espoir, divaguant d'un mage obèse à une

chironomacienne décharnée. Une âme de midinette dans un grand beau corps énergique, plus un visage asymétrique, curieusement mobile, très jeune ou très marqué le temps d'un battement de paupière : Ulrike S.

Ulrike S. est le personnage fêché de Lothar Lambert, dont Fraulein Berlin est le quatrième film. Il lui arrange des histoires, brode autour de sa vie, et elle promène son sentimentalisme, sa sensualité, ses désirs vagues et tourmentés dans le petit milieu clos de l'« underground ». De ce milieu, le film est l'image avec son côté brinquebalant, avec sa bande son où s'enchaînent des disques de variétés particulièrement langoureux et des dialogues qui correspondent à l'action, mais sont — volontairement — décalés. Et quand, à l'intérieur de l'histoire, on voit dans quelles conditions se tourne ce genre de production, on comprend pourquoi la caméra virole à donner le tournis.

On le voit à l'occasion d'une scène irrésistible : Ulrike S., perdue et fauchée à New-York, accepte de participer à un film porno-lesbien-féministe. Le caméraman est habillé comme les interprètes : lanières de cuir, anneaux de métal. Ses genoux cagneux à demi-pilés, il suit comme il peut la bagarre entre deux femmes, sans autre réaction qu'un sourire béat, tandis que la réalisatrice, entièrement vêtue, elle, promène comme un pendule un micro au-dessus des corps.

Lothar Lambert se moque. Il ne se révolte pas. Il aime ce monde rétréci — le sien — qui se nourrit de lui-même, ces génies de moyens métrages tournés en trois jours, cette esthétique — la sienne — pour des magazines de petites annonces, ces stars d'un festival off dont la gloire dure le temps d'une interview express.

Le même monde à Berlin, à New-York, à Toronto où Ulrike S. va présenter « son » film porno-épouvante qui sera interdit. Elle traîne, écrasée de solitude dans l'anonymat d'une chambre marchée Sofitel où la télévision marche mal, elle s'accroche en vain à tous ceux qui s'affirment cinéastes, sourit avec une envie de mordre à des compatriotes qui, à Berlin, l'ignorent.

Ulrike S. est étonnante tant elle est décalée d'elle-même : passive et agressive, lucide et candide, avec des réactions simples :

le bon sens et des accès de colère destructrice. Une fille à la dérive comme tant d'autres, gamine aux appétits guerriers, qui veut devenir une vraie actrice, trouver le prince charmant dans un milieu majoritairement homosexuel, qui veut s'en sortir et ne saura jamais. Une victime, mais elle paraît tellement solide qu'on lui tape dessus sans même faire attention.

Lothar Lambert n'est pas un marginal ravagé. Sur ses films s'apesantit la douceur langoureuse du temps immobile — l'air de Berlin ? — comme un voile tiède dont Ulrike S. ne parvient pas à se déprendre. Lothar Lambert ne fait grâce de rien, d'aucune ambition destructrice et non plus d'aucun rêve brillant ou attendrissant. Il ne caricature pas. On l'imagine comme quelqu'un qui tape sur le bras d'un copain pour lui dire : « Tu es une tache sur le monde ».

COLETTE GODARD.
* Voir les films suivants.

Les films subjectifs

Fraulein Berlin est distribué par les « Films subjectifs », comme toute la production de Lothar Lambert. L'équipe a également distribué *Méla Water*, de Fritz Poppeberg. Elle ne se spécialise pas dans le cinéma allemand, mais dans le cinéma indépendant, avec toutes ses formes. Elle présente identiquement de Galina Mouskine *Kenneth Dikite* — un film tout public — et attend de Pologne une série de courts et longs métrages, expérimentaux et politiques.

Les Subjectifs sont installés dans une galerie, « Image », 5, rue Claude-Lorraine, que leur a permis d'occuper le ministère de la Culture. Mais le sous-titrage, la promotion de ces copies qui n'ont jamais dans les grands circuits, sont à leur charge. Ils exposent des photos, présentent des films dans leur petite salle de projection équipée en super-8, 16 et 35 mm, et vidéo. Ils sont ouverts, curieux, disponibles, amènes. Hier, comme aujourd'hui, ils travaillent en professionnels.

« L'acteur japonais Kazuo Hasegawa est mort le 6 avril à Tokyo d'une tumeur au cerveau. Il était dans le coma depuis le 30 mars. Il était âgé de soixante-seize ans. »

En 1908, dans une famille d'acteurs de Kabuki, Hasegawa monte sur scène à l'âge de cinq ans. Il tient alternativement les rôles de femme et de samouraï. Sa première apparition au cinéma date de 1927. Il devient immédiatement célèbre, grâce en particulier à sa beauté. En 1954 pour *Les Portes de l'enfer*, il est primé au Festival de Cannes. En 1963, après avoir tourné trois cents films, il revient sur scène dans un théâtre de Kabuki.

MAROTTES DE PARIS

André TAYON



Mardi, mercredi, dimanche : 15 h.
LE
PARAPLUIE
VOLANT
PIÈCE MUSICALE
EN 2 ACTES ET 20 TABLEAUX

Tous les soirs : 20 h 45 (sauf lundi).
SHOW INTERNATIONAL

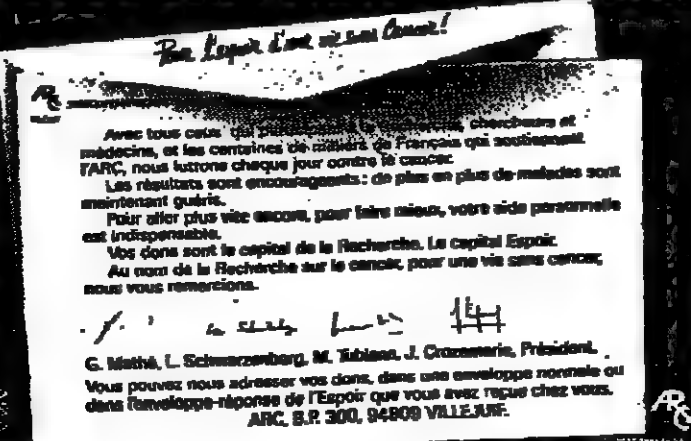
MAROTTISSIMO !

REVUE À GRAND SPECTACLE
EN 2 ACTES ET 25 TABLEAUX

Direction musicale : Michel BRANDT

THÉÂTRE TRISTAN BERNARD
RENSEIGNEMENTS, RÉSERVATIONS 522.08.40
64, rue du Rocher, 75008 PARIS - Métro : Villiers ou St Lazare

AIDER LA RECHERCHE C'EST DIRE NON AU CANCER



Avec tous ceux qui partagent la conviction que le cancer est évitable, et les centaines de milliers de Français qui soutiennent l'ARC, nous luttons chaque jour contre le cancer. Les résultats sont encourageants : de plus en plus de malades sont guéris. Pour aller plus vite encore, pour faire mieux, votre aide personnelle est indispensable. Vos dons sont le capital de la Recherche. Le capital Espoir. Au nom de la Recherche sur le cancer, pour une vie sans cancer, nous vous remercions.

Le comité de l'ARC
C. Mathis, L. Schwarzenberg, M. Sébaste, J. Crémieux, Président.
Vous pouvez nous adresser vos dons, dans une enveloppe normale ou dans l'enveloppe-repère de l'ARC que vous avez reçue chez vous.
ARC, B.P. 300, 94809 VILLEJUIF.

Economie

LA LORRAINE A L'ÉPREUVE DU CHOC SIDÉRURGIQUE

Ce qui a déjà été fait

La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) vient de dresser un tableau récapitulatif des mesures prises par le gouvernement en faveur de la Lorraine depuis 1982.

Outre les créations d'emplois (le Monde du 5 avril), ce bilan comprend deux volets.

● Les mesures de diversification industrielle

Une enveloppe de 500 millions de francs (1) a été réservée aux entreprises lorraines, elle se décompose ainsi :

- 300 millions, de 1982 à 1986, au titre des sociétés de conversion dépendant des deux groupes sidérurgiques ;
- 150 millions, de 1983 à 1987, de prêts participatifs, dont l'affectation est confiée à un comité d'engagement des prêts placé sous l'autorité du commissaire de la République de région. Une première enveloppe de 30 millions a été dérogée ;
- 50 millions, de 1983 à 1987, de crédits de politique industrielle, délégués au commissaire de la République de région par le ministère de l'Industrie et de la recherche. Ces crédits sont destinés à promouvoir les investissements de modernisation, particulièrement dans les PMI.

● La formation et la recherche

a) Enseignement supérieur.

Il s'agit de favoriser le développement technologique par la mise en place d'un dispositif complet de formation de haut niveau en direction des industries de pointe.

● IUT : sur les sept départements d'IUT nouveaux qui seront créés en 1984 en France, deux le seront en Lorraine.

● IUT de Longwy : ouverture à la rentrée 1984 d'un département de génie thermique.

● IUT de Nancy : ouverture en 1984 d'un département de génie électrique.

En outre, dès 1983, un nouveau département de génie électrique a été ouvert à l'IUT de Metz.

● Mise en place à la rentrée 1983 de nouvelles formations supérieures dans la filière électronique : Nancy (productique, automatique industrielle et informatique) et Metz (micro-électronique, informatique, opto-électronique).

● Renforcement des capacités de formation des différentes écoles d'ingénieurs de Lorraine.

● Reconstruction de la première tranche de l'Institut national polytechnique lorrain sur le plateau de Nancy-Brébois (avec l'aide de la région).

La parole est aux syndicats

(Suite de la première page.)

Qui bénéficiera de l'enveloppe prévue (500 millions de francs) ? a demandé M. Guillaume avant de se prononcer à nouveau pour le maintien à Rombas du train à fil de Sacyr.

Le gouvernement doit maintenant s'employer à apaiser la méfiance des syndicats et des autorités régionales. C'est donc sans tarder que M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a reçu vendredi soir les moyens de mener à bien sa mission dans le domaine des restructurations industrielles ; toutefois, M. Pierre Mauroy reste le véritable maître du jeu en ce qui concerne le redéploiement industriel, constaté par la lecture du communiqué publié dans la soirée par l'Hôtel Matignon.

La structure du gouvernement n'est pas modifiée. Aucun décret n'a été pris pour fixer les nouvelles attributions de M. Fabius. Seul est créé un comité interministériel.

Cette structure permanente, qui se réunira régulièrement, est placée sous la présidence du premier ministre, mais M. Laurent Fabius peut, sur délégation de M. Mauroy, en assurer la présidence lorsque celui-ci en sera empêché.

Le pouvoir de décision appartient au premier ministre, souligne-t-on à l'hôtel Matignon ; cela avait été affirmé très clairement par M. François Mitterrand au cours de sa conférence de presse. Le ministre de l'Industrie et de la recherche constitue les dossiers qui sont soumis au comité interministériel, et il est

chargé de faire appliquer les décisions prises.

M. Fabius a, toutefois, la possibilité de faire appel à des organismes, aux commissaires de la République et à des services qui, normalement, ne dépendent pas directement de lui, et qui pourront lui faciliter sa mission.

M. Fabius contraindra aussi un groupe technique permanent de hauts fonctionnaires qui réunira notamment les commissaires de la République des régions concernées.

Ce sont, au total, douze ministères qui font partie de ce comité interministériel : économie, finances et budget ; affaires sociales et solidarité nationale ; intérieur et décentralisation ; transport ; agriculture ; industrie et recherche ; éducation nationale ; urbanisme et logement ; commerce et artisanat ; formation professionnelle ; emploi et le secrétaire d'Etat placé auprès du premier ministre, M. Jean Le Garrec.

Ainsi M. Fabius figure-t-il en sixième position sur la liste.

Dans l'entourage du premier ministre, on souligne que la structure mise en place pour le redéploiement industriel n'est pas inhabituelle. Des comités interministériels permanents fonctionnent déjà à l'hôtel Matignon, notamment pour l'aménagement du territoire (CIAT) ou pour la jeunesse. Enfin, le ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, propose de recevoir, le mardi 10 avril, les responsables politiques, économiques et sociaux lorrains, a annoncé, vendredi soir, le ministre dans un communiqué.

Denis Bonvalot : une force tranquille dans la tourmente

Il est celui par lequel l'explosion n'est pas, jusqu'à maintenant, arrivée. Quarante-deux ans, une stature de colosse, dégageant une impression de « force tranquille », une voix toujours calme et posée, même au plus fort des tourmentes. L'historien syndical, si elle n'est pas ingrate, retiendra son nom : Denis Bonvalot, « patron » de la CGT de Lorraine.

Il n'est pas aisé de faire son « portrait ». Par modestie, par pudeur, l'homme se livre peu, refuse toute publicité personnelle, et, durant ces derniers événements, il a plutôt fui les caméras. Mais il est partout : sur les quais de la gare de Metz pour s'interposer entre des sidérurgistes et des militaires qui allaient en venir aux mains ; dans les rues de Longwy, pour signifier aux gendarmes du groupe « 1978-1984, même combat » (1), que la « fête » est finie ; aux états généraux de Lorraine pour faire adopter finalement la motion de l'intersyndicale (le Monde du 4 avril).

C'est son dernier combat ici : la CGT l'a choisi pour être son représentant, son ambassadeur dès le mois de juin prochain, à Prague, au sein de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Parce que c'est précisément sa dernière lutte en Lorraine, Denis Bonvalot y met toutes ses forces, toute son autorité. Tard dans la nuit et tôt dans la matinée. Cet amoureux d'Avignon et de Paul Eluard, ce frère de romanciers allemands de la première moitié du siècle, ce forcené de lecture est en même temps un homme d'action. Rêve et réalité.

Famille de gauche, père résistant tué en 1944 ; ce père qui exerçait le métier de chauffeur et qui n'a pas connu ; originaire de Langres (Haute-Marne), patrie de Denis Diderot — « d'où mon prénom » — où il est né en 1941 ; service militaire en Algérie, où le touchant, profondément les notions pacifistes et de mondialisme ; plutôt anarchiste à l'époque.

Septembre 1962. La « quille » de Lorraine est alors qualifiée de « Texas français ». Famille à Moyeuve. La choix, avec son BEPC, entre l'usine et le bureau. Denis Bonvalot opte pour les hauts fourneaux, chez De Wendel, OS 2, machiniste. Il se syndicalise d'emblée, par camaraderie, à la CFDT. La double « imposture » lui apparaît très vite : le travail ne lui plaît pas et il est asthénisé. Il quitte tout en juillet 1963.

Il entre, par le petit bout du tunnel, à la SNCF. Commissionnaires, c'est sa qualification, qui n'a pas changé d'un pouce depuis... Il débute à Varangéville (Meurthe-et-Moselle), adhère à la CGT fin 1965, après une rencontre avec des cheminots. Il est muté de partout, tant son zèle syndical semble intempérif, jusqu'à se

retrouver isolé dans un bureau à Dieulouard, au fond de la Meurthe-et-Moselle.

Cela ne l'empêche pas de fonder, comme partout où il est passé, une section syndicale. Printemps 1968 : il prend sa carte au parti communiste. Deux rencontres vont marquer sa vie : d'abord Maurice Claude, dirigeant CGT des cheminots de Nancy, qui lui donne des responsabilités départementales dans le secteur « jeunesse ». Puis Albert Balducci, secrétaire de l'union départementale (UD) CGT de Meurthe-et-Moselle, qui, juste après mai 1968, l'engage comme permanent à l'union locale (UL) de Nancy. Sa carrière syndicaliste est désormais tracée.

1968-1970 : grèves très dures, sur les salaires, les conditions de travail, les fermetures d'entreprises, notamment dans le bâtiment et la confection. Huit semaines d'arrêt de travail, en 1970, aux Grands Chaudronniers de Lorraine. Combat épique.

A partir de 1970, la « casse » — c'est son terme — commence dans la sidérurgie et s'accroît. Juste avant les élections départementales de 1974, Denis Bonvalot est nommé secrétaire de l'union départementale CGT de Meurthe-et-Moselle. Albert Balducci devient secrétaire régional. Juste avant les élections de janvier-février 1975 à Longwy, plébiscité par les instances locales et départementales du syndicat, il occupe (décembre 1978) au poste de secrétaire régional CGT Lorraine, M. Balducci prenant sa retraite. Traditionnels cégétistes hiérarchiques.

Sa grande fierté : entre 1968 et 1974, l'union locale CGT de Nancy est passée de 21 000 à 66 000 adhérents. Il ajoute aussitôt : « Au niveau régional, mon successeur fera mieux que moi, car il regardera les choses avec un œil neuf. » C'est sa hantise : ne pas se renouveler. C'est pourquoi il a accepté Prague et ses aînés. Avec sa conscience de cégétiste et de communiste. Avec sa conviction, comme il l'a montré ici, que les idées peuvent être plus fortes que les violences, que les violences ne sont, somme toute, que « marginales ».

M. C.

(1) Après l'effondrement du front syndical, en 1979, à Longwy, un groupe ainsi désigné s'est constitué, composé de sidérurgistes en rupture de lien avec la CGT et la CFDT, d'anarcho-syndicalistes et aussi de jeunes autonomes parfois venus de Paris, et surtout désireux de « casser du CRS ». C'est ce groupe « 1978-1984, même combat » qui est à l'origine de la plupart des exactions commises ces derniers jours à Longwy. Exactions obligées M. Jules Jean, maire communiste de la ville, à se constituer une véritable garde personnelle, de quelque trente membres de la CGT et du PCF.

POUR S'OPPOSER A LA SIGNATURE D'UN DÉCRET

Le CNPF menace de dénoncer l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel

En préparation depuis des mois, la réforme du chômage partiel doit faire l'objet d'un décret qui sera prochainement signé par le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy. Le texte de ce décret tant attendu a été examiné successivement par le comité supérieur de l'emploi, en janvier, puis par le Conseil d'Etat, à la mi-février. Or, tandis que sa publication est périodiquement annoncée pour imminente, l'acte final tarde à venir. M. Bérégovoy lui-même, au soir de la conclusion de l'accord sur l'UNEDIC, évoquant le sujet, ne semblait guère pressé de conclure.

Que se passe-t-il ? En fait, la réforme du chômage partiel mettrait fin, au moins en partie, aux abus constatés depuis quelques mois, et connus sous cette notion bizarre de « chômage total partiel » que certains employeurs utilisent en lieu et place de la fameuse « flexibilité » réclamée par le CNPF (le Monde

du 17 janvier et du 16 février). Déjà, au moment de la consultation sur le projet de décret, le patronat avait marqué son hostilité à la rédaction proposée. Celle-ci, en effet, imposait des limitations à un usage qui se répandait, et elle obligerait la direction départementale de la main-d'œuvre à se saisir de tous ces dossiers avant d'accorder le bénéfice du « chômage total partiel » à des salariés privés d'emploi sans jamais avoir été licenciés.

Depuis, la pression du CNPF est devenue encore plus forte. Craignant que M. Bérégovoy finisse par signer ce décret qui ne lui convient pas, au moins sur ce point, l'organisation patronale aurait accablé sa pression. Ces derniers jours, elle aurait fait savoir, avec insistance, qu'elle avait l'intention de dénoncer l'accord interprofessionnel sur l'indemnisation du chômage partiel, comme elle avait dénoncé, en 1982,

la convention sur l'assurance chômage, si le décret voyait le jour. Le menace, est à peine voilée, donc, puisqu'elle amènerait alors les organisations syndicales à négocier de nouveau le régime d'indemnisation du chômage partiel avec le risque de devoir redéfinir l'ensemble du système.

M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT — qui était intervenu à plusieurs reprises pour demander la signature du décret — vient d'adresser, le 4 avril, une lettre au ministre des affaires sociales, dans laquelle il « s'élève » de la non-prise en compte « Le recours au « chômage partiel total », souligne-t-il, ne doit être permis que dans des situations exceptionnelles. L'opposition du CNPF à toute forme un peu contraignante d'incitation à la réduction du temps de travail fait partie d'un jeu stratégique qui ne doit pas conduire le gouvernement à reculer ».

Pour l'heure, on assure, au ministère des affaires sociales, que M. Bérégovoy va signer le texte prochainement, bien que l'on reconnaisse la réalité de la pression exercée par le CNPF. Dans ce cas, le CNPF mettra-t-il sa menace à exécution ?

A. L.

Faits et chiffres

● CIT Alcatel prend une participation dans une société américaine de télécommunication. — CIT Alcatel (groupe CGB) a pris, par sa filiale Tello-Alcatel, une participation de 20 % au capital de la société américaine Sonitrol Corporation, qui fabrique des systèmes de télécommunication destinés à assurer la sécurité de toutes les catégories de locaux. Sonitrol assure déjà la distribution outre-atlantique de systèmes d'intercommunication de Tello-Alcatel.

● Baisse du trafic vers la Corse. — Le trafic général avec la Corse a baissé en 1983 de 12 % par rapport à l'année précédente, alors que, jusqu'à cette année, la progression annuelle était de 5 à 6 %. Tandis que la société nationale Corse-Méditerranée, avec cinq car-ferries modernes, propose 1,6 million de places au cours des trois mois d'été, à bord d'Estérel, Corse, Cyros, Napoléon et Provence, on enregistre cette année par rapport à la même période de l'an dernier une baisse des réservations de 25 %. — (Corresp.)

● Aide financière internationale pour Madagascar. — Les pays et organismes bailleurs de fonds de Madagascar, réunis, les 5 et 6 avril, à Paris, sous l'égide du FMI, se sont engagés à financer le déficit de la balance des paiements malgache,

évalué à 55 millions de DTS (58,3 millions de dollars). Des engagements atteignant 40 à 45 millions de DTS ont été pris, qui permettront, selon un communiqué du FMI de « faire face aux besoins en importations et d'améliorer les réserves en devises de Madagascar ». Dans le cadre du club de Paris, les 22 et 23 mars, les pays créanciers de Madagascar avaient décidé le réaménagement d'une partie de la dette malgache, officiellement estimée à 1,4 million de dollars américains.

● Crédit de 238 millions de dollars du FMI à la Turquie. — Le Fonds monétaire international a ouvert, le 6 avril, à la Turquie un crédit stand by de 225 millions de dollars de tirage spécial (environ 238,5 millions de dollars), pour une durée d'un an. Ce crédit est destiné à soutenir le programme économique et financier du gouvernement d'Ankara, programme dont l'un des traits essentiels est, selon le communiqué du FMI, « un renforcement substantiel de la politique monétaire » et « une forte réduction des crédits de la Banque centrale ». Le crédit, qui représente 52,4 % de la quote-part de la Turquie au FMI (429,1 millions de dollars de tirage spécial), fait suite à l'octroi en juin 1983 d'un crédit stand by d'un même montant qui avait été annulé ultérieurement à la demande des autorités turques. — (AFP.)

La hausse des taux aux États-Unis

(Suite de la première page.)

Une opération que l'on qualifie fort justement de « monétisation de la dette », puisque une telle pratique appliquée en France sur une grande échelle consiste, pour la banque centrale, à financer par émission de monnaie les demandes de crédits présentées, par exemple, par le Trésor. Mais d'autres créances, émises par d'autres débiteurs peuvent être financées par le même procédé, c'est à dire par l'inflation. On voit que la liberté de manœuvre laissée aux autorités monétaires est strictement limitée, si tant est qu'elles conservent le souci de la stabilité.

2) Ce qui caractérise la situation actuelle est l'énorme besoin de crédits en dollar émanant d'abord de l'Etat fédéral américain (pour financer le déficit budgétaire), mais aussi des entreprises qui ne trouvent plus les mêmes facilités que l'an dernier de reconstruire leur capital par des émissions d'actions nouvelles, et sont obligées, en conséquence, d'emprunter. A cela s'ajoute les em-

prunts des pays étrangers (Argentine, Brésil, France, etc.), qui pour la plupart ne remboursent les intérêts de leur dette échue qu'au moyen de nouveaux crédits. De cette situation, il résulte qu'il existe en permanence sur les marchés monétaires (à court terme) et financier (à long terme) une énorme offre de créances, dont le volume tend à dépasser la capacité d'absorption des investisseurs ou épargnants, et cela d'autant plus que le doute s'est à nouveau introduit sur la valeur du dollar, manifestement surévalué du point de vue strictement commercial.

Conséquence : la valeur moyenne de ces créances tend à se déprécier, ce qu'on a encore vu cette semaine avec la baisse du cours des obligations à New-York. Qui dit baisse de la valeur des créances dit hausse du taux d'intérêt (simple relation arithmétique). Cette hausse doit être considérée comme une résultante du surendettement général. Une seule chose pourrait inverser le mouvement : un processus de contraction

des dettes, qui s'est bien enclenché (les banques par exemple prêtent beaucoup moins aux pays à bas revenus), mais qui est neutralisé par la continuation de l'inflation de crédit, à commencer par le crédit sollicité par l'Etat fédéral américain pour financer son déficit.

PAUL FABRA.

● Importations de bœufs et d'agrumes américains au Japon : échec des négociations américano-japonaises. — Les négociations sur la fixation de nouveaux quotas pour l'importation au Japon de viande de bœuf et d'agrumes américains ne sont achevées, vendredi 6 avril, sur un constat d'échec, a-t-on appris de source officielle américaine. Elles pourraient reprendre d'ici un mois. Les négociateurs américains et japonais s'efforcent depuis de longs mois de fixer de nouveaux quotas sur le bœuf et les agrumes. Le précédent accord quinquennal sur ces produits était venu à échéance samedi 31 mars. — (AFP.)

Selon l'INSEE LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS AUGMENTERONT FORTEMENT

Les investissements productifs augmenteraient fortement cette année en France, d'après les réponses fournies par les entreprises à l'INSEE. La progression serait de 20 % en valeur, par rapport à 1983, soit compte tenu de la hausse des prix, de quelque 11 % en volume.

Les indications fournies à l'INSEE par les chefs d'entreprise du secteur productif concurrentiel privé et public couvrent 30 % environ de l'investissement total, soit 150 milliards de F sur 465 milliards. Il faut donc se garder d'en tirer des conclusions trop optimistes sur un redressement général de l'investissement. Que feront notamment l'agriculture, les services, le commerce ?

Le résultat de l'enquête de l'INSEE confirme les réponses faites par les industriels en novembre dernier. Ceux-ci, à la surprise générale, annonçaient déjà un redressement de la croissance de leurs dépenses d'équipements (+ 15 % en valeur, soit + 6 % en volume). Le bond attendu de l'investissement en 1984 serait surtout le fait des entreprises publiques du secteur concurrentiel. Les équipements des entreprises privées progresseraient aussi, mais sensiblement moins vite. De même, le redressement attendu se concentrerait dans les industries intermédiaires (production et transformation des métaux...), qui sont d'ailleurs celles qui connaissent actuellement l'activité la plus forte.

AL. V.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

POUR tout ce petit monde qui fréquente assidûment les allées du palais Brongniart, la séance de vendredi devrait être une journée-test et l'on attendait avec impatience de voir comment allait se comporter la Bourse de Paris alors que Wall Street, joutant, depuis de nombreuses semaines, le rôle du chevalier à la triste figure, venait brusquement de plier l'échine la veille sous une rafale de relâchements du prime rate pratiqués par l'ensemble des banques américaines.

Or, faisant preuve d'un sang-froid remarquable, le marché parisien a refusé de céder aux effets d'âme du grand frère américain. En baisse de 0,3 % à l'ouverture de la séance, la cote a, au contraire, fait preuve d'une grande résistance jusqu'à regagner un peu de terrain au fil des cotations pour ne céder que 0,05 % lorsque, selon le rite habituel, le préposé vint de son uniforme bleu de ciel et son agiter fébrilement le cloche, donnant ainsi le signal de la fin des transactions.

Sur ce point, les avis étaient unanimes : le test a été positif et le corbeille a manifesté à cette occasion une grande vitalité dont elle ne s'est d'ailleurs pas départie tout au long de la semaine en dépit de l'exode de nombreux professionnels sur les routes des vacances. Après un démarrage un peu timide lundi (- 0,05 %), ce qui n'a pas empêché quelques titres (Mines, Colas, Tréport, DMIC) de se bien comporter, la cote a accablé la cotation du lendemain (+ 0,23 %) puis mercredi (+ 0,44 %) pour mettre près de 1 point à son actif (0,96 % exactement) jeudi, au lendemain de la conférence de presse du président de la République, dont les propos ont conforté les boursiers dans l'idée qu'ils se font d'un « socialisme à la française » de plus en plus teinté de respectabilité depuis que M. Mitterrand est allé servir la main énergique de son homologue américain.

En cinq séances, la Bourse de Paris, complètement déconnectée de New-York, a grimpé de plus de 2,1 % avec des volumes d'affaires tout à fait honorables pour la période. S'il est vrai que plusieurs investisseurs procèdent actuellement à un allègement de leurs portefeuilles en valeurs étrangères, notamment transatlantiques, au bénéfice des actions françaises, le fait le plus intéressant de ces derniers jours est sans doute la présence très active d'acheteurs étrangers, surtout britanniques. Sans aller jusqu'à

Test positif

dire que « la Bourse de Paris a tendance à se faire à Londres », comme l'affirme avec humour un professionnel, il est certain que les variations de cote constatées sur des titres tels que L'Oréal, BSN, Tréport, DMIC, Moteur-Hoche (cette dernière bénéficiant d'études très favorables parues en même temps) ou encore IRI, Elf-Aquitaine et Air Liquide, ne sont pas le fait de seuls opérateurs parisiens.

Ces derniers, plus à même de cerner au jour le jour les réalités politiques et économiques françaises, ont su les saisir à profit. En prévision d'une distribution de dividendes généreuse dans le secteur pétrolier, Esso, Pétroles BP, Elf-Aquitaine, se sont particulièrement bien comportés tandis que le commerce tendait à se singulariser avec des hausses globales, de plus de 15 % sur Novorossiysk-Galicia, par exemple. Le bâtiment et les travaux publics ont diversément réagi à la dizaine de mesures annoncées par M. Paul Quilès en faveur de ce secteur du logement où les aides au chantier ont chuté de 555 000 en 1972 à 343 000 dix ans plus tard, les résultats provisoires pour 1983 étant encore balaisés (330 000 environ, soit une diminution de 3 % à 4 % d'une année à l'autre).

Dans ce secteur, l'action Jean Lefebvre, bien discrète d'habitude, a gagné plus de 10 % mais c'est surtout Matson-Financière qui s'est distinguée (plus 14 %) en raison des dispositions plus favorables émises pour les prêts à l'exportation à la propriété. Directement influencé par des résultats 1983 jugés favorables, Lorient, Générale des eaux, pour ne citer que quelques titres, ont également réagi à la hausse.

A l'inverse, quelques actions ont lourdement chuté. A côté de Vianor et Saurat, en baisse de 10 % chacune, ce sont surtout Nobel-Bond, Aurore, Chantiers France-Dunkerque, Saunier et Corcy, qui ont subi des revers avec des baisses de 20 % à 30 %. Ces quatre actions figuraient dans la liste des titres qui seront rachetés à la fin mai du marché à règlement mensuel (voir par ailleurs) et il était normal que les opérateurs qui les avaient en portefeuille

Semaine du 2 au 6 avril 1984

cherchant à s'en débarrasser. Aurore connaît toutefois un cas à part dans la mesure où sa cotation (elle restera naturellement cotée sur le marché au comptant) peut être interprétée comme une sanction après les déboires subis par la firme avec sa filiale d'exploitation, Union Industrielle et d'Entreprise (UIE).

Les deux sociétés ont d'ailleurs tenu — en même temps, vendredi — une réunion exceptionnelle de leur conseil d'administration pour examiner la situation créée après les lourdes pertes subies au Brésil alors que Bouygues assistait avec impatience de pouvoir fonder la Banque de l'Amazonie. Hoche et Aurore ont été très affectés. Si Bouygues rêve de prendre sa revanche sur l'affaire Doris qui lui avait échappé il y a deux ou trois ans en raison de la contre-offensive déchaînée notamment par le groupe pétrolier CFP (actionnaire d'Aurore, celle-ci étant à son tour présente dans Doris), « M. Francis » n'envisage pas de payer à court terme. D'une part, il veut une participation importante, vraisemblablement de 51 %, mais aussi un réel contrôle comptable pour déterminer ce que vaut actuellement l'action Aurore, et, d'autre part, la certitude que la société pourra obtenir les crédits bancaires dont elle a besoin.

Comme on peut s'en rendre compte, cette perspective n'enchante guère les établissements concernés. Pas plus Paribas, actionnaire minoritaire indirect au travers d'Aurore, que d'autres grandes banques de la place (sauf le Crédit lyonnais, semble-t-il) qui continuent à se faire tirer l'oreille. Les discussions sont serrées et la réaction qui devait s'effectuer dans l'après-midi de vendredi s'est poursuivie fort tard, empêchant la publication de communiqué final attendu avec impatience par la communauté financière.

Celle-ci ne devrait donc intervenir que le lundi 9 avril, avec l'accord de la Commission des opérations de Bourse qui a été tenue informée de ce détail supplémentaire. Il est probable que la cotation en Bourse de Paris de l'action Aurore, suspendue le vendredi précédent par les autorités responsables du marché dans l'attente « de résultats des délibérations » ne reprendra sans doute pas le lundi comme prévu initialement. Affaire à suivre.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En baisse

L'anticipation d'un relâchement général des taux d'intérêt aux États-Unis, conforté dans la semaine, a pesé sur la cote et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a finalement perdu 32,66 points d'une semaine à l'autre, à 1.132,22 vendredi, soit sa plus forte baisse hebdomadaire depuis le début du mois de février dernier, le Dow Jones se trouvant ramené à son niveau le plus bas depuis un an. La hausse des taux qui se limitait depuis le début de l'année à certaines sections du marché du crédit s'est généralisée à l'ensemble du marché monétaire : les fonds fédéraux ont dépassé 10 1/2 %, le prime rate a été relevé pour la seconde fois en trois semaines pour être porté à 12 % et le taux d'escompte a été ramené à 8 1/2 % à 9 % dans la séance de vendredi.

	Cours 30 mars	Cours 6 avril
Alcoa	48 1/2	57 1/2
AT&T	35 1/2	35 3/4
Borg	38 1/2	36 3/4
Chrysler	48 5/8	46 1/4
Du Pont de Nemours	49 1/4	47 1/4
Eastman Kodak	43 5/8	43 1/2
Exxon	38 5/8	38 3/4
Ford	34 7/8	33 3/4
General Electric	34 3/4	31 3/4
General Motors	46 5/8	46 7/8
Goodyear	42	42 3/4
IBM	26 3/8	25 3/8
ITT	113 7/8	109 1/2
ITT	41 1/2	39 3/4
Mobil Oil	38 1/2	38 1/4
Piper	34	33
Schlumberger	52 7/8	51 1/2
Tesoro	38 1/2	38 1/8
UAI Inc.	32 3/4	28 5/8
Union Carbide	59 1/4	54
US Steel	30 1/4	29 1/4
Westinghouse	40 1/4	39 1/4
Xerox Corp.	41 1/4	39 3/4

LONDRES

Affaires lentes

A l'instar de Wall Street, le London Stock Exchange a été particulièrement timide dans l'attente d'un relâchement des taux d'intérêt transatlantiques. La publication, par le patronat britannique, d'un rapport jugé positif sur l'économie nationale, n'a pas suffi à redresser la cote, le marché n'ayant pas donné suite à la tentative de reprise enregistrée jeudi.

Indices « FT » : Industriels : 655,4 contre 677 ; Mines d'or : 655,5 contre 656,9 ; Fonds d'Etat : 82,79 contre 83,19.

	Cours 30 mars	Cours 6 avril
Bovis	343	368
Bovis	328	368
Brit. Petroleum	472	478
Chertol	328	346
Cornwall	149	145
De Beers	8,37	8,15
Dunlop	41	39
Free State	42,34	41,44
Glen	840	815
Gr. Univ. Stores	673	685
Imp. Chemical	684	692
Shell	635	628
Unilever	940	940
Victrola	151	157
Wor. Lona	37 1/4	37 1/8

TOKYO

En repli

Après un début de semaine inscrit dans le sillage des records établis les jours précédents, le marché japonais a fait marche arrière pour entrer dans une phase d'ajustement technique. Après avoir dépassé les 11 000 points lundi 2 avril, début de l'année fiscale 1984, l'indice Nikkei Dow-Jones est repassé pour terminer à 10 837,72 points, en baisse de 134,69, alors qu'il avait gagné plus de 465 points la semaine précédente. De son côté, l'indice général a cédé 26,81 points pour retomber à 949,81.

	Cours 30 mars	Cours 6 avril
Alcatel	590	604
Bridgestone	570	571
Casat	1 470	1 370
Fuji Bank	1 100	1 070
Honda Motor	1 130	1 090
Mitsubishi Electric	1 880	1 880
Mitsubishi Heavy	263	244
Sony Corp.	3 760	3 510
Toyota Motor	1 360	1 370

FRANCFORT

L'attente

La crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux États-Unis — confirmée par la suite — le développement du conflit social en RFA sur la semaine de travail de treize heures et la perspective générale du dollar ont incité les acheteurs étrangers à la prudence, alors que la préparation d'importantes opérations en capital (introduction en Bourse de Norddeutsche et de Postbank) conduisait les investisseurs domestiques à prendre des positions d'attente. Seule la métallurgie, notamment Preussag, a pu tirer son épingle du jeu. L'indice de la Commerce & Industry s'est établi vendredi à 1 012,40 contre 1 022,30 la semaine précédente.

	Cours 30 mars	Cours 6 avril
ABG	99 80	94 80
BASF	165 50	161 90
Bayer	170	168
Chemische	150	174 60
Deutschebank	330 50	374 50
Hoechst	176 50	172 70
Karstadt	265 50	265 50
Messerschmitt	141 90	141
Siemens	395 90	393
Volkswagen	207 50	210 70

Bâtiment, travaux publics

Le bénéfice net de la société Polier pour 1983 baisse de 18,6 % à 44,5 millions de francs. Le dividende net est fixé à 20 F contre 19,18 F.

Le résultat net de Vicat pour 1983 augmente de 7,1 % à 32,44 millions de francs.

Le dividende passe de 15 F à 15,75 F.

J. Lefebvre maintient son dividende net à 10 F pour 1983. Le bénéfice net atteint 9,6 millions de francs (+ 11 %).

NETTOYAGE DE PRINTEMPS

La Bourse de Paris, qui fait régulièrement sa toilette, a entrepris un nettoyage de printemps afin d'admettre, à compter du mercredi 23 mai, premier jour de liquidation de juin 1984, un certain nombre d'actions à la cote du marché à règlement mensuel (le fameux RM qui remplace l'ancien marché à terme) tandis que d'autres titres seront rachetés de ce RM à partir du 22 mai pour basculer le lendemain sur le marché au comptant.

Les sociétés promises au RM de la Bourse de Paris sont les suivantes :

- Actions françaises : Casino (actions à dividende prioritaire de 100 F), Espada-Bernard Faure, Labon, Synthelabo et, peut-être Sodexho, l'un des « mammoth » du second marché de Paris (en raison de son chiffre d'affaires et de sa capitalisation boursière) qui pourrait être directement transféré sur le règlement mensuel, sans passer, donc, par le comptant, à condition que la Commission des opérations de Bourse veuille bien donner son accord, ce qu'elle ne devrait pas manquer de faire.
- Obligations françaises : Caisse nationale de l'Industrie, Roussel Uclaf 15 % 1982 de 300 F avec option d'échange.
- Titres participatifs : Compagnie générale d'électricité (CGE), Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Thomson et Usines Renault.
- Actions étrangères : Electrolux, Grand Metropolitan et Toshiba.

De son côté, la Bourse de Marseille admettra sur le marché RM, à compter de la même date, les actions de deux sociétés : Mines et produits chimiques de Salsigne et Berger.

Quant aux radiations, elles concernent :

- Sociétés françaises : Aurore (une mesure qui peut être considérée comme une sanction en raison des reproches adressés à cette société pour des pertes d'exploitation sur lesquelles elle aurait été trop discrète) mais aussi d'autres titres qui disposent à présent d'un marché devenu trop étroit (Chantiers de France-Dunkerque, Jeumont-Industrie, Mines de Kail-Sainte-Thérèse, Nobel-Bozel, Saunier et Corcy).
- Sociétés étrangères : Banque ottomane.

Retour aux bénéfices pour

Lambert frères avec un résultat positif pour 1983 de 1,9 million de francs. Les comptes consolidés restent cependant déficitaires mais beaucoup moins : 3,6 millions de francs contre une perte de 62 millions.

	6-4-84	Dif.
Aurore	912	+ 21
Bouygues	656	+ 4
Ciment Français	259,00	+ 1
Dunlop	715	+ 25
Lafarge	151	+ 16
Lafarge	34	+ 2,30
GM	250	- 7
Lafarge	347	+ 9,10
Maison Poulenc	295	+ 24
Polier et Chaux	607	+ 27
SCREG	178,70	+ 1,80

Banques, assurances

Le bénéfice net de SADE pour le premier semestre de son exercice 1983-1984 progresse de 15 % à 12,41 millions de francs.

	6-4-84	Dif.
Bail Equipement	270	- 1
Crédit	379	- 1
Chargem SA	317,10	+ 1,10
Banque (Cia)	465	- 4
CFP	292	- 7
Général d'Assurance	226	+ 9,21
Esso	800	- 40
Matra (La)	317,90	+ 3,90
Imat, FI-Moncom	288	- 4
Lafarge	310	+ 6,5
Lafarge	607	+ 27
Midi	1 436	+ 51
Midland Bank	220,30	- 3,70
OFP (Omn. Fin. Paris)	860	+ 6
Parisiens de réass.	683	+ 18
Préfabri	940	+ 20
Schneider	118,20	+ 1,80
UCB	365	inch.

Valeurs à revenu fixe

	6-4-84	Dif.
4 1/2 % 1973	1 863	- 17
7 % 1973	9 620	- 42
10,30 % 1975	91,90	+ 8,30
PMSE 10,6 % 1976	91,90	+ 8,30
8,80 % 1977	118,25	+ 0,55
10 % 1978	90,65	+ 0,45
9,80 % 1978	90,60	+ 0,20
8,80 % 1978	92	inch.
9 % 1979	96,85	+ 0,35
10,80 % 1979	93,30	+ 0,45
12 % 1980	99,45	inch.
13,80 % 1980	102,70	inch.
16,75 % 1981	110,25	+ 0,20
16,20 % 1982	111,30	+ 0,25
16,5 % 1982	111,30	+ 0,25
15,75 % 1982	109,45	+ 0,70
CNE 3 %	3 445	- 20
CNE bq. 5 000 F	101,90	+ 0,08
CNE Paribas	101,90	+ 0,08
5 000 F	182,20	+ 0,20
CNE Suez 5 000 F	102,45	+ 0,50
CNI 5 000 F	101,85	+ 0,25

Alimentation

	6-4-84	Dif.
Beghin-Say	285,70	- 1,30
Bouygues	1630	+ 3
BSN G. Danone	2557	+ 67
Carrefour	1700	+ 140
Casino	909	- 2
Cédia	607	+ 3
Crédit agricole	730	+ 9
Guyane et Gasc.	381,50	+ 4,5
Leclerc	1380	+ 102
Martell	1778	+ 148
Mot-Hennery	1802	+ 85
Paroisse	1400	+ 19
Occidentale (Gie)	578	+ 10
Olida-Cuby	295	+ 6
Paroisse	719	+ 6
Produce	1400	+ 74
Sources Parier	548	+ 22
St-Louis-Bouchon	418	+ 12
C.S. Saunier	985	+ 40
Vente Chiquet	1380	+ 204
Vieljeux	395	- 98
Nordic	23640	- 398

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs) (*)

	2 avril	3 avril	4 avril	5 avril	6 avril
R.M.	285 698	256 967	246 899	270 092	-
Comptant	1 017 015	784 444	796 623	836 712	-
Actions	146 613	30 558	45 043	38 330	-
Total	1 449 326	1 071 969	1 088 565	1 145 154	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	2 avril	3 avril	4 avril	5 avril	6 avril
Franc	105,3	106	106,6	107,5	-
Etranger	99,6	98,5	98,5	98,7	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1983)

	2 avril	3 avril	4 avril	5 avril	6 avril
Tendance	104,6	105,5	105,9	106,9	106,8

(base 100, 31 décembre 1981)

	164,1	164,5	166,2	167,6	167,9
--	-------	-------	-------	-------	-------

(*) La chambre syndicale ne publie plus désormais les chiffres relatifs aux transactions qu'en milliers de francs.

Produits chimiques

	6-4-84	Dif.
Institut Mérieux	846	+ 39
Laboratoire Boileau	715	- 1
Nobel-Bozel	930	- 2,35
Roussel-Uclaf	800	+ 40
BSF	634	- 19
Bayer	625	- 16
Hoechst	673	- 17
ICI (I)	86,90	- 4,55
Nord-Hell	795	+ 39

(I) Compte tenu d'un coupon de 0,10 F.

Matériel électrique

services publics

Sans fournir de chiffre, le président de Cii-Alcatel a précisé, que, outre d'importantes plus-values, le résultat net consolidé pour 1983 enregistrerait une forte augmentation (13,7 millions de F pour 1982, la part propre du groupe ressortant à 118,4 millions de F).

	6-4-84	Dif.
Alcatel-Midi	188	- 2
CIT-Alcatel	1 290	+ 90
Crozon	120	inch.
Général des Eaux	540	+ 27
Interpneum	1 490	+ 59
Legrand	1 880	+ 15
Lyonnaise des Eaux	779	+ 49
Matra	1 425	+ 90
Marin-Gerlin	965	+ 36
Mot-Hell	417	- 9
Moncler	56,30	+ 4,30
PM Labinal	335	+ 2
SEB	295	+ 6,50
Radio-Technique	425	+ 12
Suez	830	+ 40
TELECOM. Électrique	1 562	+ 72
Thomson-CSF	308	- 0,50
ITT (I)	1 112	+ 5,30
Schneider	536	+ 17
Siemens	1 530	- 16

(I) Compte tenu d'un coupon de 4,70 F.

Alimentation

	6-4-84	Dif.
Beghin-Say	285,70	- 1,30
Bouygues	1630	+ 3
BSN G. Danone	2557	+ 67
Carrefour	1700	+ 140
Casino	909	- 2
Cédia	607	+ 3
Crédit agricole	730	+ 9
Guyane et Gasc.	381,50	+ 4,5
Leclerc	1380	+ 102
Martell	1778	+ 148
Mot-Hennery	1802	+ 85
Paroisse	1400	+ 19
Occidentale (Gie)	578	+ 10
Olida-Cuby	295	+ 6
Paroisse	719	+ 6
Produce	1400	+ 74
Sources Parier	548	+ 22
St-Louis-Bouchon	418	+ 12
C.S. Saunier	985	+ 40
Vente Chiquet	1380	+ 204
Vieljeux	395	- 98

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER
3. La situation en Guinée.
FRANCE
9. Les nouveaux venus : Michel Barrier.
SOCIÉTÉ
10. Un vaccin français contre le brucellose humaine.
11. Les mœurs de la correctionnelle.
CULTURE
12. Mirage de la décadence.
ECONOMIE
13. Ce qui a déjà été fait pour le Lorraine.
14. Revenus des valeurs.
15. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (14)
Caract. (11); Programmes des spectacles (13); Journal officiel (14); Météorologie (14); Mots croisés (13).

M. MITTERRAND VA INTERVENIR EN FAVEUR D'ANDREI SAKHAROV ET D'AUTRES DISSIDENTS SOVIÉTIQUES.

M. François Mitterrand a indiqué qu'il interviendrait « sous quintaine » auprès des autorités soviétiques en faveur de M. Andreï Sakharov, dissident soviétique et prix Nobel de la paix, exilé à Gorki depuis 1980. Le président de la République a donné cette précision à MM. François Léotard (1), député UDF du Var, secrétaire général du Parti républicain, et Michel Noir, député RPR du Rhône, qu'il a reçus à l'Élysée vendredi 6 avril.

Les deux parlementaires, retour de Moscou, lui ont remis un message de M. Sakharov et un autre du professeur soviétique Nikita Meïman ainsi qu'une liste d'intellectuels désirant émigrer en Israël aux États-Unis et à qui l'autorisation est refusée par les autorités soviétiques.

Le message du professeur Nikita Meïman remis à M. Mitterrand déclare notamment :

« J'ai soixante-trois ans et je souffre d'une tachycardie qui progresse. Le 13 octobre 1983, ma femme Anna, âgée de cinquante et un ans a été opérée d'une tumeur au cerveau. D'après le professeur John Mac Donald de Washington, elle nécessite des soins par rayons. En URSS il n'existe pas d'appareils modernes permettant de faire ce traitement.

« La question de l'émigration est devenue pour nous une question vitale. Ma femme a reçu une invitation généreuse à venir se faire soigner en France par les professeurs Laugier et G. Riche, et en Suède par l'ancien ministre de la santé, M. K. Ohlgren, mais nous n'avons pas réussi à obtenir l'autorisation même pour un simple voyage.

« J'ai annoncé mon intention d'émigrer en Israël depuis 1975, et on me refuse toujours régulièrement de sortir sous le prétexte absurde et risible que je détiens des secrets. Or j'ai des papiers officiels qui confirment que depuis 1955 je n'ai aucun lien avec des travaux secrets.

« Je me permets d'attirer votre attention sur la situation de la famille Sakharov. L'académicien Andreï Sakharov est si connu comme humaniste et scientifique qu'il est inutile que je parle de lui — je veux seulement souligner que si auparavant leur situation était très pénible, elle est devenue aujourd'hui tragique. M. Bonner-Sakharov est menacé de perdre la vue et d'attaques cardiaques fatales. L'une des causes est la campagne d'ignominieuses calomnies qui dépasse toute limite dont elle est victime. »

(1) Et non Philippe Léotard, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 7 avril.

Un vin de grande table
CRAMOISAY
toujours à sa place

A B C D E F G

Le gouvernement tient compte de certaines remarques de l'opposition au sujet de la réforme du droit des faillites

L'Assemblée nationale, vendredi 6 avril, a commencé la discussion des articles du projet de loi réformant le droit des faillites (le Monde du 7 avril). Comme il l'avait annoncé lors de la discussion générale, M. Robert Badinter, ministre de la justice, a voulu se montrer ouvert au débat en acceptant divers amendements de l'opposition susceptibles d'améliorer le texte.

L'Assemblée nationale a adopté sans modification notable l'article 1, qui définit la nouvelle procédure de règlement judiciaire destinée à « permettre le redressement de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif ». Le texte dispose que « le règlement judiciaire est assuré par un plan de redressement arrêté par décision de justice, à l'issue d'une période d'observation. Le plan prévoit soit la continuation de l'entreprise, soit la cession; lorsque aucune de ces solutions n'apparaît possible, il est procédé à la liquidation ».

L'Assemblée a ensuite précisé que le règlement judiciaire est applicable « à tout commerçant, à tout artisan et à toute personne morale de droit privé qui cesse ses paiements », alors que la précédente législation (l'ordonnance de 1967) ne s'appliquait pas aux artisans.

Il est également applicable à « toute personne morale ayant bénéficié du règlement amiable » institué par la loi du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement des difficultés des entreprises (premier volet de la réforme d'ensemble du droit des faillites) et qui « ne respecte pas les engagements financiers conclus avec un de ses créanciers ».

Le gouvernement a accepté que soit porté de vingt à cinquante salariés le seuil (combiné à un niveau de chiffre d'affaires) permettant de bénéficier d'une procédure simplifiée. Par 329 voix (PS-PC) contre 150 (RPR-UDF), l'Assemblée a refusé de porter le seuil à cent salariés comme le demandait l'opposition.

« PROCÉDURE D'OBSERVATION : le projet initial du gouvernement faisait passer de quinze jours à un mois le délai dans lequel « le débiteur doit (...) demander l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire ». M. Georges Tranchesi (RPR, Hauts-de-Seine) obtient qu'il reste à quinze jours, car, dit-il, « rapidité et efficacité étaient les maîtres mots de cette réforme ».

Le projet prévoyant que « le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel, communiquent confidentiellement au président du tribunal ou au procureur de la République tout fait relevant la cessation des paiements de l'entreprise », le gouvernement tombe d'accord avec l'opposition pour remplacer « communiquer confidentiellement » par « peuvent communiquer officiellement ». Au contraire, la commission souhaite supprimer le « confidentiellement », qui, selon M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur du projet, va de soi. Le gouvernement est finalement battu par sa majorité.

M. Serge Charles (RPR, Nord) s'oppose, sans succès, à ce que « le tribunal statue obligatoirement sur l'ouverture de la procédure, après avoir entendu (...) le comité d'entreprise ou, à défaut, les représentants du personnel ».

Sur proposition de la commission des lois, le projet gouvernemental précise qu'un décret en Conseil d'Etat détermine dans chaque département le tribunal ou les tribunaux.

« M. François Gicquel, PDG de la RPP. — M. François Gicquel, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été élu jeudi 5 avril président-directeur général de la Régie française de publicité (RFP) par le conseil d'administration de cette société, en remplacement de M. Philippe Le Ménéstrel arrivé au terme de son second mandat (le Monde des 21 et 29 mars).

(Publicité)
Un vin de grande table
CRAMOISAY
toujours à sa place

Le numéro du « Monde » daté 7 avril 1984 a été tiré à 442 187 exemplaires

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

bunaux appelés à connaître du règlement judiciaire ». A ce propos, c'est par erreur qu'il a été indiqué dans le Monde du 6 avril que M. Badinter a l'intention de procéder à un regroupement des tribunaux de commerce aboutissant à un ou deux tribunaux par département. Comme le garde des sceaux l'a précisé à l'Assemblée lors de la discussion générale, l'objectif du gouvernement est que « la connaissance du contentieux des entreprises en difficulté [soit] regroupée devant un nombre limité de tribunaux », dans un souci « d'efficacité », mais sans limiter le nombre de tribunaux de commerce par département.

A propos de la création d'une période d'observation, le texte du projet, modifié par la commission des lois, fixe que « le jugement de règlement judiciaire ouvre une période d'observation en vue de l'établissement d'un bilan économique et social et de propositions tendant à la continuation ou à la cessation de l'entreprise. Dès lors qu'aucune de ces solutions n'apparaît possible, le tribunal prononce la liquidation ». L'opposition tente vainement d'obtenir que le tribunal soit autorisé à procéder à une liquidation immédiate, mais M. Badinter se dit prêt à réfléchir aux problèmes.

La période d'observation est « limitée à trois mois, renouvelable une fois » et susceptible, en outre, d'être exceptionnellement prolongée pour une durée n'excédant pas six mois.

« LES ORGANES DE LA PROCÉDURE : ce sont le juge commissaire l'administrateur, le mandataire de justice représentant les créanciers et un représentant des salariés qui, en l'absence de comité d'entreprise ou de délégué du personnel, est élu par l'ensemble des salariés. Le PC demande sans succès que ceux-ci aient plusieurs représentants; en revanche PS, UDF, RPR, obtiennent qu'il n'y ait qu'un seul administrateur en titre, mais que « d'autres pourraient lui être adjoints ».

« LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LE PLAN DE REDRESSEMENT : le bilan est établi par l'administrateur, et c'est

sur sa base qu'il proposera au tribunal, soit un plan de redressement, soit la liquidation. L'opposition demande, sans succès, que ce bilan insiste sur les aspects financiers du dossier, alors que M. Gouzes explique que l'apport du projet de loi est justement de prendre en compte la totalité de la situation de l'entreprise.

« LA GESTION DE L'ENTREPRISE. — Contrairement à la situation actuelle, le projet part du principe que le « débiteur » — en clair le chef d'entreprise — conserve le plus possible de pouvoir dans la gestion courante.

Le gouvernement fait préciser qu'il ne peut être payé aucune créance née avant l'ouverture du règlement judiciaire. Contrairement à ce qui se passe actuellement, la poursuite de l'activité de l'entreprise est de droit, le tribunal pouvant cependant ordonner la cessation à tout moment, après avoir entendu le débiteur et les représentants des salariés.

Les contrats en cours, à la cessation de paiement, doivent continuer si l'administrateur l'exige, mais à la demande de l'opposition, et pour protéger les entreprises contractantes, ils ne pourront pas être suspendus pendant la période d'observation, pour reprendre après.

Une des innovations principales du projet consiste à prévoir que les banques qui accordent des crédits après le règlement judiciaire seront remboursées avant tous les autres créanciers, y compris l'Etat et les organismes sociaux. A la demande de la commission, il est admis que les fournisseurs accordant un crédit bénéficieront du même privilège. M. Charles critique vivement cette disposition qui « bouscule le droit » et qui, dit-il, va décourager les banques de prêter de l'argent aux entreprises naissantes, car leurs chances d'être remboursées en cas de difficulté seront réduites. M. Badinter lui répond que c'est la seule façon d'inciter des prêteurs à consentir des crédits à une entreprise en cessation de paiement qui a donc besoin d'argent pour continuer son activité.

J.-L. A. et Th. B.

EN GRANDE-BRETAGNE

Mort de Sir Arthur « Bomber » Harris responsable du bombardement de Dresde en 1945

Sir Arthur Harris, commandant de la flotte de bombardement de la RAF pendant la dernière guerre, est mort jeudi 5 avril près de Londres à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Sir Arthur était partisan des raids massifs de nuit sur les villes allemandes pour démoraliser la population et fut notamment responsable de celui qui détruisit Dresde en février 1945, faisant près de cent mille morts. — (Reuters, AP.)

Le surnom de « Bomber » qui avait été donné à Sir Arthur Harris résume la carrière d'un des chefs militaires les plus controversés de la seconde guerre mondiale. Né en 1892, il avait passé une partie de sa jeunesse en Rhodésie et était entré pendant la première guerre dans l'aviation britannique. Il sert ensuite aux Indes, puis au Proche-Orient, et se fait déjà à cette époque une réputation de spécialiste des appareils de bombardement.

C'est en février 1942 qu'il prend la tête du commandement général de la flotte aérienne de bombardement britannique. L'Angleterre traverse alors ses heures les plus noires de la guerre. Battue par l'Allemagne hitlérienne sur pratiquement tous les théâtres d'opérations, terrestres ou maritimes, elle doit constater que ses bombardiers, peu précis dans l'accomplissement de leurs missions et décimés par la défense allemande, ne jouent qu'un rôle mineur dans le déroulement de la guerre. C'est alors qu'Arthur Harris invente une stratégie de bombardements massifs, un tapis de bombes devant s'abattre sur des cités entières.

« Nous allons chasser le III^e Reich », annonce-t-il. Dès mai 1942, un millier de bombardiers opèrent sur Cologne. D'autres « batailles » du même type seront ensuite livrées sur la Ruhr, sur Hambourg, sur Berlin et, finalement, sur Dresde.

En dépit des succès remportés, Arthur Harris est l'objet de multiples critiques. Non seulement en raison des morts civils innombrables qu'entraînent les bombardements massifs, mais aussi parce que le

POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE

Le groupe Ford investit 1 milliard de francs dans son usine de Bordeaux

De notre correspondant

Bordeaux. — Ford-France a annoncé, vendredi 6 avril, un investissement de 1 milliard de francs pour la mise en place, à Bordeaux-Mérignac, d'une nouvelle chaîne de fabrication de boîtes de vitesses automatiques du type TVC (transmission à variation continue). Ce modèle est étudié depuis 1969 avec le constructeur néerlandais Van Doorne, qui avait mis au point la boîte « Variomatic » équipant les automobiles DAF. La nouvelle boîte reprendra le même principe mais sera équipée d'une courroie métallique plus résistante que la courroie en caoutchouc des « Variomatic ». Elle sera aussi performante et économique que les boîtes mécaniques.

En attendant la mise en place de cette nouvelle unité de production, prévue pour mai 1986, la fabrication des boîtes sera assurée à Tilly-sur-Seigle, par l'usine Van Doorne-France, qui, à la mise en route de l'unité de Bordeaux, se contentera de produire les courroies métalliques.

Ces nouvelles boîtes, destinées à équiper des voitures de petite cylindrée, seront mises en service sur des Ford Fiesta, mais aussi sur des Fiat

Uno. Il est prévu que le constructeur italien s'approvisionne ensuite à l'usine de Bordeaux.

Outre son importance (1 milliard de francs), cet investissement aura pour particularité de déboucher, d'une part sur un produit totalement nouveau, d'autre part sur un produit vendu à des concurrents européens, pratique inhabituelle en Europe pour un constructeur européen. Cet investissement ne correspondra à aucune création d'emplois nouveaux. Il permettra, en revanche, à Ford d'honorer ses engagements en maintenant en service six cents postes de travail et en retrouvant le niveau d'emploi (trois mille six cents salariés) qui était le sien avant le deuxième choc pétrolier.

Enfin, il faut remarquer que l'annonce de cette mise en place a été un peu précipitée, contrairement aux habitudes de Ford-France. Comme si le coup de chapeau appuyé de M. François Mitterrand, dans sa conférence de presse du 4 avril, aux bonnes performances de l'usine Ford de Bordeaux méritait une réponse immédiate.

PIERRE CHERRUAIL.

Grèves et manifestations en France

M. Michel Betons, directeur des établissements dunkerquois des Chéniers du Nord et de la Méditerranée, a été « retenu » dans son bureau, vendredi 6 avril, de 10 heures à 15 h 30, par quelques dizaines de salariés de l'entreprise. Cette action, qui est le fait d'isolés et non d'organisations syndicales, nous signale notre correspondant, trouve en partie son origine dans la colère provoquée par l'envoi des premières lettres annonçant un chômage technique dans les prochains jours.

Dominié par le drame jarmois, l'actualité sociale a en fait été marquée ces derniers jours dans les autres régions, par de nombreux autres conflits. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, de multiples incidents ont été provoqués par des ouvriers de l'entreprise Ugine-Aciéries. A Decazaville (Aveyron), plusieurs centaines de salariés des trois usines métallurgiques ont manifesté, notamment le 5 avril, en

barrant les routes : ceux de l'usine Vallourec sont en grève « illimitée » depuis le 3 avril. A Nantes (Loire-Atlantique), une centaine de salariés des chantiers navals Dubignon se sont bousculés à la police, vendredi 6 avril, à l'occasion de la visite du président du CNPF, M. Yvon Gattaz.

A Gonesse (Val-d'Oise), une centaine de salariés ont occupé les entrées de meubles de la société Lévisan, menacés de fermeture. Au Havre (Seine-Maritime), les marins CGT et CFTD de la marine marchande ont fait la grève durant trois jours pour le délestage des indemnités de retraite et pour l'abaissement de la retraite à cinquante ans.

A Issoudun (Indre), une manifestation a eu lieu au cours d'une journée « ville morte », en solidarité avec les soixante et un licenciés de la SICMA (matériel aéronautique, trois cents salariés).

DÉSACCORD ENTRE PARIS ET WASHINGTON

La proposition française de déminer les ports du Nicaragua préoccupe le gouvernement de M. Reagan

Une polémique va-t-elle opposer la France aux États-Unis, un peu plus d'une semaine après le voyage de M. Mitterrand outre-Atlantique ? Le gouvernement de M. Reagan s'est dit « préoccupé » vendredi 6 avril, devant une proposition faite par la France d'aider le Nicaragua à déminer ses ports. Le gouvernement français en a été averti, a précisé le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, qui a ajouté : « cette aide se concrétiserait, elle pourrait aider le Nicaragua à « exporter sa révolution ».

C'est M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui a formulé la proposition française dans une lettre adressée récemment à M. Betancur, président de la Colombie, pays qui, au sein du groupe dit de Contadora, s'efforce, avec le Venezuela, le Mexique et Panama, de trouver une solution négociée aux conflits d'Amérique centrale. M. Cheysson indiquait dans sa lettre selon ce qui a été rapporté à Washington, que sa proposition avait un caractère « humanitaire » et que, si elle était acceptée, la France s'efforcerait d'opérer avec d'autres pays européens.

Les deux ports principaux du Nicaragua, Puerto Corinto et Puerto Sandino, sur la côte pacifique, ont été minés. Plusieurs navires étrangers et bateaux nicaraguayens ont été endommagés ces derniers semaines par l'explosion des engins qui y ont été posés. Le représentant de la France à l'ONU a qualifié de « blocus déguisé » un tel sabotage, à propos duquel le Wall Street Journal, le quotidien des milieux d'affaires de New-York, met en cause, dans un article publié vendredi, le gouvernement de M. Reagan.

Ce sont des unités opérant à partir d'un navire coulé par la CIA qui posent les mines, affirme le journal. Ces unités sont composées de Salvadoriens et d'autres Latino-Américains, qui utilisent des petites embarcations et installent des mines

de type acoustique : le son émis par le moteur des bateaux les fait exploser. Le quotidien cite des sources non identifiées proches de la CIA.

Le journal du Front sandiniste, *Bohemia*, a publié la lettre de M. Cheysson. M. Rafael Cordova, membre de la junte de gouvernement de Managua, s'est déclaré vendredi que la proposition française avait été « acceptée » et « appréciée ». Selon *Bohemia*, l'ambassadeur du Nicaragua aux Nations unies, M. Javier Chamorro, a affirmé que la proposition française était « une démonstration claire et accablante dirigée contre les États-Unis ».

Il est probable, si la France donne suite à son projet, qu'elle heurtera de front la politique menée par M. Reagan à l'égard du Nicaragua sandiniste. Apparaîtront alors au grand jour les divergences de vues entre M. Reagan et M. Mitterrand sur la conduite à tenir en Amérique centrale, divergences qui avaient été peu évoquées par les deux chefs d'Etat lors du voyage de M. Mitterrand aux États-Unis.

L'ARMÉE CHINOISE A PÉNÉTRÉ AU VIETNAM

affirme Hanoi

Un « certain nombre » de régiments d'infanterie de l'armée chinoise ont franchi, vendredi 6 avril, la frontière sino-vietnamienne dans la province de Langson (150 kilomètres au nord de Hanoi) et les bombardements continuent de tomber sur des provinces vietnamiennes bordant les 1 200 kilomètres de frontière entre les deux pays, a annoncé, ce samedi 7 avril, le ministre vietnamien des affaires étrangères, Sôun Hôang, les troupes chinoises ont été repoussées.

Pour sa part, Pékin a confirmé que la Chine avait continué à bombarder les régions frontalières du Vietnam jusqu'à vendredi, détruisant de nombreuses installations militaires et faisant plusieurs morts et blessés du côté vietnamien, mais n'a pas mentionné d'incursion de troupes. — (AFP.)